M 1578 N° 1195 7,00 F DU 6 AU 12 FEVRIER 1986 HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (IVe INTERNATIONALE)

ROUGE

Après Greenpeace
Coucou, les revoilà
(page 9)

MAIS, QU'EST-CE QUI LES FAIT TOURNER ?

A les entendre, les dirigeants du PCF n'ont pas infléchi leur ligne. Mais le même appel au vote communiste peut s'accompagner d'un rictus antisocialiste ou d'un sourire union de la gauche !

Mais qu'est-ce qui les fait tourner ?

Depuis la prestation de Georges Marchais à « L'heure de vérité », chacun sait que le PCF a donné une inflexion anti-droite à sa campagne électorale. Tout le monde guettait le comité central du 3 février, attendait que celui-ci officialise le changement de ligne. Déception ! *L'Humanité* explique : *« Madeleine Vincent a montré, textes à l'appui, qu'il ne s'est produit aucune espèce de changement de ligne entre la conférence nationale du PCF d'octobre dernier et "L'heure de vérité" de Georges Marchais. »*

Les mouvements pendulaires qui portent le PCF du plat opportunisme au sectarisme exacerbé semblent de moins en moins contrôlés.

Pas de changement ? Dont acte ! Mais, peut-être, une oscillation ? Faut-il caractériser le vote communiste comme le seul ou comme le meilleur vote anti-droite ? Dans le premier cas, il s'agit d'assimiler le PS à la droite et d'opérer un dégagement à gauche. Pour ce faire, il suffit d'accumuler le bilan de cinq années de « gouvernement socialiste », les attaques actuelles contre les travailleurs et les syndicats avec la flexibilité, la perspective de la cohabitation avec la droite.

Dans le second cas, l'argumentation est organisée différemment, centrée sur la préoccupation de battre la droite et débouche sur l'objectif du rééquilibrage de la gauche. Ces derniers jours, la direction du PCF est bien passée de la première à la seconde argumentation. Le rapport de Madeleine Vincent et ses élans antisocialistes — décor en trompe-l'œil pour feindre la continuité — n'ont d'intérêt qu'au regard des raisons mises en avant pour motiver le « vote communiste ». Les trois raisons développées dans la rapport passent au nombre de cinq dans la résolution. Dans l'ordre : poursuivre le combat anti-droite, élire des représentants fidèles aux travailleurs, affirmer qu'une autre politique est possible, rassembler ceux qui veulent le changement, et, enfin, « rééquilibrer la gauche ».

Une argumentation qui méritait bien un vote unanime du comité central et de la résolution !

Si tout finit dans l'unanimité, faut-il conclure qu'il n'y a pas de quoi fouetter un Juquin et que tout cela, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ? Plutôt Jean qui rit et Jean qui pleure ! La même invitation au vote commmuniste peut être accompagnée d'un rictus anti-socialiste ou du sourire union de la gauche... C'est selon !

Un « grand débat » est inscrit en creux dans les hésitations ou les silences des militants. C'est le devenir du parti qui en jeu.

Selon quoi ? C'est bien la question que se posent de plus en plus de travailleurs et de militants communistes. Et si le bureau politique du PCF se démène comme diable en bénitier pour convaincre qu'il n'a rien changé, c'est pour ne pas susciter de nouveau cette lancinante interpellation.

Pourquoi la direction brise-t-elle en 1977 une alliance avec le PS qu'elle renouera en 1981, pour la rompre en 1984 ? Pourquoi, si radicale entre 1978 et 1981, puis entre 1984 et 1986, la même direction s'est-elle montrée si timorée entre 1981 et ▶

1984 ? Les mouvements pendulaires qui la portent de l'opportunisme le plus plat au sectarisme le plus exacerbé semblent s'accélérer et être de moins en moins contrôlés. Et l'image que le PCF veut donner de lui-même apparaît brouillée. « Parti de gouvernement et de lutte », le PCF au gouvernement n'a pas impulsé la moindre lutte, hors du gouvernement, il ne propose aucune perspective politique.

L'impasse stratégique du PCF est patente. Ayant renié de longue date la perspective de rupture révolutionnaire, il est condamné à cheminer à tâtons sur la voie réformiste. Tout en se défendant du risque d'être assimilé à la social-démocratie. Pendant plus de dix ans, l'union de la gauche lui a permis d'éluder les questions mortelles qui, aujourd'hui, resurgissent en force. Une fois dénoncé ce cadre, quelle perspective est-il en mesure de proposer ? Ce ne sont pas « le socialisme pas à pas » et les « nouveaux critères de gestion » qui peuvent remplir ce vide. D'autant que le PCF n'est pas comme son homologue italien et que le PS, installé dans les institutions de la Ve République, représente une autre menace que le minuscule Parti socialiste italien.

D'où les tergiversations et les fluctuations d'une direction qui condamne l'union de la gauche sans pouvoir s'en déprendre. Et un déclin irrésistible.

Qui peut croire ce que disent les dirigeants de ce parti ? Le manque de confiance prend figure d'une lèpre qui ronge la direction et contre laquelle elle s'avère incapable de lutter. Le dernier comité central en est un signe supplémentaire. Alors que, pour se sauver, il lui faudrait changer profondément, le bureau politique s'égosille à clamer qu'il ne change pas !

Son seul souci présent est de rameuter les énergies militantes pour freiner la chute des scores électoraux. Quoi qu'il en dise, la barre des 10 % est aujourd'hui décisive. S'il passe en dessous, il lui deviendra difficile de contenir les dynamiques d'éclatement aujourd'hui à l'œuvre. Car il serait alors impossible de ne pas désigner les responsables d'un tel désastre, ni de proposer des perspectives de redressement.

Un « grand débat » est inscrit en creux dans les hésitations actuelles, et même les silences de bien des militants, celui qui concerne l'avenir même du PCF. Refusant le ralliement ouvert, potentiellement mortel, à la voie social-démocrate, la direction du PCF a fait un autre choix : celui de l'immobilisme, de la gestion du déclin. Par crainte du saut dans le vide, elle a choisi le cul-de-sac.

Francis Sitel

Virages vus d'en bas

Vous prenez trois bastions ouvriers du parti. Et vous constatez que le mal de mer des militants n'est pas près de se dissiper.

L'horizon des élections était encore loin lorsque « le parti » a négocié son dernier virage : feu sur le PS, les quatre ministres à l'abri, priorité à l'action contre le gouvernement socialiste. Le nouveau rassemblement populaire majoritaire (NRPM) devenait la perspective à construire pour les lendemains « qui chantent ». *« On va enfin pouvoir lutter »*, se dirent dans les entreprises, tous ceux qui n'en pouvaient plus d'encaisser les coups de l'austérité et de freiner la mobilisation dans la CGT pour cause de participation gouvernementale...

Certains esprits critiques firent bien remarquer — notamment en Meurthe-et-Moselle, région suivie par Pierre Juquin durant des années — que *« le NRPM, en guise de perspective, c'était plutôt du vent ! »* Ailleurs, la présence de députés de droite dans une manifestation - rassemblement contre la crise oblige — fit fuir une partie des ouvriers, comme aux chantiers navals de La Seyne par exemple. Mais, grosso-modo, le tournant et la sortie du gouvernement redonnaient le moral aux militants.

« Vous, ça va, ce serait le PS, je ne laisserai pas faire », disait même à l'époque un militant du PCF à un militant de la LCR au cours d'une distribution de tracts à Gandrange en Lorraine. La Lorraine : le plan acier. L'exemple type d'une mesure gouvernementale votée par le PC et qui lui a fait très mal. Mal, politiquement bien sûr, mais aussi socialement ! Dans une région meurtrie, les licenciements s'accumulent, les équipes militantes se brisent... *« Si la direction prend un nouveau tournant aujourd'hui, on est plus à ça près »*, remarque un militant amer. *« Le gros du mal est déjà fait. »* Le virage contre le PS a été bien accueilli, mais il venait déjà *« trop tard »*. Les coups de la crise l'avaient précédé.

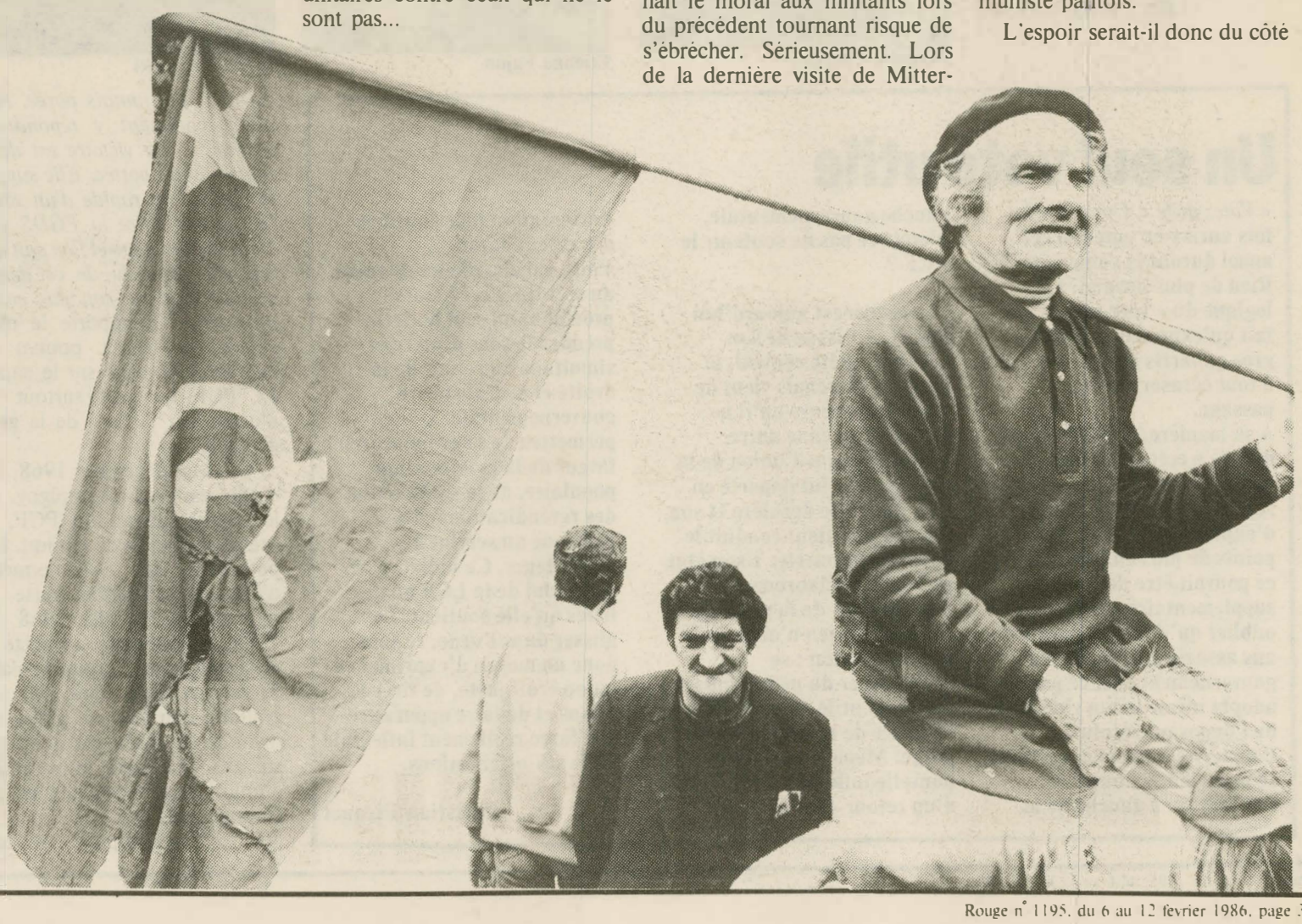
Dans la région lilloise, les effectifs dans le nord du département se sont affaissés. Roubaix, Tourcoing : le parti a *« pris le bouillon »* avec la crise du textile. En revanche, au sud, le bastion « historique » de Gustave Ansart a mieux résisté, autour de la sidérurgie à Valenciennes, à Denain. Depuis qu'il a quitté le bureau politique, « Gustave » s'appuie sur une région qui se mobilise. Deux mille manifestants sont montés à Lille protester contre la désertification de la région. Gustave Ansart, c'est *« plutôt l'orientation union de la gauche,* commente un militant lillois. *Il est ouvert, pas bloqué, un peu "à l'italienne". »* La fédération apparemment n'est pas sur la même longueur d'onde. Elle tente de lui mettre les bâtons dans les roues. Les tensions locales peuvent être vives. On a même vu à Lille une cellule d'entreprise éclater, ses militants s'excluant publiquement et réciproquement de la CGT. Les unitaires contre ceux qui ne le sont pas...

Le virage qui vient d'être pris au dernier comité central du parti risque fort de ne pas résoudre les problèmes de tournis dans les rangs « du parti ». Certes, à mesure que les élections approchent, il faut ratisser large, ne pas apparaître sectaire. Mais, du coup, *« la tonalité action contre le gouvernement »* qui redonnait le moral aux militants lors du précédent tournant risque de s'ébrécher. Sérieusement. Lors de la dernière visite de Mitterrand à Grand-Quevilly dans le fief de Fabius, aucune manifestation n'a été organisée. Les militants du PCF qui la réclamaient étaient pourtant nombreux dans cette région où Roland Leroy reste la figure du parti la plus connue.

> *« On n'en est plus à un tournant près. Le gros du mal est déjà fait. »*

Il *« n'est absolument pas question d'organiser quoi que ce soit »*, a expliqué le secrétaire de l'UD CGT à ses camarades. Certes, Mitterrand venait soutenir un meeting du PS (ou l'inverse), et l'*« on n'interdit pas aux organisations politiques de s'exprimer publiquement »*, mais tout de même. L'absence de toute réaction dans une région qui subit la crise comme les autres a laissé plus d'un militant communiste pantois.

L'espoir serait-il donc du côté



de ceux qui ont contesté l'orientation du dernier congrès ? La dernière visite de Pierre Juquin en Meurthe-et-Moselle a visiblement fait chaud au cœur des militants qui se sont retrouvés avec lui. Dans la région, les liens avec le contestataire du comité central sont restés solides. Le maire de Thionville s'était lui aussi singularisé au dernier congrès en votant contre la résolution. Il semble, ceci dit, que l'après-congrès ait laissé les *« oppositionnels »* sur la défensive face à un appareil fédéral habitué à faire passer la ligne. La citadelle est assiégée. Et si la

« Il n'est pas question d'organiser quoi que ce soit contre la venue de Mitterrand. »

ligne change, cette méthode-là reste.

« Politique en zig-zag, hier on était dans le zig, aujourd'hui dans le zag », on connaît la réflexion désabusée de nombreux militants à propos des tournants de la direction de « leur » parti. Le tout laissant au passage des couches de militants qui ne tournent pas sur le bord de la route, sinueuse, que suit le PCF. Un nouveau *« zag »* s'amorce donc.

Reste que politiquement comme géographiquement, pourrait-on dire, le parti aborde le nouveau virage en ordre dispersé.

Michel Morel
et nos correspondants de
Lille, Nancy et Rouen

L'éternel retour

Ou l'Union de la gauche toujours recommencée. D'après une œuvre originale de Maurice Thorez. Scénario et dialogues de Waldeck Rochet et Georges Marchais. Une production de la place du Colonel Fabien.

L'union de la gauche, comprise comme un cartel de partis, jalonne l'histoire du PCF depuis le grand tournant de 1934, qui conduisit au Front populaire de mai-juin 1936.

« L'union n'est pas une idylle mais un combat... voire une contradiction entre le renforcement de l'alliance socialiste-communiste et la critique des idées et des pratiques réformistes, cela reviendrait à ne pas comprendre la réalité et à n'aboutir à rien », expliquait Etienne Fajon, lors d'une conférence éducative, à Marseille... le 12 mai 1975. Déjà, l'alliance conflictuelle était à l'ordre du jour : il s'agissait de rééquilibrer une gauche qui évoluait en faveur du PS conduit par François Mitterrand.

Maurice Thorez, dans son discours de clôture du XVIIe Congrès du Parti, le 17 mai 1964, date le début du combat pour l'union à l'après-scission de 1920 : *« Que de chemin parcouru depuis 1922... Dès cette époque lointaine, nous avons lutté sans répit pour liquider la scission, pour unir à nouveau tous les travailleurs... »* Sans équivoque, le grand Maurice appelle à effacer la séparation des réformistes et des révolutionnaires du Congrès de Tours.

Cette orientation aboutit en 1965 au soutien à la candidature de François Mitterrand. Ce dernier n'est pas encore socialiste, mais simplement en « opposition... au régime » de l'époque. Des militants qui refusent de soutenir un bourgeois atlantiste sont exclus. Le Parti répond : *« Evidemment, plutôt que de soutenir une candidature comme celle de Mitterrand, notre Parti a la possiblité de présenter son propre candidat... »* mais *« cette candidature peut favoriser la réalisation dans le pays de l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques dans la lutte contre le pouvoir personnel, pour la démocratie »*.

L'union de la gauche subit la tempête de Mai 68. Le 8 mai, le bureau politique du Parti déclare dans *l'Humanité* : *« L'évolution de la situation exige l'évolution correspondante des rapports* d'union entre les partis de gauche, notamment du PS et de la FGDS[1] ».

L'union contre la grève générale a-t-elle une quelconque possibilité d'aboutir à ce moment ? Laurent Salini, éditorialiste de l'époque, s'interroge tout haut dans *l'Humanité* du 26 mai 1968 : *« La question du pouvoir est plus que jamais posée. Mais alors, comment y répondre et quand ?... La victoire est désormais à notre portée. Elle suppose la conclusion rapide d'un véritable accord entre la FGDS et le Parti communiste et l'on sait qu'il n'a pas dépendu de ce dernier que l'accord ne soit pas conclu plus tôt. »* Qu'importe le mouvement de masse, pourvu que l'accord soit signé sur le papier. Le PCF ne veut surtout pas d'union sur la base de la grève générale.

C'est en décembre 1968, lors d'une session à Champigny, que le comité central du PCF, reprend le chemin de l'union. Une perspective qui doit permettre d'éponger l'énergie mise en mouvement en Mai 1968. En 1969, le partenaire socialiste est électoralement groupusculaire. Trois ans plus tard, le programme commun de gouvernement de la gauche est signé... Et six ans plus tard, le processus d'union des socialistes et des communistes est brisé. En octobre 1977, la rupture est consommée. On est à la veille des élections de mars 1978.

Que s'est-il passé ? Selon la direction du PCF, le PS restreint les nationalisations aux maisons mères et ne s'occupe pas des filiales. Henri Krasucki, au nom du bureau politique, déclare le 6 mars 1978 à Calais : *« Le PS a publié son programme chiffré pour 1978... Eh bien, il en ressort que le train de mesures sociales d'un gouvernement selon le PS est extrêmement réduit (...) Ou l'on prend l'argent chez les riches et les leviers de commande de l'économie et l'on roule pour les travailleurs, ou bien on ne le fait pas, mais alors on roule pour les capitalistes et, dans ce cas, ce sont les travailleurs qui sont roulés. »*

La division, les attaques antisocialistes se poursuivent jusqu'à la veille du 10 mai 1981. Le 30 octobre 1980, *l'Humanité* relate un meeting de Marchais, au Havre : *« Au bout de son septennat, monsieur Giscard d'Estaing s'était fixé un objectif : il lui fallait parvenir à un PCF réduit à 15 % des voix. Quant à François Mitterrand, c'est dès 1972, au lendemain de la signature du programme commun, qu'il s'était ouvertement donné le même but devant l'Internationale socialiste. »*

Maurice Thorez

Etienne Fajon

Henri Krasucki

Georges Marchais

L'appel du 28 avril 1981, deux jours après le premier tour de la présidentielle, affirme néanmoins : *« Vous savez bien que François Mitterrand reste dans le flou sur ses objectifs et ses moyens, qu'il refuse des ministres communistes... Vous ne voulez pas qu'il puisse gouverner avec la droite... Nous vous appelons à voter au second tour pour le candidat socialiste François Mitterrand. »*

Le soir du 10 mai 1981, en direct à la télévision, Marchais prononce ces phrases reproduites dans *l'Humanité* du 11 mai : *« Nous comprenons qu'un certain nombre d'électeurs communistes, un nombre non négligeable aient, dès le premier tour, voté utile en portant leurs suffrages sur François Mitterrand. »*

Depuis, la tentative de récupérer cet électorat continue. Elle dure encore aujourd'hui.

Jean Lantier

1. Fédération de la Gauche démocratique et socialiste. Regroupant socialistes et radicaux.

Un seul vote utile

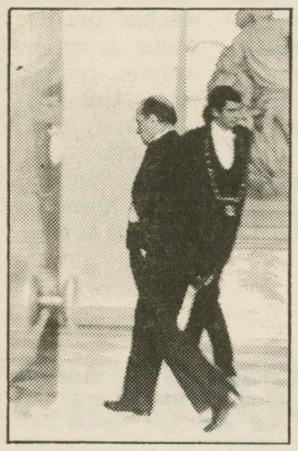
« *Votez utile* ». Combien de fois aura-t-on entendu cet appel durant la campagne ? Rien de plus normal. La logique du « vote utile » ne fait qu'exprimer la loi des gros gabarits politiques, prêts à tout écraser sur leur passage.
A sa manière, le PCF n'a pas dérogé à cette règle du combat électoral. Ses représentants n'ont cessé d'expliquer qu'un ou deux points de plus en leur faveur, ce pouvait être des élus supplémentaires. Pour faire oublier qu'il fut pendant trois ans associé aux décisions gouvernementales, ce parti adopta même le ton vindicatif de l'opposant résolu à l'austérité. Du coup, certains se prenaient à douter : l'efficacité, à gauche de la gauche gouvernementale, n'était-ce pas de soutenir le PCF ?

Le masque est aujourd'hui tombé. A l'issue de son dernier comité central, le parti de Marchais vient de fournir la preuve qu'il ne dispose d'aucune autre perspective que l'union de la gauche. Peu lui importe en fait, que cette dernière et son programme aient conduit le mouvement ouvrier à son état présent de délabrement.
L'état-major de la place du Colonel Fabien n'obéit qu'à une motivation : se débarrasser du nœud coulant du « vote utile » que le PS s'efforce de resserrer sur sa gorge. Même au prix d'une nouvelle inflexion de sa ligne, d'un retour gêné à l'orientation hier qualifiée d'« erreur fatale ».
Voilà qui clarifie les données du scrutin. Le 16 mars prochain, un seul bulletin prendra le sens d'un rejet simultané du retour de la droite et de l'austérité gouvernementale. Un seul permettra de se prononcer en faveur de la mobilisation populaire, de la satisfaction des revendications, d'une politique au service des travailleurs. Ce bulletin, ce sera celui de la LCR ou des listes qu'elle soutient. Le glisser dans l'urne, ce sera donc un moyen d'exprimer ce qu'on croit juste, de tirer les bilans et de faire apparaître une force réellement inflexible dans ses orientations.

Christian Picquet

30 JANVIER

Une monarchie nucléaire



L'œuvre ne laissera pas de traces impérissables. Elle a cependant la puissance d'un *Exocet*. En publiant ses *Réflexions sur la politique étrangère de la France*, à quelque six semaines des élections, François Mitterrand jette en effet un gros pavé dans le marigot politicien.

L'hôte de l'Elysée entend à l'évidence faire de sa diplomatie un symbole du consensus national. Qui s'en étonnera ? Au fil des ans, les orientations internationales de la France ont pris la couleur exclusive du renforcement de la force de frappe, de l'engagement dans l'Alliance atlantique, des ventes d'armes au tiers monde, de la défense des possessions coloniales. Aucun représentant patenté de la classe dominante ne saurait à présent contester cette froide soumission à la raison d'Etat. D'autant que les gouvernants ont mis un soin particulier à faire oublier l'époque où le vainqueur du 10 mai s'adressait aux opprimés de la planète pour leur dire qu'*« il n'y a pas d'ordre établi, pour répressif qu'il soit, qui puisse résister au soulèvement de la vie »*.

Profitant de ce climat, le président de la République cherche à renforcer son image de rassembleur dégagé des contingences partisanes. Sa péroraison prend, à cette fin, un ton gaullo-napoléonien. Le premier personnage de l'Etat s'y décrit comme infaillible et disposant du privilège unique de pouvoir dialoguer avec les citoyens. *« Entre le peuple souverain,* écrit-il, *et celui qu'il porte, par le suffrage universel, à la magistrature suprême, existe un pacte qui s'impose d'autant plus qu'il est enraciné dans l'inconscient collectif de la nation. »*

On aura compris que la démonstration vise à délimiter le pré carré dans lequel le premier personnage de l'Etat entend préserver sa liberté d'action, en cas de victoire de la droite. Tout l'édifice repose sur un partage des fonctions, Matignon obtenant carte blanche pour appliquer le programme de la réaction tandis que l'Elysée se verrait concéder le domaine réservé de la politique étrangère et de ses implications militaires. Reste à savoir si la droite voudra bien jouer le jeu.

Quoi qu'il en soit, les réflexions mitterrandiennes sont une nouvelle confirmation. Celui qui se flattait jadis d'avoir fait coïncider la majorité sociale et la majorité politique ne cherche plus qu'à incarner la continuité d'une sorte de « monarchie nucléaire ». Sinistre aboutissement d'une dérive !

1er FEVRIER

Les équivoques dissipées

Qui comprend encore quelque chose à la tactique de la droite ? Il ne se passe pas de jour sans que ses chefs de file gaffent ou se contredisent. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'interview accordée par Chirac au *Figaro-Magazine* ne contribuera pas à en améliorer l'image.

Depuis plusieurs semaines, le RPR et l'UDF cherchaient pourtant à priver leurs adversaires du sursaut qu'un programme musclé risquait de provoquer au sein de l'électorat populaire. Chirac assurait même qu'il ne s'allierait jamais avec Le Pen. Et, comme pour tracer les contours d'une possible cohabitation avec le chef de l'Etat, la plate-forme de gouvernement, signée le 16 janvier, gommait les aspects plus provocateurs des promesses de la droite, depuis 1981.

Mais, chassez le naturel, il revient au galop. S'adressant aux lecteurs de la presse Hersant, le président du RPR ne s'embarrasse pas de précautions. *« Nous stopperons une immigration source de délinquance et nous réformerons le code de la nationalité,* explique-t-il en substance. *Nous rétablirons les contrôles d'identité, la loi anticasseurs et les quartiers de haute sécurité. Nous gouvernerons sans aucun compromis et, faute de l'accepter, Mitterrand devra se soumettre. »* La litanie n'est pas sans rappeler celle des seconds couteaux du parti gaulliste. Tête de liste dans le département du Nord, Albin Chalandon ne mène-t-il pas campagne contre *« les invasions arabes contre l'Europe »* ? Et Robert Pandraud, proche collaborateur du maire de Paris, ne titre-t-il pas sa feuille électorale en Seine-Saint-Denis : *« Pas de pitié pour les délinquants étrangers »* ?

Le double langage est patent. Il reflète la profonde contradiction dans laquelle se débat l'opposition. Confrontée à la remontée des intentions de vote en faveur des socialistes, fragilisée par ses propres divisions, elle doit adopter un profil bas. Faute de quoi, elle risque de manquer la majorité absolue. Mais elle doit, dans le même temps, souder autour d'elle les fractions les plus dures de son électorat. Car le Front national représente un redoutable pôle d'attraction pour ces dernières. Il en résulte ces oscillations permanentes et ce discours à géométrie variable destiné à « ratisser large ».

Tous ces atermoiements permettent au moins de dissiper les équivoques. Quelles que soient ses précautions de langage, la droite n'a pas changé. Les mêmes haines continuent à l'animer et Le Pen est son cousin.

3 FEVRIER

Cohabitation à la corbeille

C'était en 1981. Pour justifier les nationalisations contenues dans ses cent dix propositions, le candidat Mitterrand parlait de mesures indispensables à la réorientation de l'économie, à l'organisation de la production en fonction des besoins réels de la population. Cinq ans ont passé et le « socialisme du possible » s'est adapté au libéralisme en vogue chez les possédants. Le meilleur exemple n'en est-il pas fourni, ce 3 février, par la vente d'un cinquième du capital de la Compagnie financière de Suez ?

Ainsi, la droite n'est pas revenue aux affaires que déjà la gauche lui prépare le travail. Un processus de désétatisation des sociétés publiques est en effet largement engagé. Et cela ne date pas d'hier. C'est en janvier 1983 que Jacques Delors, alors ministre des Finances, fit adopter la loi qui entre maintenant en application. Officiellement destinés à faire respirer le secteur étatique, des *« certificats d'investissement privilégiés »* virent alors le jour. Semblables à des actions, ils donnent un accès prioritaire aux bénéfices, sans toutefois octroyer un droit de vote à ses possesseurs.

Bien sûr, la loi fixe à 25 % la limite des entrées de fonds privés. Il n'empêche que, pour les milieux d'affaires, le signal est évident. Ils peuvent déjà se mettre à l'affût de nouveaux rapports juteux. *« Les nationalisées,* rappelait fort justement une journaliste de *Libération,* le 2 janvier, *proposent souvent des placements beaucoup plus attrayants que les privées »*. D'autant que les certificats deloriens ont, aux yeux des épargnants, un avantage inestimable : ils bénéficient d'une reconnaissance par les organismes internationaux.

La Bourse, dont le marché a déjà grimpé de 46 % l'an passé, est ravie. On la comprend. Les deux milliards offerts aux souscripteurs par Suez ne sont pas un mince apport en regard d'un volume total d'émissions équivalent à trente-cinq milliards. Quant à la droite, elle ne peut que féliciter les gouvernants. Si elle l'emporte en mars prochain, elle n'aura qu'à transformer les certificats préférentiels en actions pour rétrocéder les grandes groupes au privé.

Christian Picquet

VOSGES

L'OPTIMISME EST DE RIGUEUR

C'est une tradition. Dans ce département, les listes anticapitalistes recueillent d'excellents scores. Vosges-Alternative sur les chapeaux de roue.

La constitution des listes Vosges-Alternative 86 plonge ses racines dans une fort ancienne tradition politique du département.

En 1979, devant les menaces de pollution pesant sur le lac de Gérardmer, une campagne de pétitions avait rassemblé plus de cinq mille signatures, sur une ville qui ne compte pas plus de neuf mille habitants. Satisfaction obtenue, les militants se lancèrent alors dans la campagne des élections municipales de 1983, en créant un comité anticapitaliste et écologiste. Ce fut leur second succès puisque leur liste, composée aux deux tiers d'ouvriers et de chômeurs, recueillit plus de 5 % des suffrages. Les fonds récupérés grâce au remboursement des frais de campagne permirent d'organiser de nombreuses activités de solidarité internationaliste, notamment à l'occasion de la venue de militants de Solidarnosc.

La campagne des élections cantonales représenta une nouvelle occasion de diffuser les thèmes anticapitalistes et écologistes. Elle se solda par un score encore plus élevé sur le canton forestier des Hautes-Vosges : 6 % de l'électorat.

Après quelques hésitations, le comité décida de se lancer dans la grande bataille des législatives et de régionales de mars prochain. Constituée à partir de Gérardmer, Vosges-Alternatives 86 s'est progressivement étendue aux principales villes du département : Epinal, Saint-Dié, Contrexéville, Remiremont. Aujourd'hui, une centaine de personnes prennent en charge la campagne, parmi lesquelles de nombreux syndicalistes, des responsables d'unions locales et d'organisations antiracistes, des conseillers municipaux, des écologistes.

L'optimisme règne ! Fin décembre, les listes avaient déjà deux millions de centimes en caisse. Une plaquette d'explication et trois affiches ont été éditées : contre la crise, contre le racisme, contre les pluies acides. Une dizaine de meetings est d'ores et déjà planifiée ainsi qu'une grande fête, le 8 mars, avec Zbigniew Kowalewski et un soldat de la paix.

Une autre voix pour mars 86

ELLE EST SUR LA LISTE...

L'ITINERAIRE D'UNE ECOLOGISTE

Interview de Danielle Joly, conseillère municipale de Golbey

☐ *A quand remonte ton engagement ?*

Danielle Joly. — J'ai d'abord commencé à militer avec un groupe écologiste d'Epinal, en 1976. Puis j'ai été contactée par la municipalité d'Union de la gauche pour être candidate aux municipales de 1983. Ce que j'ai accepté, à condition de figurer comme non-inscrite.

La participation au conseil municipal m'a permis de comprendre que la lutte écologiste ne pouvait se dissocier du combat politique général. Ce fut le début d'une série de divergences avec certains courants écologistes sectaires qui vivaient en milieu clos et ignoraient tout du chômage et des licenciements, c'est-à-dire des problèmes brûlants de la majorité de la population qui travaille.

☐ *Pourquoi es-tu aujourd'hui candidate de Vosges-Alternative 86 ?*

D. J. — D'abord à cause de la loi sur la proportionnelle qui risque de marginaliser les petites listes. Tous ceux qui sont à gauche du PS et du PC doivent pouvoir s'exprimer. Beaucoup de gens voteront PS, mais sans enthousiasme. En votant cependant pour lui, ils feront comme s'ils approuvaient. Même si nous n'avons pas d'élus, il est important d'exprimer nos désaccords, de nous présenter. C'est le sens de Vosges-Alternatives 86.

☐ *Les Verts espèrent présenter une liste. Cela ne te gêne-t-il pas ?*

D. J. — Non. Prenons l'exemple des pluies acides. C'est un gros problème dans le département. Je préfère, moi, parler des problèmes de la forêt en général, des emplois forestiers qui y sont liés. Le problème de la forêt n'est pas seulement celui des amoureux de la nature, mais aussi celui de ceux qui y travaillent.

La loi forestière votée en mai 1985 par le PS, le RPR et l'UDF ouvre les portes aux grandes sociétés de reboisement. Et ce au détriment de l'Office national des forêts. C'est pour moi le symbole du consensus et de la cohabitation qu'il faut refuser. C'est une raison supplémentaire de mon engagement.

Propos recueillis par Dominique Dasque

...IL Y EST AUSSI

UNE REACTION A LA DEMAGOGIE

Interview de Ali Boulayoune, militant antiraciste

☐ *Quel est le sens de ta participation à la liste Vosges-Alternative ?*

Ali Boulayoune. — Il me paraît nécessaire de rétablir la vérité sur l'immigration. Ma candidature est, en ce sens, une réaction aux discours démagogiques de la droite qui, depuis 1983, n'a cessé d'axer sa campagne sur les dangers de l'immigration.

☐ *Que penses-tu de la politique du gouvernement sur l'immigration ?*

A. B. — On doit distinguer deux périodes. En 1981, le gouvernement a pris des mesures intéressantes comme la régularisation des sans-papiers. Mais après 1983, il s'est produit un changement évident. Ce fut le début d'une politique anti-immigrés marquée par la chasse aux clandestins, la fin du regroupement familial, etc.

Il faut changer ce paysage politique. Les jeunes Beurs, comme on les appelle, commencent à s'investir dans la vie politique. Il faut qu'ils y prennent davantage part, afin de faire évoluer les choses. Sinon, l'« immigré » gardera, auprès des gens, son image traditionnelle et non celle d'un individu autonome et responsable.

☐ *Que fais-tu dans la vie ?*

A. B. — Je suis étudiant salarié. Mon père est un ancien ouvrier du bâtiment aujourd'hui au chômage. Je milite à la LCR et appartient à une organisation antiraciste depuis 1983. Je suis également engagé dans un mouvement d'éducation populaire.

☐ *Comment vois-tu l'après-mars ?*

A. B. — Quel que soit le résultat, il faudra continuer la lutte. Si la droite passe, il conviendra de se mobiliser davantage. Et si c'est la gauche, je crois qu'il faudra imposer des mesures favorables aux immigrés. Ainsi, Mitterrand a promis le droit de vote. Qu'il tienne ses promesses.

Propos recueillis par Dominique Dasque

PARIS ALTERNATIVE 86

TICKET CHIC POUR CAMPAGNE CHOC

Une autre voix pour mars 86

Un généticien mondialement connu, un avocat engagé, têtes de liste pour défendre une alternative logique !

« Contre une logique qui n'a pas voulu rompre avec le profit, nous voulons promouvoir une autre logique. » C'est ainsi qu'Antoine Comte, avocat et défenseur des droits de l'homme en France comme dans le monde, définissait le sens des listes Alternative 86 Paris[1], lors d'une conférence de presse tenue il y a quelques jours.

Avant lui, Albert Jacquart, généticien, luttant depuis longtemps contre toutes les thèses pseudo-scientifiques des racistes et la menace nucléaire pesant sur l'humanité, montrait avec ferveur que, sur ces points, des milliers de gens ne pouvaient se retrouver sur les programmes de la droite ou sur le bilan de la gauche.

Respectivement têtes de liste aux élections régionales et législatives, ils ont répondu à l'appel lancé à l'initiative des fédérations parisiennes de la LCR, du PSU, du PAC, de la FGA. Avec eux, des militants et militantes syndicalistes, féministes, antiracistes, qui partagent la volonté de ne pas laisser les Toubon, Dominati et Le Pen mener leur campagne sans qu'une voix ne s'exprime à la gauche de la gauche traditionnelle.

« Promouvoir une autre logique » que celle du chômage, du racisme et de l'exclusion sociale, de l'oppression des femmes, du militarisme et du pillage du tiers monde ; combattre pour les trente-cinq heures, le droit de vote des immigrés, le droit aux équipements collectifs, le désarmement, la solidarité internationale, c'est cela qu'exprimera Alternative 86 Paris durant la campagne. Ainsi, à Paris comme dans bien d'autres départements, c'est sous le signe de l'unité que la LCR a commencé sa campagne.

Patrick Laszlo

1. Alternative 86 Paris, 25, rue du Moulinet, 75013 Paris. Chèques à l'ordre de Yves Berani, CCP 19 257 82 X.

LYON

LES ROUGES AU PAYS DE GUIGNOL

Une autre voix pour mars 86

Dans une région où la division est une tradition à gauche de la gauche, la LCR, avant de se présenter a tenté de limiter les dégâts.

Une autre voix pour mars 86

Les Minguettes, un haut lieu du racisme. Un symbole du mal-vivre de la jeunesse immigrée du département.

□ **De notre correspondant**

« Pourquoi viens-tu si tard ? » La question est mi-curieuse, mi-goguenarde. On la pose souvent, ces derniers temps, aux militants de la section lyonnaise de la LCR, dernière organisation politique à présenter sa liste. Elle a pris, en effet, le risque, le temps et les moyens, de jouer le jeu de l'unité, de concert avec d'autres forces politiques locales. Elle a tenté de rassembler, avant de se présenter seule, devant les électeurs.

Appelons un chat, un chat : le panorama lyonnais à gauche est plutôt sombre. Face à la droite — Barre et le RPR Michel Noir — on trouve Hernu-Greenpeace et Fiterman, qui se fixe des objectifs limités. Tout cela risque peu d'attirer un électorat potentiel conséquent « à gauche de la gauche ». LO, le MPPT-Socialisme maintenu et les Verts présentent *in fine* leur propre liste. Ceux qui refusent la politique des frères ennemis de la gauche, depuis 1981, en seront donc réduits à faire le choix entre quatre candidats. En dehors de son profil politique particulier, la LCR reste aussi la seule liste des quatre à avoir tenté de limiter les dégâts.

« Le jeu en valait la chandelle », estime Jean-Michel, sa tête de liste. Dès l'automne la LCR, le PSU, la Fédération de la gauche alternative, importante à Lyon et le Parti pour une alternative communiste entamaient une bataille conjointe en s'adressant aux Verts, afin de constituer une liste unique.

La démarche intéressait des militants de nombreuses associations locales. Les premières rencontres se tenaient en novembre. Elles créaient une pratique de rassemblement et de confrontation salutaire dans la seconde agglomération du pays. L'emploi, la lutte des peuples des DOM-TOM, le combat contre l'extrême droite, réunissaient beaucoup de monde. Mi-janvier, un appel pour les élections, la rédaction d'une plate-forme : la démarche unitaire largement avancée butait toujours sur le sectarisme des Verts. Le PSU et la FGA se retiraient de la bataille.

« Mais cette démarche de rassemblement reste un acquis positif. Quelque chose a commencé à bouger », commente Jean-Michel, un quelque chose qui aurait pu se concrétiser pendant la campagne par des initiatives communes. A propos de l'emploi, par exemple. Les 7e et 8e arrondissements de Lyon constituent aussi un pôle industriel. La LCR et les autres forces y sont enracinées. Les menaces de licenciements sont monnaie courante dans la métallurgie à Paris-Rhône ou Vidéocolor. A propos de la santé, l'hôpital Edouard-Herriot a été l'un des piliers de la grève nationale des manipulateurs-radios, à laquelle les militants de la Ligue ont largement participé.

Un comité de soutien à la liste s'est constitué, regroupant de nombreux sympathisants des entreprises concernées. Un autre est en place au sud de Lyon : Feyzin, Saint-Fons, Pierre-Bénite..., dans des municipalités tenues par le PS ou le PC. La LCR développe ses arguments et thèmes de campagne, autour de la chimie notamment, activité industrielle décisive dans la région lyonnaise.

Mortel racisme

« Que vaut la vie de Wahid Hachichi ? » Campagne électorale ou pas, Lyon demeure un point chaud du racisme. Mortel. Une immense affiche de l'Association des victimes des crimes racistes et sécuritaires est largement étalée sur les murs de la ville, sur certains panneaux publicitaires. Les 11 et 12 février se tiendra le procès du meurtrier du jeune Wahid. On se souvient du scandale qui marqua en décembre le procès de Lopez, meurtrier d'un autre jeune immigré, Ahmed Boutelja : une condamnation de pure forme, et un tribunal qui fit évacuer à coups de matraque la salle, où les parents, les amis, les proches d'Ahmed étaient rassemblés. Après une manifestation massive, une lettre ouverte a été adressée à Badinter, en commun par les organisations ouvrières et démocratiques telles que la CGT, la CFDT, la FEN, le PS, le PSU, la LCR... Nul doute, le procès des 11 et 12 février marquera la campagne lyonnaise.

L'opéra lyonnais enfin a ses ténors particuliers. Barre (grand amateur de saucission du cru, paraît-il), Hernu, Fiterman et Lalonde (« écolo-barriste ») qui vient de débarquer en vedette américaine. Le duel Hernu-Barre rassemblerait 70 % des suffrages, selon un sondage récemment paru dans *le Monde*. La place est réduite pour les autres, particulièrement pour les petites listes. La LCR s'appuie quant à elle sur un autre chiffre clé des derniers sondages parus : 70 % des Lyonnais ont comme premier souci l'emploi.

Patrick Lhuiller

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISES

La droite ? C'est le K O !

Regardez-les, les Chirac, Barre, Giscard. Ils s'y croient déjà au pouvoir. Ils considèrent que gouverner, ça leur revient de droit, que c'est naturel. L'appétit du pouvoir a eu le temps de se développer, en cinq ans. Et maintenant, ils affichent froidement ce qu'ils envisagent de détruire car ils sont sûrs qu'ils seront majoritaires.

Un programme de choc

Le RPR et l'UDF, à défaut de pouvoir se doter d'un chef unique, sont d'accord sur un programme.

Au menu, pour commencer, ils veulent liquider l'impôt sur les grandes fortunes. Manière de bien faire comprendre au compte de qui ils vont gouverner. Ensuite, ils éliminent la loi Quilliot protégeant le locataire contre le propriétaire d'immeubles. Pour les entreprises nationales, ils envisagent la dénationalisation pour rendre aux grands patrons de grosses firmes rentables. Les banques, les assurances, tout ce qui ressemble à une industrie nationalisée serait restitué au patronat.

L'emploi ? Ils ont aussi des solutions pour lui. L'une consiste à se débarrasser de l'autorisation administrative de licenciement, délivrée par l'Inspection du travail afin de laisser les patrons licencier en paix. L'autre consiste à décentraliser l'Agence nationale pour l'emploi, manière de balayer le minimum de service public national fourni aux chômeurs. Enfin, ces messieurs de la droite veulent multiplier les « zones d'emplois à contraintes allégées ». Cela signifie qu'ils veulent multiplier des zones où la droite disposerait de larges possibilités d'adapter la législation sociale et le droit du travail.

L'immigration, Le Pen et la droite ne pensent qu'à ça. Et pour cause. Ce que la droite, RPR et UDF, et le Front national veulent marteler, c'est que la crise économique n'est en fait qu'une crise de surnombre des étrangers. Ceux-là sont désignés par Le Pen et Chirac comme « le grand péril de la race blanche », comme « fauteurs d'insécurité ».

Comme larrons en foire, la droite et l'extrême droite s'entendent pour protéger les licencieurs, c'est-à-dire les patrons, et faire des ouvriers immigrés les boucs émissaires de la crise.

Comment battre la droite ?

Face à l'offensive de la droite, le PS et maintenant le PCF entonnent la chanson connue du vote utile. Mais voilà. S'ils sont séparés aujourd'hui, ils ont pratiqué durant trois ans une politique d'austérité contre les travailleurs. Et en infligeant l'austérité à leurs propres électeurs, ils ont fait le lit de la droite.

Ils ont adopté des mesures que la droite n'aurait pas osé prendre, sauf à risquer la réaction ouvrière que la gauche a étouffée.

Alors, cette gauche-là s'est disqualifiée. Carton rouge pour elle ! Les antiracistes, celles et ceux qui se battent contre la droite, se retrouveront le 16 mars pour voter pour les listes de la LCR ou les listes qu'elle soutient. Contre la droite et son allié Le Pen, et contre la politique d'une gauche qui fait leur jeu.

AVEC CENT BRIQUES ON N'A PLUS RIEN !

Une autre voix pour mars 86

C'est bien pour cela qu'on en demande deux cent cinquante. On n'a peur de rien, et on compte sur vous.

Fédé 94
Marie-France, CHS Villejuif . 100
Daniel, CHS Villejuif 100
André, CHS Villejuif 50
Max, CHS Villejuif 50
Claude-Marie, CHS Villejuif . 150
Un sympathisant 76,50
PTT Créteil 500
Air-France Orly 817
Fédé 93
Les communaux 110
Allez les rouges 50
Retraité de Montreuil
ex-militant PC 100
S.B. 400
Syndicaliste, Bagnolet 30
Jeumont 300
H.P. 1 060
Claudette et Gilles,
« Pour l'avenir » 1200
Claudine et Sabina 200
Pour une campagne
de la Ligue, Rosa 300
Pour faire comme Rosa 200
Patrick contre le sexisme 20
Communaux du 93 200
Télécoms 93 200
Souscription 690
Université Paris VIII 1 200
P.F. 500
Rosny 400
Lafargue 1 500
Enseignants
de Saint-Denis 2 800
Blois
J. Richet, PTT 100
Angers
Souscription 2 506
Le Havre
Enseignant 90
PTT 350
Militant ne pouvant
entrer à la LCR
depuis un an 30
Ville 5 250
Un vrai ouvrier 20
Divers 320
Ex-militant PCRM 50
P.B., enseignant 100
E.C., enseignant 100
P.L. OPHLM 200
Quimper
Braderie LCR 2 080
Anne-Marie F,
Concarneau 200
André et Marie Do,
Hôpital de Concarneau 200
Ouvrier à St-Guénolé 90
Retraités 100
Blainville
Etienne 30
Pierre 100
Patrick, éducateur 100
Michel 50
Catherine 50
Caen
Secteur santé 150
Un toubib
qui aime bien la LCR 540
Lycée technique d'IFS 350
Ville 850
Alain, Fac 100
Mohamed, Fac 50
Evelyne, Fac 200
Jean-Marie, Fac 100
Ginette, Fac 60
Catherine, Fac 100
Pierrot, Fac 20
Mère de militant 50
Daniel, Fac 50
Raymond, Fac 20
Serge, Fac 200
Alain, IUT 30
Souscription 90
Eric, Fac 100
Yves, Fac 500
Christophe, Fac 20
Beauvais
J.P. 360
Tarbes
Gislaine 200
Jacques 100
Christian 50
Jean 50
Nice-Menton
Souscription 2 500
J.C. 35
Nantes
Ville 4 200
Sylvie 33
André, PTT 75
Une maman socialiste 150

Reims
Michel 500
Souscription 1 050
Tours
Ville 100
Orléans
Ville 2 500
Laval
Souscription 2 500
Fédé 75
Y.C. SNCF
Equipement 100
Divers 300
Impôts 150
Halles au vin 260
Cuvier 850
Instits 2 000
Télécoms 1 650
SNCF 250
PTT 10 . . . . . 1 200
Journalistes 1 100
Finances
« Pour continuer
à faire des rêves
néo-mi 1 000
Presse 100
A.P. 3 800
Education surveillée 1 380
P. 200
Sète 1 800
Place des fêtes 200
Impôts 200
Commune de Paris 1 400
PLM 1 110
CII-HB 1 000
SNCF 160
BNP 810
PTT 2 800
Enseignants 500
Tobliac 100
EDF 1 250
SNCF 1 100
EDF
« De la part de Ralin » 200
HLM 520
SAT 500
Télécoms Sud (J-M-P-D-
G-P-R-P-T-Archives) 1 480
Société générale
« Une grand-mère
qui veut changer la vie » 300
Crédit foncier de Paris 200
Assurances « Christine,
Annie, Denis, David
et les autres » 500
Divers 1 000
Sète 500
Bar-le-Duc
Souscription 2 150
Longwy
Souscription 650
Montbéliard
P, ouvrier Peugeot 50
Ouvrier, Peugeot 26
Sympathisante 200
Hôpital 1 000
Sympathisants, Hôpital 110
Mulhouse
Ville 650
Yves 100
Fédé 13
Mère d'un militant
habitant dans le 92 300
Toulouse
J.O. 500
Trividic 200
PTT 300
Ramonville 200
Comme elle 300
Philippe Tulle 126
Laurent « Pour une alternative
autogestionnaire » 500
Enseignants 500
Françis 200
Casals
Jules Fourrier 250
Tours
Eliane, hosto 100
Jacques, instit 400
Françoise 150
Eric 10
Roselyne 300
Noëlle 200
Pour pleins de petits candidats
qui voient rouge 400

Emmanuelle 100
Jacques 500
Raynaldo 500
Yamina 150
Marne 50
Stéphane 150
Lili 50
Etudiant 10
Un tacqueur 20
Gérard, SNCF 50
Claude 500
Marie-Do 250
Soissons
Souscription 50
Bourg-en-Bresse
Ville 2 000
Fédé 78
Didier 175
AMX 57
Dominique 250
Quelqu'un qui nous
veut du bien 160
Mireille de Mantes 750
La Rochelle
Ville 850
Clermont-Ferrand
Ville 1 000
Lyon
Ville 18 570
Divers 1 500
Souscription 1 200
Bordeaux
C.B. 500
SNPE Jean-Marie 100
Titi 200
Guy 150
Marc 50
« On voit rouge » 90
Dassault-Martigues 1 000
Bernard 50
Hôpitaux 100
Odile 200
Annie, instit. 190
Martine, instit. 100
Un humaniste organisé 400
Patrick, santé 110
Fanfan 50
Jojo 80
Gérard et Eliane, « pour votre
lutte contre le racisme » 50
Philippe 70
Une assistance sociale 150
Cathy 400
J.-P., santé 500
EDF 1 070
SAFT-SNCF 830

Aéro 710
Santé 775
Nicole 243
Guy 150
Pierre 80
Marc 100
SNPE 50
Serge 100
SNPE 50
SNPE 50
Dominique 1 500
Bons de soutien 1 790
François 100
EDF, santé, EE, etc. 2 960
Lille
Souscription 600
Régis, PTT-Moulins 10
Bernard, PTT CTA 100
PTT CTA Lezennes 100
MC Ovion, Wasquehal 200
D.L., textile Tourcoing 50
Servage B. 100
Renaud, étudiant 100
Nadine, santé 100
Thierry, du commerce 150
Divers 200
Christine, communaux 200
Gérard, communaux 450
Brigitte, communaux 300
Antoine, animateur PAIO . . . 300
Pierre et Jean-Marie, syndicalistes
secteur HLM 55
Gérard 30
Agnès 40
Didier 200
Armelle 250
Divers 400
Chantal 200
Souscription 500
Famille de Jean-Michel 400
Sympathisant du PC 50
Divers 1 000
Comité de soutien
Villeneuve d'Ascq 250
Divers 500
Papa de Murielle 50
Dominique 100
Souscription 300
Eric, lecteur de
LCR infos 59-62 100
Pau
Ville 2 000
Rouen
Jean-Pierre 260
Sympathisants enseignants . . 500
M.R., PTT 100
J.M.A., cité administrative . . 100
François 200
Un contact 50
Divers 30
X.D.D. 200
Santé 220
Sylvaine, cheminote CFDT . . 200

Abel, cheminot CGT 100
J.M., pompier CGT 200
Jean-Claude, cheminot CGT . 40
Michel, université 100
Christian 100
Aux masses, vite 300
Divers 2 300
Le Mans
Pac 30
Hosto 60
A.L. 100
RNUR 13
Reste de Rouge 30
Enseignants 60
Souscription 800
Guéret
Ville 1 780
Châlons-sur-Marne
Ceric 10
Gérard 40
Brest
Ville 2 020
Rennes
Militante syndicale
du commerce 125
Syndicaliste DDASS 50
Communaux 200
Jean-Yves, employé SNCF . . 200
Maurice 20
Michèle, employée PTT 20
PLT, employée PTT 100
Caro 70
PP, enseignant 65
Jean-Yves, employé SNCF . . 200
L'ex 500
Nantes
Hôpital 173
INRA 100
Ville 2 750
Alès
Ville 1 110
La Seyne-sur-Mer
Enseignant 50
Fédé 92
« Pour une campagne acharnée
contre la flexibilité » 1 000
Malakoff 800
ANPE, Issy 400
Malakoff 500
ANPE Issy 200
ANPE Issy 250
Malakoff 1 300
J.-L., « j'espère que vous
obtiendrez un ou deux
députés » 50
Olivier 100
Hispano-Bugatti,
Jeff de Montrouge 3 000
ANPE Issy 100
ANPE 500
Gennevilliers 2 100
PS, Thomson-Vélizy 70
ST, Thomson-Vélizy 60
SC, Thomson-Vélizy 170
CA, Thomson-Vélizy 100
DC, Thomson-Vélizy 200
BL, Thomson-Issy 100
MB, Thomson-Issy 300
OF, Thomson-Issy 50
Fête d'enseignants Issy 1 000
Schlumberger-Montrouge . . . 500
Dreux
Francine et Gégé,

« pour une liste rouge » . . . 1 000
HM, hospitalier Pithiviers . . . 105
Maman du candidat 50
Maurice, hospitalier 10
Tifou, ouvrier RTC 90
JC, éducatrice 150
Annie 50
La sœur d'Arthur 50
René 5
Parents de Cathy 10
Mère d'Arthur 20
L'affreux JM
pour la liberté d'expression . . . 30
Gégé 30
K. 25
M.J. 70
Catherine et Guy 100
T., retraité 5
A. 50
Aline 300
Alain 200
N.G. 200
Agnès L., chômeuse
à temps partiel 100
M.C. 100
J.Y., pour que la Ligue
se présente 100
Michel, syndicaliste RTC . . . 300
Mohamed, OS RTC 50
J.L. 100
J.P.P. 55
Catherine, infirmière 100
Christian, Ravitt 30
J.D., éducatrice 5
L'orga, pour arrondir 110
Dijon
M.P. 70
Contrat militant 150
Souscripteurs 900
Dunkerque
Marcel 100
Jacques 300
Claire, « contre la droite
et l'austérité » 300
Tétéghem 100
Saint-Omer 30
Individuels
Néo-Punch (rock), un groupe à
gauche de la gauche 100
PR 100
H.M.L. 250
F.S. 200
Des listes à gauche de la gauche,
contre la droite revancharde . 150
Jean-Louis, Evelyne et Lili . 1000
J.M.M. de Paris 150
Contribution de E.M. 400
GB ou FV de Châlons 50
R.A. 100
J.M.J. 50

Total de la semaine . 175 545,50
Total précédent 723 332,70

Nouveau total 898 878,20

★ Erreur de la semaine précédente :
Un médecin progressiste
(2 000 et non 200)
Le Puy
(4 000 et non 400)

VOTRE ARGENT M'INTERESSE, M'A DIT LE RPR

Un des journalistes de « Rouge » s'est fait passer pour un petit patron.

Quand le RPR envoie ses démarcheurs auprès des PME et petits commerçants cela peut ne pas être triste. Surtout quand un journaliste de *Rouge* joue le jeu.

Imaginez-vous un petit patron recevant un certain monsieur Flack. La scène se passe en Seine-Saint-Denis...

« Vous êtes dans une zone rouge ! », entame mon interlocuteur. Puis, entrant dans le vif du sujet, il me récite son petit laïus : *« Notre campagne pour les élections nous coûte dix milliards de centimes. Le pouvoir puise dans les fonds publics, les impôts... Nous ne pouvons pas en faire autant. »* Se ravisant, il s'empresse d'ajouter : *« De toute façon, si nous étions au pouvoir nous ne le ferions pas ! »* Comme si on avait pu soupçonner un parti aussi irréprochable...

Pour ce qui est de mes inquiétudes — supposées — quant à la division de l'opposition, il me rassure : *« Les querelles entre RPR et UDF, c'est fini à présent. Il y a une plate-forme claire sur des points comme la taxe professionnelle, l'impôt sur les grandes fortunes, etc. Bien sûr, il y a monsieur Barre qui fait un peu cavalier seul, car il vise l'élection présidentielle, mais ce n'est pas l'essentiel. »*

Le démarcheur est venu parler pognon, alors parlons pognon. *« Nous avons absolument besoin de l'aide de tous nos amis. C'est une vraie mobilisation. Nous devons prendre le pouvoir le plus tôt possible avant que les choses n'empirent. »* Comme pour donner un peu d'attrait à un tel dessein historique, il me glisse sur le ton de la confidence : *« Au RPR, il n'y a pas d'hommes ingrats. Nous avons des gens partout et dès que cela sera possible nous pourrons vous renvoyer l'ascenseur... »*

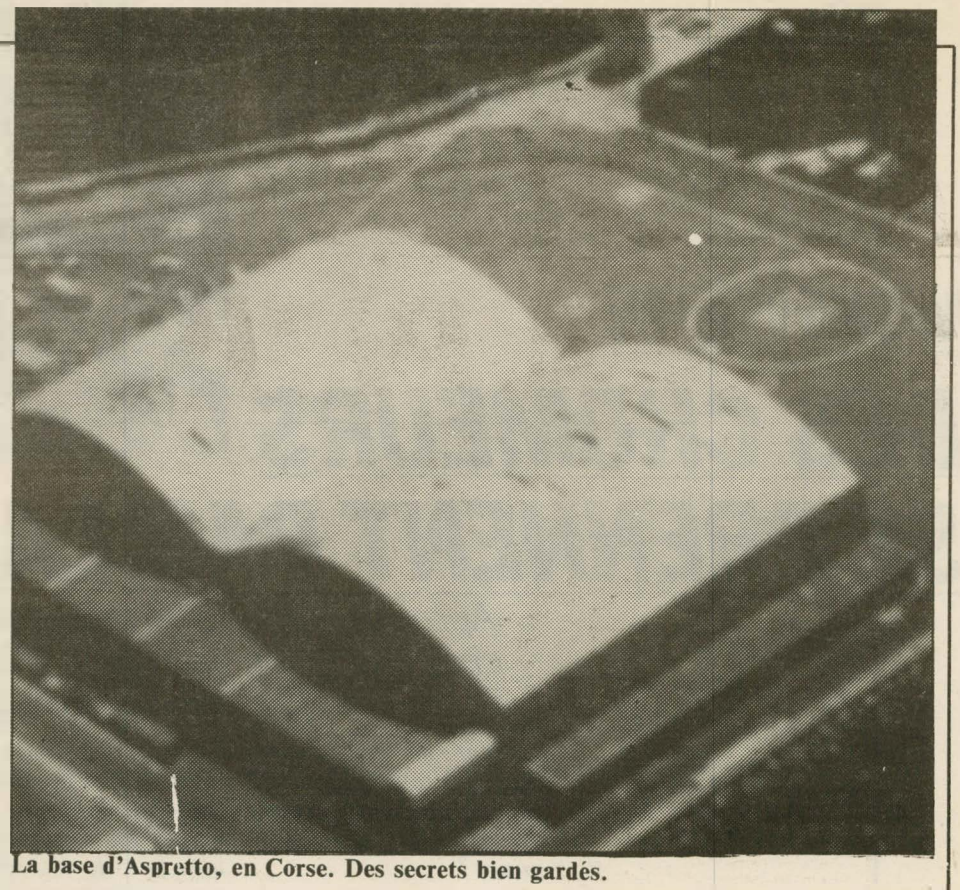
« Comment vous aider ? », demandais-je angoissé, en pensant à la tête du comptable de mon entreprise fictive, car on ne peut pas faire figurer sur la comptabilité de l'entreprise une aide directe à un parti politique. *« Très simple ! Votre aide prend la forme du paiement d'une publicité dans le bulletin des élus locaux du RPR. Si vous le désirez, vous faites paraitre la publicité — 25 % de nos compagnons le font —, soit vous ne le faites pas et au bout d'un an et un jour l'emplacement peut être revendu à un autre annonceur. Les prix vont de seize mille francs pour un huitième de page à cent cinquante mille francs pour la quatrième page de couverture en quadrichromie. D'ailleurs, même des sociétés nationalisées nous aident »*, conclut notre bonhomme, visiblement satisfait. En feuilletant le bulletin, je trouve effectivement des encarts payés par Gaz de France ou les engins Matra.

Bref... Ça crache au bassinet !

APRES GREENPEACE

UN REVENANT DE CHOC

Les nageurs de combat de la base d'Aspretto ont coulé le « Rainbow Warrior ». Bilan : ils sont intégrés au 11e choc reconstitué. Et voilà que « Rouge » est allé les dénicher sur un nouveau théâtre d'opérations : la Guinée... toujours pour le même sale boulot !



La base d'Aspretto, en Corse. Des secrets bien gardés.

Les relations entre la Guinée et la France n'ont pas toujours été au beau fixe. En août 1958, c'est la rupture entre Sékou Touré et de Gaulle. La brouille se terminera au milieu des années soixante-dix, et en 1978 Giscard ira en visite officielle à Conakry. Entre-temps, Péchiney était demeuré sur place, attiré entre autres par les gisements de bauxite.

Sékou Touré meurt le 26 mars 1984. Le 3 avril, le colonel Lansana Conté renverse le gouvernement de succession et s'installe en nouveau maître. La presse de droite salue en lui un « francophile » qui rendra la liberté à la Guinée qui a subi la dictature durant vingt-six ans. De fait, les orientations du nouveau régime ramènent Conakry dans le giron français.

Services secrets et parachutistes. Au service de la Ve.

Le 24 décembre 1985 sont annoncées des mesures économiques répondant aux vœux du FMI : la monnaie, le sily — qui va redevenir le franc guinéen —, est de nouveau dévaluée (soit une dépréciation de 1 000 à 1 500 %) ; la liberté du commerce entraîne une flambée des prix (le riz voit son prix multiplié par quatre) ; de nombreux emplois de la fonction publique sont supprimés.

Le 23 janvier, une hausse des prix du sucre, du lait concentré et de l'huile alimentaire est annoncée. Celle-ci va provoquer un mécontentement dont l'importance est révélée par les critiques que l'on lira jusque dans le journal gouvernemental *Horoya*, qui estimait la hausse sans commune mesure avec le pouvoir d'achat des Guinéens. Le secrétariat d'Etat guinéen au Commerce annonçait, à la fin de la même semaine, que la hausse était annulée.

Mais le 11e choc, les nageurs de combat d'Aspretto, les troupes françaises, qu'ont-ils à voir avec tout cela ?

Question pertinente à laquelle personne n'a cru bon de s'intéresser. Un recoupement auprès d'un témoin se trouvant à Conakry nous a permis de corroborer les informations publiées partiellement dans *l'Evénement du jeudi* en date du 23 janvier, dans une lettre confidentielle, *Nord-Sud export*, spécialisée dans l'étude des risques économiques pays par pays (numéros des 7, 13 et 27 janvier 1986), ainsi que dans un communiqué du Rassemblement pour la défense des droits de l'homme et des libertés en Guinée, daté du 31 janvier 1986.

Il faut d'abord rappeler que le 4 juillet dernier a eu lieu une tentative de putsch conduite par le ministre de l'Education, le colonel Diara Traoré, et cinq autres ministres. Le coup a échoué du fait de l'intervention des « conseillers » français, notamment un certain colonel Bernard qui aurait mené l'assaut contre les putschistes, et l'adjudant-chef Pasquier.

A la suite de cette alerte, le détachement de légionnaires français s'est vu renforcé : *« Des unités spéciales françaises se sont installées à Conakry. Une partie des nageurs de combat d'Aspretto encadre la garde présidentielle et les hommes continuent leurs "exercices sous-marins" intensivement. »* (*Nord-Sud export* du 27 janvier 1986.)

Le témoin que nous avons pu joindre confirme que l'on a vu des parachutistes français en armes dans les rues de Conakry, dès l'annonce des mesures à la fin de l'année.

« La France, pour assurer son pouvoir par l'intermédiaire de M. Lansana Conté, a fait détacher plusieurs bataillons de parachutistes pour assurer le maintien du président, ce qui ne se fera pas sans mal. Les contrôles sont quotidiens et incommodent fortement l'ensemble de la population, nous voici revenus comme aux beaux jours de la colonisation », déclare le communiqué du RDDHLG.

On ne saurait mieux dire...

Jean-Jacques Laredo

COUP TORDU SANS FRONTIERE

Six mois après, coucou les revoilà ! Le torpillage du bateau de l'organisation écologiste Greenpeace s'était soldé par la dissolution du Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC), principal pourvoyeur du service action de la DGSE. Ses éléments avaient été intégrés au 11e choc, reconstitué pour la circonstance par Paul Quilès. On apprend aujourd'hui que ce bataillon de sinistre mémoire vient d'accomplir quelques hauts faits d'armes en Guinée. Au cœur de cette Afrique, chasse gardée de l'impérialisme français.

A quoi aura donc servi la réorganisation de la DGSE ? On connaît à présent la réponse. Ce que Quilès reprochait à ses corps d'élite, ce n'était pas un comportement factieux, ni d'avoir accompli un acte terroriste et meurtrier aux antipodes. C'était de n'avoir pas su être suffisamment discrets ni suffisamment efficaces. Se pliant aux desiderata du haut état-major, le gouvernement a doté nos services secrets d'un département action plus performant.

Apparemment, ce projet connaît quelques succès. Si *Rouge* ne l'avait pas fait, qui aurait révélé que des parachutistes français quadrillaient les rues d'un pays en principe indépendant ? Mais comme nous n'acceptons pas ce brigandage, nous n'entendons pas nous taire.

C. P.

LE 11e TOUJOURS PRET

De l'Indochine a l'Algérie, le 11e choc était à l'avant-garde de l'aventure coloniale.

Le Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) de la base d'Aspretto en Corse avait été au cœur de l'affaire Greenpeace l'été dernier. Après l'opération contre le *Rainbow Warrior* et le scandale qui en résulta, le CINC avait été dissous en octobre, et l'ensemble de ses membres intégré dans le 11e bataillon de choc, reconstitué à cette occasion.

Ce 11e choc, renaissant à peine de ses cendres, est déjà le héros de nouvelles actions de maintien de l'ordre en Guinée. Son histoire laisserait seulement rêveur si Quilès ne lui avait pas fait reprendre du service.

C'est le 1er septembre 1946 que fut créée, sous le commandement du capitaine Paul Aussaresses, cette unité hautement entraînée et destinée à fournir aux services spéciaux des hommes aptes aux missions dangereuses et difficiles.

Le 11e choc a d'abord été utilisé en Indochine, pour former des groupes de combattants sur les arrières du Viet Minh. Quand éclata la guerre d'Algérie, les huit cents hommes alors intégrés dans cette unité d'élite ont, avec la 25e division parachutiste, mis en pratique les techniques de la « guerre subversive », qui se traduiduirent par la création de maquis anti-FLN ou par des liquidations « discrètes », comme celle de Si Mohammed à Blida.

Le capitaine Y. Godard, qui avait pris la tête du bataillon dès 1948, fut l'un des piliers du putsch des généraux en 1961, et l'un des dirigeants de l'OAS. Certains officiers s'engagèrent à ses côtés, tandis que d'autres, en moins grand nombre, démissionnèrent. On comprend alors pourquoi le 11e choc refusa, comme l'ensemble du SDECE, de participer à la lutte contre l'OAS. On comprend aussi que de Gaulle et son ministre des Armées, Messmer, aient prononcé discrètement la dissolution du bataillon en question, en 1962.

Mais c'était la mort d'un phénix destiné à renaître : la Ve République ne peut pas se passer des services d'une telle unité, quel que soit son nom : CINC ou 11e choc.

Natacha Brink

Manifestation des chômeurs à Paris, le 30 mai 1985.

NAISSANCE D'UNE FEDE

DES CHOMEURS SE PRENNENT PAR LA MAIN

Après le congrès de la Fédération nationale des chômeurs, son président, Michel Vergely, a bien voulu faire le point avec nous.

☐ *Pour quelles raisons avez-vous rompu avec Pagat, l'ancien responsable du syndicat des chômeurs ?*

Michel Vergely – Pour trois raisons essentielles. Je n'avais pas admis sa rencontre avec Tapie qui promettait trois cents emplois à Lisieux, alors qu'il devait en supprimer deux cent cinquante quelque temps plus tard, dans cette même ville. Nous étions un certain nombre à trouver insoutenable et intenable sa position vis-à-vis des syndicats et son attitude bienveillante à l'égard du CNPF. Nous voulions réformer le fonctionnement dans un sens plus démocratique. Cela s'est avéré impossible. Alors, nous avons décidé d'appeler les chômeurs à prendre en main leur mouvement.

☐ *Vous aviez aussi reproché à Pagat son projet de marche européenne des chômeurs « qui aurait déstabilisé notre pays à la veille d'une consultation électorale », selon vous. Pensez-vous obtenir la satisfaction de vos revendications sans une puissante mobilisation ?*

M. V. – Oui, il avait ce projet. Il allait faire appel aux écolos de RFA, d'Italie, etc. Ce projet n'avait plus rien à voir avec l'organisation des chômeurs ; il équivalait, à mon avis, à une déstabilisation de la France, car il y aurait eu inévitablement affrontement entre les familles politiques françaises.

☐ *La droite défend une politique de déréglementation qui favorisera le chômage. La gauche n'a pas réussi une politique pour l'emploi et elle a pris des mesures de régression sociale contre les chômeurs. Comment allez-vous vous situer pour les législatives ?*

M. V. – Nous sommes déçus de Mitterrand, qui n'a pas tenu sa promesse de minimum chômage. Mais je n'oublie pas que c'est sous Chirac que le chômage a le plus augmenté. La droite n'a pas de leçons à nous donner. Mais nous n'allons pas nous incliner devant la gauche. Notre congrès a décidé qu'il ne pourrait pas y avoir de listes autonomes de chômeurs qui se présentent au nom de la FNC. Nous interpellerons les leaders nationaux et régionaux en leur soumettant notre plate-forme. Dans les deux mois qui suivront l'élection, nous convoquerons une conférence de vérification pour étudier les intentions du nouveau gouvernement et l'action à entreprendre en conséquence.

☐ *Quelle est votre plate-forme revendicative ?*

M. V. – Le minimum chômage pour tous, égal aux deux tiers du SMIC, assorti de mesures sociales tendant à permettre une vie quotidienne décente. Une politique de résorption du chômage, notamment par réduction du temps de travail avec embauches correspondantes et sans diminution de salaire, par abaissement de l'âge de la retraite et interdiction du cumul emploi-retraite. Présence dans toutes les instances où se décident le sort des chômeurs à tous les niveaux. Action de formation et de réinsertion professionnelle et sociale : actions spéciales pour les chômeurs handicapés, mise en place de centres d'accueil et d'expérimentation sociale pour les travailleurs privés d'emploi et de domicile. Lutte pour une vie quotidienne décente (droit au logement, refus des saisies et des expulsions, exonération des impôts locaux, etc.).

Notre principal débat a été celui sur le minimum chômage. Une partie, minoritaire, dont je suis, défendait les deux tiers du SMIC. C'est la promesse de Mitterrand et c'est réaliste. Si on donne le SMIC à tout le monde, on a un million de chômeurs en plus. Une partie des chômeurs préfèreront à ce prix-là, rester chômeurs et les smicards ne verront plus pourquoi travailler. Les autres défendaient le SMIC au nom d'une idée juste selon laquelle le minimum pour vivre c'est le SMIC et c'est valable pour tous. Nous sommes arrivés à un compromis qui permettra d'agir.

☐ *Quelles sont vos perspectives d'action ?*

M. V. – Pendant la campagne nous ferons une journée d'action pour populariser notre plate-forme et nous demanderons aux syndicats et aux partis de nous soutenir.

☐ *Et pour après ? Avez-vous retenu l'idée d'une marche nationale ?*

M. V. – Oui, dans son principe. Mais la conférence de vérification, sans doute en mai, décidera réellement de la suite à donner.

Propos recueillis par Alain Nazier

UN CONGRES QUI N'A PAS CHOME

Une cinquantaine de délégués régionaux et locaux des associations de chômeurs ont fait le point pendant trois jours de leurs activités, à la Bourse du travail de Paris. Ce congrès de redémarrage était nécessaire après le demi-succès de la manifestation nationale du 30 mai 1985 et la scission du mouvement, opérée pendant l'été.

Chacun a fait part de ses avancées, comme la maison de Paris avec son centre d'accueil et d'expérimentation sociale qui loge des chômeurs sans domicile fixe et qui a déjà permis à quelques-uns de retrouver du boulot, mais aussi de ses difficultés, comme celle de Nevers, dont le maire, Bérégovoy, a toujours refusé de les recevoir.

Le débat sur la plate-forme et sur l'action a permis aux participants de définir leurs points de convergence et de vérifier ainsi qu'un mouvement national de chômeurs est possible dans la diversité de ses membres. Trop isolées localement, les associations venaient construire l'outil national dont elles ont besoin pour défendre les chômeurs.

Le congrès s'est donné, sans ambiguïté, une image militante. Les débats ont permis de progresser. Ils ne manqueront pas de se poursuivre. Sur les bases déjà définies, ce qui fera progresser le sort des chômeurs ce sera l'action, en essayant d'y associer les organisations du mouvement ouvrier.

A. N.

TOURNEE DE LA CGT

ET UNE DE PLUS

Une journée d'action ne se juge pas seulement au nombre de manifestants et de grévistes qu'elle réunit, mais aussi et surtout à son efficacité.

La troisième journée de la CGT n'a pas sensiblement fait progresser la mobilisation contre la flexibilité. Le cortège parisien du 30 janvier était, certes, plus nombreux que celui du 19 décembre. N'est-ce pas la moindre des choses quand la centrale syndicale se donnait plus de trois semaines pour préparer son action ? La tactique suivie par la CGT, en l'occurrence des journées organisées par elle seule, espacées d'au moins quinze jours, permet-elle de bloquer le développement des accords dans les entreprises, ainsi que geler le projet de loi ? Doutons-en ! Les derniers textes passés dans la fonction publique ou à Renault en sont un témoignage. La voie de l'affirmation sectaire ne réunit que les plus fidèles de la confédération de Montreuil.

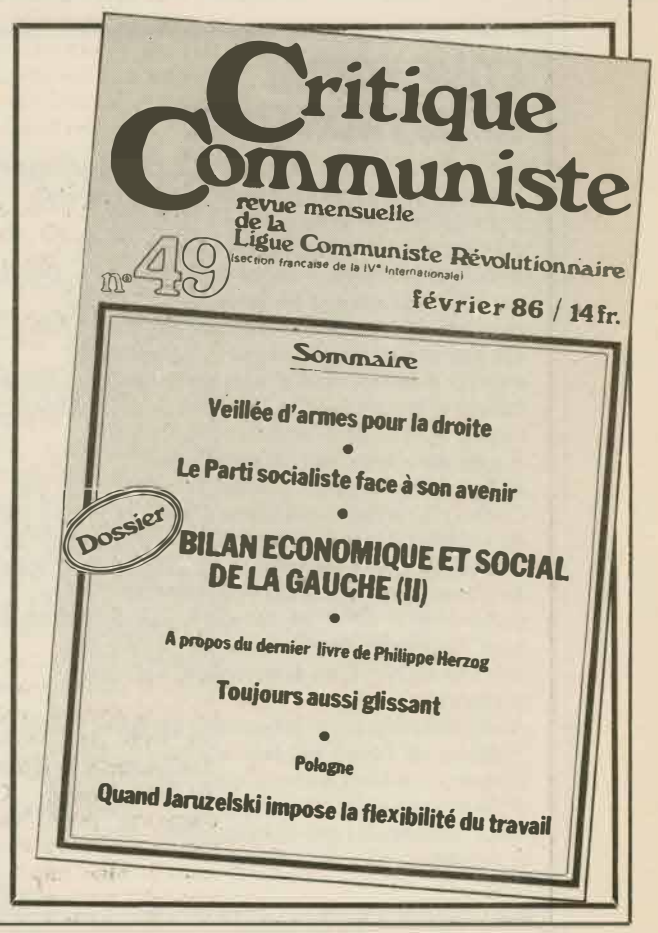
« Au moins, elle fait quelque chose, la CGT », entend-on dire. Ce quelque chose doit servir à la cause, pas à des intérêts partisans. Les slogans parisiens de la manifestation du 30 janvier, celui par exemple trouvé sur la banderole de l'UD de Seine-Saint-Denis, *« Députés socialistes, vous serez responsables du recul social »*, ou celui scandé par une certaine catégorie de manifestants, *« Flexibilité, on n'en veut pas, aux législatives, on s'en souviendra »*, ou encore la chansonnette *« C'est ça le gouvernement socialiste, du Nord à la Provence »*, toute cette prose sent le détournement syndical à des fins strictement électorales.

La méthode suivie par la direction cégétiste permet de relayer *« la bataille d'amendements engagée par les députés communistes à l'Assemblée nationale »*, comme le soulignait Louis Viannet dans son éditorial de *la Vie ouvrière* du 30 décembre. En revanche, elle ne semble pas capable de faire reculer le patronat et le gouvernement dans leur volonté commune de rendre les travailleurs flexibles.

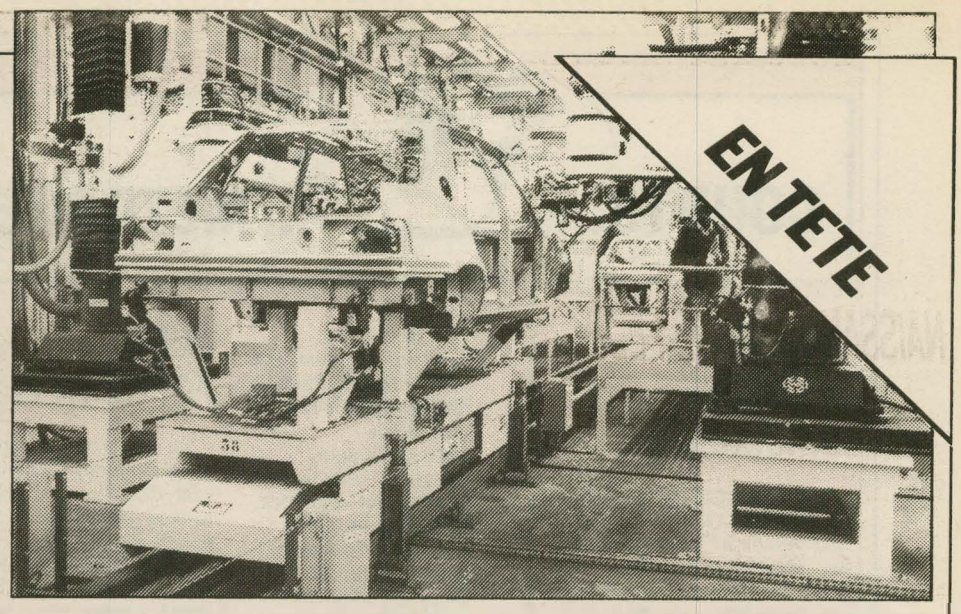
Organiser la résistance dans l'entreprise, la relayer par des actions unitaires et interprofessionnelles, construire un rempart tel qu'en face, ils soient contraints de ravaler leur flexibilité, tout cela, la tactique de la CGT ne permet pas de le faire.

Mais peut-être la direction nationale n'avait-elle pas d'autres ambitions que relever ses scores électoraux dans les élections professionnelles ? Occuper le terrain pour apparaître à bon compte comme la seule inflexible est-elle, en fin de compte, la seule motivation de la CGT ?

Jean Lantier



Eugène Descamps.



DES REQUINS ET DES HOMMES

Eugène Descamps, Alain Lipietz, deux livres, deux visions des règles imposées par les multinationales. Un débat nécessaire.

Dissemblables et cependant tous deux utiles, les livres récemment publiés par Eugène Descamps et par Alain Lipietz[1] sont des éléments indispensables pour mieux connaître les multinationales.

Le premier témoigne de l'expérience pédagogique de l'un des bâtisseurs d'une CFDT de lutte de classe. Sa modestie est sa grande force. Il rend compréhensibles des faits décisifs pour un public n'ayant pas la maîtrise des analyses marxistes de l'impérialisme. Et il réalise ainsi son ambition : répondre aux interrogations de militants désorientés par l'évolution de la structure de l'économie et par la crise prolongée.

Ceux qui se souviennent de la prise de position de Descamps lors du dernier congrès confédéral CFDT de Bordeaux en juin dernier feront aisément le lien : son combat n'a rien d'une « crispation sentimentale » sur des « vérités d'hier ». De tels jugements ne sont que calomnies distillées par une direction confédérale fuyant les vraies discussions. Ce livre le confirme : E. Descamps montre, avec efficacité, à quel système de pouvoir et de profit obéissent les défenseurs du « libéralisme économique »...

Alain Lipietz, quant à lui, s'attaque à une question de méthode : dégager les éléments essentiels du système économique mondial actuel. Les thèses affirmées avec force au cours des années soixante et soixante-dix s'avèrent contredites par l'évolution réelle. Il retrace donc le processus du « fordisme », ses conditions de « régulation » — le relatif équilibre dans la croissance. Dans ce cadre apparaît, à la fin de la phase d'expansion, une sorte de *« mondialisation, partielle et différenciée, du fordisme »*. Celle-ci comporte pour beaucoup une *« taylorisation sanguinaire »*. Mais elle a amené aussi des politiques de rentabilisation qui, pour renouveler le taux de profit, ont investi les nouveaux pays industriels (NPI). Tentative sans doute précaire, vite hypothéquée par les politiques « monétaristes ».

Sans prétendre fournir une nouvelle synthèse, dont il délimite seulement les éléments vraisemblablement déterminants, A. Lipietz dégage quelques faits propres à préciser les idées des militants : il apprend à bien distinguer, dans les conditions actuelles, l'*« acceptation délibérée du libre échange »* d'une prétendue *« loi coercitive »*.

Eugène Descamps et Alain Lipietz débouchent tous deux sur des conclusions pratiques voisines. La nécessité d'un large moratoire, d'une annulation très large de la « dette du tiers monde » d'une part[2], et, d'autre part, une série de mesures que les Etats européens, sous pression du mouvement ouvrier, devraient prendre contre les multinationales. *« Refuser de pratiquer un protectionnisme sélectif*, souligne en effet fort justement A. Lipietz, *c'est choisir de privilégier les classes dominantes locales les plus répressives et exploiteuses. »*

Malheureusement, une telle discussion reste trop peu développée dans le mouvement ouvrier européen[3]. Elle appelle toute notre attention. Pouvons-nous *« laisser à quelques groupes d'hommes d'affaires le soin de faire le bonheur des communautés humaines »*, comme le rappelle dans sa conclusion Eugène Descamps.

Alain Lipietz : « Les pays du tiers monde ne doivent pas payer leurs dettes. »

Beaucoup, aujourd'hui, croient que le marxisme ne peut plus produire d'analyses théoriques fertiles. La lecture du livre d'Alain Lipietz leur serait bénéfique : il remet en ordre les théories sur l'économie mondiale, permet d'en lire les phases successives et d'en saisir les contradictions actuelles. Bref, il montre comment *« sur la base des conditions données héritées du passé, les hommes font leur propre histoire »*.

A l'inverse de la thèse — qui fut un quasi-dogme de la gauche et de l'extrême gauche —, il n'existe pas « un impérialsime » qui produise *« le développement du sous-développement »*. Brésil, Mexique, Corée du sud, etc. en sont, depuis 1970, le témoignage. Mais cela n'implique pas pour autant que toute analyse marxiste en soit impossible. A. Lipietz reprend la thèse de Lénine, en délimite le noyau rationnel et toujours juste tout en marquant leur caractère dépassé : trente ans après *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, il se produit la croissance de la *« consommation de masse »* jugée « impossible » par Rosa Luxembourg et Lénine... Ce système, analysé comme « fordiste » par A. Gramsci, est celui dont nous subissons la crise aujourd'hui. « Nous » et les peuples du tiers monde.

Il détaille les trois « configurations » successives de la crise : sa gestion « social-démocrate » (de 1973 à 1979), les politiques « monétaristes » (jusqu'à la mi-1982), la « reprise » US de 1982 financée par la dette américaine étranglant l'Europe et la plupart de pays du monde.

Dans ce contexte, les conclusions proposées aux militants ouvriers retiennent l'attention. Certes, A. Lipietz ne juge pas probable, actuellement, *« une rupture radicale avec le mode de production capitaliste »*. Mais il dégage les axes d'une politique liant les combats de classe en Europe et une véritable solidarité avec les peuples du tiers monde. Sur ces propositions, le débat doit avoir lieu. Comme l'analyse mérite d'être poursuivie afin de mettre à jour la réalité, tant économique que politique, du pouvoir des couches sociales qui dirigent les multinationales.

Eugène Descamps : « Il ne s'agit plus de brandir des sabres de bois... »

Ecrit pour apporter une formation à un public d'origine catholique, le livre d'Eugène Descamps et de son fils remplit en même temps un autre objectif : il propose quelques exigences autour desquelles une unité ouvrière minimale devrait et pourrait se faire, face aux multinationales[4].

Certes, les résultats de nombreuses études sur les sociétés multinationales sont présentés : leur place dans l'économie mondiale, leurs stratégies globales différentes selon leurs secteurs d'activité, leurs rapports aux Etats développés ou non. Il met aussi en évidence la contradiction dans laquelle elles enserrent les économies nationales, notamment les plus faibles : la création de quelques dizaines de milliers d'emplois est payée par une soumission politique et un pillage économique accru.

Au passage, il en profite pour démystifier le « miracle japonais ». De même qu'il souligne la réalité déjà ancienne des multinationales, une façon de signaler que le programme de la gauche en France prétendait y répondre : *« Si nous autorisons les entreprises et les industries américaines à dominer* (...) *nous sommes relégués au rôle de bûcherons et de porteurs d'eau »*, s'écriait il y a plus de quinze ans le Premier ministre travailliste anglais H. Wilson !

E. Descamps situe bien les enjeux en montrant comment les multinationales s'opposent à l'harmonisation et à la progression des droits sociaux en Europe. En face, malgré de nombreux exemples de coordination et de solidarité dans les luttes, le mouvement ouvrier reste très en retard. Il devrait, selon E. descamps, exiger le contingentement de productions « délocalisées » et conditionner de tels accords à de nouvelles clauses : taxes spéciales versées aux pays en voie de développement par les multinationales, normes de travail décentes et salaires minimaux...

Les syndicats européens devraient se coordonner pour faire progresser face aux institutions européennes et au patronat la revendication des 35 heures et, en même temps, des exigences concrètes à l'encontre des multinationales.

Pierre Rème

1. Eugène Descamps et Bernard Descamps : *les Sociétés multinationales. Pouvoirs et contre-pouvoirs.* Ed. Chronique sociale, 7, rue du Plat, 69002 Lyon. Alain Lipietz : *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde.* Ed. La Découverte.

2. Voir la « tribune libre » d'Alain Lipietz dans *le Monde* du 6 novembre.

3. On consultera avec intérêt le numéro de *Critique communiste* spécial été 1985, notamment les extraits d'une interview de Fidel Castro et l'article de Nicolas Maheu.

4. *Syndicalisme hebdo*, organe de la direction confédérale CFDT, a rendu compte de ce livre en ne retenant que les éléments d'analyse générale. On comprend ! Ne pas en parler.... c'était risquer d'être critiqué pour « sectarisme » : mais en dire le contenu, c'était risquer de se mettre soi-même en accusation...

COURTS... ... METRAGES

TUNISIE OFFENSIVE ANTISYNDICALE

Le gouvernement continue de vouloir faire mettre un genou en terre à l'Union générale des travailleurs tunisiens, qui fêtait en janvier ses quarante ans d'existence. Depuis l'été dernier, plus de cent vingt militants ont été arrêtés et emprisonnés. De nombreux autres ont été licenciés pour leur appartenance à la centrale. La plupart des locaux syndicaux ont été confisqués par des comités provisoires qui contestent la représentativité de l'UGTT. Ces comités sont en fait envoyés par le parti destourien au pouvoir. Le journal a été suspendu, les comptes bancaires sont séquestrés et la centrale fait face à de graves difficultés financières.

L'UGTT qui rassemble plus de deux cent mille militants est la seule force sociale organisée du pays. Depuis sa création, elle lutte pour conserver son autonomie. Déjà en 1978, elle avait dû affronter une répression sanglante sans précédent.

La nouvelle offensive antisyndicale se déroule sur fond de crise de succession. L'UGTT gêne tous ceux qui aspirent à la relève de Bourguiba et, au-delà, les milieux d'affaires et le patronat qui voudraient bien pouvoir licencier et restructurer sans entrave l'industrie tunisienne.

☐ **A la suite de l'élection présidentielle du 2 février, le Parti de libération nationale, membre de l'Internationale socialiste, reste au pouvoir au Costa-Rica. Le vainqueur, Oscar Arias, s'est démarqué de son concurrent social-chrétien par ses déclarations de neutralité envers le Nicaragua, ce qui ne l'empêchera pas de ne rien faire pour contrarier la politique de Reagan dans la région.**

☐ **Meeting : quatre heures pour l'UGTT. A l'appel de l'Association des Tunisiens en France et de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens, le 7 février à 20 heures. Rendez-vous à l'AGECA (177, rue de Charonne, 75011 Paris) pour entendre les témoignages de militants et débattre de la solidarité.**

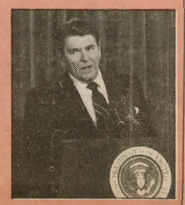
BOTHA FAIT DE LA PUB

Le 20 février, les créanciers du gouvernement de Pretoria vont discuter d'un rééchelonnement de la dette ; Botha devait donc faire un geste. Annoncées dans les journaux et à la télévision sud-africaine à grand tapage, les nouvelles mesures n'entament en rien l'apartheid. Il n'est nullement question de partage de pouvoir mais simplement de la création d'un conseil multiracial dont les compétences sont soigneusement indéfinies. Les *pass laws* qui restreignent la liberté de circulation des Noirs seront abolie. Quand ? Mystère. En attendant, les banquiers, qui ont fait pression pour obtenir ces concessions politiques, sont satisfaits et la communauté internationale risque de se laisser endormir par des propos lénifiants que Pretoria a pourtant déjà tenus par le passé sans jamais les faire suivre d'effets. L'UDF et l'ANC ont, elles, condamné ce coup de bluff.

DES NEGRIERS TRES SPECIAUX

☐ « Les femmes occidentales sont trop libérales. Leur négligence est incompatible avec les liens du mariage. Les hommes français veulent fonder des foyers, mais avec une femme qui, venue d'ailleurs, sera fidèle, affectueuse, et attachée aux valeurs morales. » Ce monument de c... est extrait d'un prospectus reçu par quelques Philippines résidant à Manille. Il est envoyé par une agence matrimoniale sise à Caen, l'International Wedding Agency. La lettre précise encore : « Si nous nous sommes tournés vers votre pays, c'est que nous savons que vous êtes de fervents catholiques. » On croit rêver...

☐ **L'Equateur a été promu par Washington champion des plans d'austérité en Amérique latine. Ce pays, dont la moitié de la population vit dans la misère, servira donc de cobaye pour tester le plan Baker, dernière invention du FMI.**



☐ **Reagan vient d'obtenir la démission de Walter Lopez Reyes, commandant en chef des forces armées du Honduras, qui avait osé faire une déclaration hostile à l'aide des Etats-Unis aux antisandinistes.**

MAROC : PROCES ET DISPARUS

Quinze militants d'une organisation étudiante interdite par le pouvoir viennent d'être condamnés à des peines de trois à quatre ans de prison. Ils y sont déjà depuis octobre 1985, date à laquelle leur organisation, Al Kaaidiyine, avait organisé une diffusion de tracts ainsi qu'une manifestation dans la banlieue de Casablanca. Le tribunal les a estimés coupables de troubles de l'ordre public. On est donc en droit de s'inquiéter pour d'autres prisonniers, dont le procès est également en cours, mais qui sont, eux, condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Cette campagne de répression vise à prévenir toute nouvelle manifestation contre l'augmentation des prix et faire taire tous ceux qui revendiquent un droit d'expression dans leur pays. Lors des manifestations de l'automne dernier, plus de quatre-vingts personnes ont été enlevées. Quelques-uns de ces militants syndicaux et responsables d'associations culturelles passent donc aujourd'hui en procès, mais on est sans nouvelle des autres. Ces dernières années, quatre cents personnes ont ainsi disparu purement et simplement.

☐ **Le GRS, section antillaise de la IVe Internationale, présentera sa position par rapport aux élections du 16 mars aux Antilles. Rendez-vous le 14 février à l'AGECA (177, rue de Charonne, 75011 Paris) à 19 heures.**

BOLIVIE : GREVE GENERALE

☐ En Bolivie, l'austérité, ça ne passe pas. Gel des salaires depuis août, alors que les prix ont augmenté de 150 %, licenciements en toute liberté : tel est le lot des travailleurs qui ont répondu jeudi 23 janvier à l'appel de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), à une grève générale de vingt-quatre heures. Le 21 janvier, le président Paz Estensoro a remanié son gouvernement qui rechignait devant la politique économique suivie. Les nouveaux ministres sont tous des porte-parole de la banque et de l'entreprise privée, des partisans de la manière forte prêts à suivre avec constance la route néo-libérale.

☐ **Attention. La deuxième partie de la conférence sur la dette en Amérique latine avec Pierre Salama aura lieu le 19 février à 19 heures, à la Maison du Mexique, 9 C, boulevard Jourdan, métro Cité universitaire, à Paris.**

PRELUDE A LA REVANCHE

Qu'ont-ils en commun ? Akka Ghazi, leader de la CGT à Citroën-Aulnay, vingt-quatre militants syndicaux de la même entreprise. Alain Clavaud, adhérent de la CGT, travaillant à Sumitomo (ex-Dunlop), à Montluçon. Les onze principaux dirigeants syndicaux CGT du centre EDF de Nice. Victimes de l'arbitraire, ils sont face à des peines de tribunal, à des licenciements, à des mises à pied. Des cas isolés ? Voire.

Le premier, Akka Ghazi, ainsi que douze anciens secrétaires de la CGT d'Aulnay et douze autres militants syndicaux doivent payer un million de francs de dommages et intérêts à Citroën. Ce jugement, du 11 janvier, de la cour d'appel de Paris, fait suite à la grève de 1983, à Citroën-Aulnay. Citroën, admis comme partie civile par la justice, attaquait ces hommes pour atteinte à la liberté du travail et dommage direct causé à l'employeur.

Alain Clavaud. Son crime aux yeux de son patron ? Manque à l'obligation de réserve du salarié et atteinte à l'image de marque de son entreprise. La peine sera le licenciement. Le manque de réserve est, tout simplement, un entretien qu'il a accordé à *l'Humanité*. Il y racontait sa vie, ses conditions de travail. Les salariés seraient-ils soumis à la loi de l'*omerta*, la loi du silence de la mafia ?

A l'EDF, les sanctions ne manquent pas. La dernière en date est la mise à pied, allant jusqu'à un mois sans salaire pour certains, de onze militants syndicaux du centre de Nice. Ces peines sont les plus lourdes parmi celles prises à l'encontre de plus de cent syndicalistes de l'EDF. Depuis trente-trois ans, c'était du jamais vu ! La direction n'a toujours pas avalé la grève de dix jours, victorieuse, en juin 1985.

Des cas isolés ? Sûrement pas. Chaque jour, les inspecteurs du travail relèvent vingt mille atteintes aux libertés des travailleurs. 1 % seulement de ces atteintes font l'objet de poursuites judiciaires. 99 % de la délinquance patronale reste donc... impunie. Et depuis quelque temps, les patrons préparent l'après-mars. Le temps de la revanche ?

COURTS... ... METRAGES

UN COMMANDO FN A TOULOUSE

A Toulouse, le Front national a tenté d'attaquer vendredi dernier un meeting de solidarité avec la Kanaky, organisé par le Centre d'information pour un développement solidaire.

Des voitures portant des autocollants du FNJ ont d'abord encerclé le bâtiment. Puis une cinquantaine de personnes ont voulu l'investir aux cris de *« Machoro SS »* et *« Vive la Calédonie française »*. Le service d'ordre a réussi à les empêcher d'entrer, puis la police est intervenue. On a alors découvert dans le coffre des véhicules de plusieurs des attaquants des stocks de barre à mine.

Sur Toulouse, c'est la première fois qu'un groupe d'activistes se réclamant du FN s'oppose à la tenue d'un meeting public. L'antenne locale de l'AISDPK a aussitôt publié un communiqué de protestation. *La Dépêche*, FR3, Radio-France et Radio-sud n'ont pas cru bon de retransmettre l'information sous prétexte qu'il n'y avait pas eu de blessés lors de l'attaque.

LES RATS SONT DE RETOUR

Autrefois, lors des épidémies de peste, il y avait toujours prolifération de rats. On disait même, et c'est sûrement vrai, que c'était eux qui amenaient le fléau. Aujourd'hui, la peste ne sévit pas, mais la crise si... et les rats sont là. Là sur les murs de la ville, derrière le sourire filandreux de notables rassis.

Au hasard, Alain Madelin. Au premier abord, c'est un jeune et brillant député UDF, élu en juin 1981 avec plus de 53 % des voix en Ille-et-Vilaine où il se représente le 16 mars. Mais c'est surtout un ancien d'Occident, un groupe d'extrême droite. Un militant de chec même : le 12 janvier 1967, il faisait partie d'un commando qui tombait à bras raccourcis sur des militants de gauche et d'extrême gauche distribuant des tracts pour la paix au Vietnam sur le campus de Rouen. Aux côtés de Madelin, il y avait Gérard Longuet, Patrick Devedjian, devenu depuis maire d'Antony, dans la banlieue parisienne, et autres. Erreur de jeunesse ? Début de carrière agitée que la maturité a su apaiser ? Allons donc. Depuis le milieu des années soixante-dix, la plupart des groupuscules néo-fascistes ont opté pour l'entrisme. Et il suffit d'écouter le discours de leurs leaders en apparence convertis, les propos qu'ils échangent dans des clubs comme celui de l'Horloge, pour comprendre qu'ils n'ont rien renié de leurs convictions premières.

Toute la droite ne vient pas de l'extrême droite, c'est sûr. Il en est qui n'ont pas eu besoin de flirter avec les théories néo-fascistes pour pratiquer des méthodes douteuses. Prenez Robert Pandraud. Son sourire, signé RPR, tapisse la Seine-Saint-Denis. Responsable auprès de Jacques Chirac quand celui-ci était à l'Intérieur, directeur de l'administration centrale puis directeur adjoint du cabinet de Poniatowski, enfin directeur général de la police en 1975, il abandonne les gisardiens après le 10 mai. On le retrouve directeur de cabinet à la mairie de Paris où il continue d'espérer devenir premier flic de France. *« Il n'a sans doute pas fait partie du SAC*, peut-on lire dans *Dossier P comme police*[1], *mais il s'en est servi et n'a jamais rien fait pour en gêner les membres. »* Robert Pandraud était aussi maître dans l'art de la division syndicale. Sa cible principale était la FASP et il entretenait des liens privilégiés avec certains leaders syndicalistes corporatistes. Des liens tellement privilégiés que Pandraud pouvait parfois tout leur demander. En 1978, par exemple, lors d'une prise d'otages à Orly par deux Palestiniens, deux CRS sont tués. Ce ne sont pas les balles des terroristes qui ont touché les fonctionnaires mais celles de policiers privés de la compagnie El Al. Pandraud demande au SNIP de ne pas le divulguer.

Et la campagne de la droite se poursuit ainsi à coup de silences et d'omissions. Un dernier exemple, Pierre Ceyrac à Lille. Le neveu de François Ceyrac, l'ancien patron des patrons, se présente sur la liste du Front national. C'est pour lui la meilleure façon de porter haut le drapeau de l'anticommuniste Moon. Moonisme, il l'est depuis plus de dix ans. Il a été parmi les six ou sept premiers à adhérer à la secte. Il est aujourd'hui délégué exécutif en Europe de Causa, la branche politique de la secte, de même qu'il a d'importantes responsabilités au sein de l'Académie mondiale de la paix, un autre paravent. Pour l'instant, son parachutage à Lille prend les représentants locaux à rebrousse-poil mais la direction du FN tient à Ceyrac. D'autant que derrière le look du jeune cadre dynamique, il y a une bonne fortune familiale...

1. *P comme police*, par Alain Hamon et Jean-Charles Marchand. Ed. Alain Moreau.

A EN PLEURER ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX

Le monde du cheval est en deuil : j'ai perdu le tiercé de dimanche. Encore un tuyau de Jospin. Il branche les turfistes sur *« les exploits hippiques des trois cavaliers du tiercé Barre, Chirac et Giscard. »* Comme un âne, je mets cinq francs sur Gros-Cul, Grandes-Dents et Face-d'œuf : perdu !

C'est moins dramatique que l'affaire Boutboul. L'assassin de maître Perrot galope toujours. On cherche sa monture. Monture de lunettes, bien sûr. Il était plutôt bon cavalier, Perrot, et même maître-étalon. Mais s'il détestait quelque chose, c'était la cavalerie financière. *« Les bons comptes font les bons maris, Darie »*, aimait-il à répéter. Les comptes de Perrot, c'est quelque chose.

Seulement voilà : comme sa belle-mère prenait un peu trop le taureau par les cornes, Perrot-le-doux a fini par prendre le mors aux dents. Une certaine presse a suggéré qu'il aurait été susceptible de faire chanter bonne-maman. Et pas sur un air de Vivaldi. Comme un vulgaire disque-jockey. Son entourage, harassé, a démenti. D'aucuns prétendent aussi que bonne-maman aurait arnaqué les « missions étrangères », des mandataires du bon dieu, avec un plan d'enfer. Pas vu, pas pris, je t'embrouille. Et les émules du pape, les mules, après s'être faits taper la poche gauche, ont tendu la poche droite. Faut être charitable à l'excès. Je vous confesse volontiers mon étonnement. Il y a là une transcendance financière qui interpelle mon vécu fiscal. Les voies du percepteur sont impénétrables.

Ah, vraiment : le milieu des courses, c'est dur. Notez que la fin des courses n'est pas facile non plus. Pour oublier le cheval, sans passer du coq à l'âne, regardez l'univers impitoyable du foot : si Jean Tigana vaut cinquante briques par mois, et si Bernard tapine l'Olympique de Marseille, c'est seulement parce que les athlètes se dépensent assez sans compter. Pour compter, il y a des managers : faut pas mélanger le sport et l'argent. L'effort gratuit, le côté « dépassement de soi », « école de la vie », c'est ça qui me plaît dans le sport professionnel. Et encore merci, M'sieur Hidalgo.

Nicolas Jeanson.

☐ **Un mouvement de grève lancé par les cheminots CGT a paralysé la presqu'île d'Ambès (région de Bordeaux) et toutes ses activités industrielles fin janvier. Les grévistes refusaient la suppression de deux postes de travail.**

☐ **La société de bâtiment et travaux publics Desse à Floirac en Aquitaine licenciera bien quarante personnes supplémentaires. La grève de cent vingt-deux ouvriers, sur les cent cinquante-six que compte l'entreprise n'a pu interrompre le processus de démantèlement déjà engagé en décembre avec cent trois premiers licenciements. Parmi les candidats au rachat, la SAE, entreprise de travaux publics, où le groupe De Wendel détient une minorité de blocage.**

☐ *« On ne peut réussir l'alternance qu'en n'étant pas sectaire, en ne condamnant pas par principe ce qu'ont fait les autres »*, **déclarait Chaban en présentant sa liste pour les régionales, vendredi 24 janvier à Bordeaux. Il déclarait déjà une semaine auparavant que depuis 1983, il aurait fait à peu près la même chose que les socialistes. Chaban se croit déjà à Matignon...**

COUP DE SANG POUR UNE POINTEUSE

Question ambiance, c'était morose à l'Alsthom Saint-Ouen. Maîtrise arrogante, chasse aux temps morts, 1,45 % d'augmentation de salaire pour 1986, et lundi 27 janvier, la direction déplace la pointeuse pour l'atelier bobinage de deux cents mètres. Coup de sang : nous ne ferons pas des kilomètres de plus par semaine pour une pointeuse ! Mardi 28, sept heures, le chef d'atelier fait le dur : *« Si vous ne pointez, c'est que vous ne travaillez pas. »* Le chef du personnel menace de ne pas nous payer la journée de lundi, de prendre des sanctions disciplinaires. Ils s'entêtent ? Nous aussi. A huit heures quarante, nous nous déclarons en grève, nous allons discuter dans les ateliers, nous évoquons en même temps les problèmes de salaire et du passage du P1 au P2 avec nos camarades de travail. Les délégués de secteurs des syndicats CGT et CFDT affichent nos revendications dans l'usine. A midi trente, le grand chef du secteur nous propose de rapprocher la pointeuse. Bon ! Nous exigeons simplement le paiement des heures de grève et l'ouverture de négociations sur l'ensemble de nos revendications. *« D'accord »*, dit-il. Nous arrêtons la grève. Pour la première fois que l'on paie les heures de grève à Saint-Ouen ! Alsthom, il est vrai, travaille aujourd'hui sur une importante commande pour la Chine. Mais tout de même... Ah ! J'oubliais : nous n'étions que douze grévistes dans une usine où travaillent des centaines d'ouvriers.

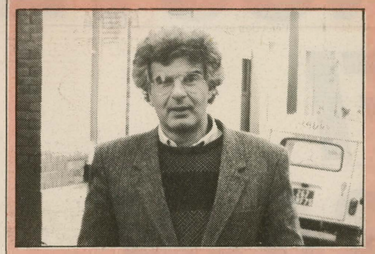
ARNO : LA VICTOIRE DES INFLEXIBLES

Il y a des patrons qui ont les reins solides. Ceux des Ateliers réunis du nord et de l'ouest ont préféré immobiliser quatre navires dans le port du Havre, pendant un mois plutôt que de se résoudre à satisfaire les revendications des salariés et de leurs syndicats CGT, CFDT.

En vérité, les patrons craignaient surtout que leur recul ne constitue un précédent. En tout cas, c'est un exemple. Jugez plutôt : le chômage partiel ne sera pas compensé par des astreintes imposées, il sera indemnisé à 70 % du salaire brut, alors que la direction avait unilatéralement décidé de réduire la garantie de ressources à 50 %. Les modulations d'horaires entre semaines hautes à quarante-quatre heures et basses à trente-neuf heures sont supprimées. Quant aux déplacements, ils ne seront imposés qu'entre les établissements de Seine-Maritime. cela exclut donc Dunkerque, Brest, Saint-Nazaire, où il sera fait appel au volontariat. Et les employés devront être prévenus vingt-quatre heures à l'avance.

De plus, l'accord restera valable toute l'année 1986, même si la loi sur la flexibilité est votée.

COURTS... ... METRAGES



LA LISTE DES MEETINGS AVEC KRIVINE

Jeudi 6 février : Toulouse
Vendredi 7 février : Albi
Mercredi 12 février : Montpellier
Jeudi 13 février : Nîmes
Samedi 15 février : Marseille
Jeudi 20 février : Besançon
Vendredi 21 février : Montbéliard
Lundi 24 février : Chartes, Vitry-sur-Seine
Mercredi 26 février : Rennes
Jeudi 27 février : Tours
Vendredi 28 février : Bordeaux
Samedi 1er mars : Agen
Lundi 3 mars : Bourg-en-Bresse (meeting unitaire de la liste alternative)
Mardi 4 mars : Rouen
Mercredi 5 mars : Le Havre
Jeudi 6 mars : Caen
Vendredi 7 mars : Les Mureaux
Samedi 8 mars : Arras, et Dunkerque
Dimanche 9 mars : Lille
Lundi 10 mars : Alençon (meeting unitaire)
Mercredi 12 mars : Paris
Jeudi 13 mars : Vallée de la Fensch et Metz
Vendredi 14 mars : Strasbourg

☐ **Les fédérations parisiennes de la LCR organisent un grand meeting le mercredi 12 mars, à 20 heures, à la Mutualité. Alain Krivine y prendra notamment la parole pour tirer le bilan de la campagne électorale de notre organisation et des listes unitaires dans lesquelles nous sommes engagés.**

LA LORRAINE SATISFAITE

C'était la deuxième fois que la LCR organisait une fête régionale en Lorraine. Pour la deuxième fois aussi ce fut un succès. Près de deux cent cinquante personnes ont participé samedi 1er février au rassemblement près de Nancy. Ambiance détente pour débats sérieux.

Le PSU, le PAC, LO, la Gauche autogestionnaire, les Verts du bassin houiller de la Moselle ainsi que les représentants de Vosges alternative 86 ont pu débattre avec la LCR de la situation à la veille des élections. Les forums sur la lutte contre le racisme, le combat antinucléaire ont permis de mettre à plat les divergences et d'envisager malgré tout les initiatives communes à prendre.

Enfin une panne d'électricité fortuite n'a pas empêché l'assistance de rester au meeting de clôture. Paul Lévi (tête de liste pour la LCR dans la Moselle), une camarade de la liste Vosges alternative et un militant des JCR ont pris la parole avant Alain Krivine qui s'est attaché à affirmer la volonté de la LCR de construire une alternative anticapitaliste.

Au vu des débats qui ont suivi, on est en droit d'espérer que toutes les personnes présentes, le 1er février se retrouveront côte à côte lors de la campagne.

☐ **Le 10 mars, à Alençon, le PSU et la LCR de l'Orne organisent un meeting commun. Ce sera l'occasion pour Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du PSU, et notre camarade Alain Krivine d'apporter le soutien des deux organisations au regroupement Alternative 61 qui présente des listes aux législatives et aux régionales.**

BAR-LE-DUC UN BON DEBAT

Les militants de la LCR de Bar-Le-Duc (Meuse) n'ont pas lésiné pour préparer leur premier meeting public sur la ville. Pas un mur n'a échappé aux affiches. Mais comme il est plus difficile de les lire la nuit, ils ont imprimé des affiches fluorescentes. Un coup de phare sur la rue centrale et les murs deviennent lumineux. Du jamais vu...

Le vendredi 31 janvier, plus de cinquante personnes étaient présentes à la réunion animée par Alain Krivine. Beaucoup de militants syndicaux, notamment des PTT, ainsi que des jeunes de SOS-Racisme. Et aussi des moins jeunes qui ont été membres du PC ou du PSU. Au cours du débat, toutes sortes de problèmes sont abordés, tant est grande la demande politique. A titre d'exemple : que peut-on encore faire à la CFDT ? Quelle différence existe-t-il entre la droite et le PS ? Le rôle de la religion, des médias ? Pourquoi FO se prononce contre la flexibilité ? Que peut-être une révolution aujourd'hui ? Etc.

Le débat dura longtemps pour s'achever sur des questions relatives au rôle de la LCR. Pourquoi un parti « léniniste », quelle est la place de l'alternative ? Depuis longtemps on n'avait pas discuté ainsi. Malgré l'expérience désastreuse de la gauche, il y a des travailleurs qui ne baissent pas les bras, mais on hésite encore à s'engager.

Dans la salle, il y avait un retraité ayant quitté le PC il y a deux ans : *« J'ai toujours chez moi un brouillon de lettre d'adhésion à la Ligue. »* A la fin du meeting, plus de neuf cents francs sont collectés pour la souscription et sept personnes ont rempli une demande de contact avec la LCR.

☐ **Une bonne idée pour la souscription : organiser une braderie. La ville de Quimper l'a eue : elle a récolté plus de deux mille francs. Ça aussi c'est pas cher et ça peut rapporter gros. Et en prime la presse locale a parlé d'eux. Les camarades ont simplement envoyé une vingtaine de lettres à des amis, leur demandant d'envoyer les fringues, bibelots, livres, etc., dont ils voulaient bien se débarrasser. Ils se sont installés sur un marché populaire à deux équipes de trois. Ils avaient demandé l'autorisation à la mairie mais la réponse est venue trois jours après la braderie. Alors, pourquoi se gêner !**

LE NOUVEAU DEFI CUBAIN

Rajeunissement des cadres et nouveaux critères de gestion : l'économie fut au centre des débats du IIIe Congrès du Parti communiste, du 4 au 7 février.

Fin 1984, plusieurs décisions spectaculaires prises lors d'un comité central élargi sont annoncées. Le plan pour 1985 élaboré par la Junte centrale de planification économique est rejeté. Les prérogatives de cette junte, dont la fonction est capitale dans un pays à économie planifiée, sont remises en question. Son président, Humberto Perez, qui avait rang de vice-Premier ministre, est limogé tandis que sont promus à la direction des affaires économiques une nouvelle génération de jeunes économistes jusqu'alors peu connus. Ceux-ci sont mandatés pour *« rectifier profondément un style, des idées que nous avons partagés »*, déclare Fidel Castro.

Rectifier profondément ? Un an plus tard, le constat s'impose : les premiers choix opérés par la nouvelle équipe, les réflexions engagées — même si elles paraissent parfois s'inspirer de positions avancées par des économistes « réformateurs » des pays du « socialisme réel » — touchent en effet à l'essentiel.

Eloges appuyés de l'« efficacité » ; rajeunissement des cadres, notamment aux échelons supérieurs des ministères économiques ; mise en œuvre de nouveaux critères de gestion des entreprises. Tout vise à accélérer la rationalisation de la production et à augmenter la productivité dans le cadre d'une autonomie accrue. On réfléchit également à de nouvelles modalités d'élaboration du plan qui permettraient une participation effective des travailleurs. Bref, le système de direction et de planification économique mis en place au milieu des années soixante-dix, et largement inspiré du modèle soviétique, est progressivement remis en question.

De nouvelles priorités...

Une nouvelle articulation des grandes priorités est esquissée dans les prévisions à long terme, comme dans nombre de choix « quotidiens ».

Sont systématiquement privilégiés les investissements qui permettront d'exporter vers les pays occidentaux et ceux qui accéléreront la substitution des importations. Ensuite seulement, le pays s'occupe d'honorer les contrats d'exportation à long terme vers les pays du « camp socialiste » ou de réaliser de grands ouvrages sociaux.

La priorité au développement des exportations plutôt qu'à la consommation intérieure est affirmée plus nettement qu'auparavant.

Mais surtout, la nouvelle hiérarchisation des investissements conduit implicitement à la remise en cause des modalités d'intégration de Cuba au Système international de division socialiste du travail définies lors de son adhésion au CAEM (Conseil d'assistance mutuelle), l'ex-COMECON, en 1972.

Le traité économique soviéto-cubain signé en 1976 est la véritable concrétisation de cette intégration. Il fixe, pour des volumes considérables, un prix d'achat du sucre cubain valable pour la durée du quinquennat qui débute alors : 36,4 centimes de dollar la livre. Le prix moyen mondial au cours de ces mêmes cinq années a été de 11,4 centimes de dollar. Depuis, cet accord a été renouvelé sur des bases identiques tandis que les cours s'effondraient : le sucre cubain est actuellement acheté par l'Union soviétique dix fois plus cher que le prix de vente sur le marché mondial.

C'est très largement grâce aux modalités particulièrement avantageuses du traité de 1976 que Cuba a pu, non seulement survivre au blocus économique des Etats-Unis, en vigueur depuis vingt-cinq ans, mais également mener à bien la plupart des grands projets sociaux de la révolution.

... et d'importantes contradictions

Mais c'est aussi très largement à cause de ce traité que l'économie de Cuba continue aujourd'hui encore de dépendre, pour l'essentiel, d'un seul grand produit d'exportation.

Or, cette dépendance est la cause principale des difficultés économiques croissantes de ces dernières années. Alors que diminuaient les revenus tirés de la vente des quotas sucriers destinés au marché mondial, le prix des biens importés des pays occidentaux augmentait considérablement.

Dès lors, les relations commerciales avec ces pays qui représentaient environ 40 % du total des échanges en 1976 se sont réduites à moins de 15 % en 1985. Les relations avec les pays du CAEM représentant quant à elles plus de 80 % de ce total !

Pour briser la spirale infernale, Cuba doit réduire sa dépendance par rapport à la production et l'exportation de sucre

QUE CENT FLEURS ECLOSENT ?

Limogeages, nouvelles promotions, suppressions d'institutions, dissolution de départements, etc. Cela bouge dans les secteurs idéologiques et culturels du Parti communiste cubain.

Les « réorganisations » (on pourrait dire les bouleversements !) qui ont affecté les secteurs idéologiques et culturels du PC cubain et l'administration au cours de l'année 1985 ne peuvent être dissociées des remises en question au plan économique.

Le symbole de ces « réorganisations » : la destitution du responsable « idéologie » au sein de la direction du parti : Antonio Perez Herrero. A ce titre, il supervisait la propagande, l'éducation politique, la culture, la télévision et la presse. Raison officielle : *« erreurs répétées dans l'exécution de sa tâche qu'il ne sut pas corriger malgré les critiques »*.

Les « erreurs » de Perez Herrero ? *« Dogmatisme »*, *« pensée figée »*, *« incapacité à concevoir le débat »*, *« frein à la créativité »* sont celles le plus souvent mentionnées à La Havane. L'humour, comme souvent à Cuba, n'est jamais bien loin : sa chute ne serait que l'une des mesures prises pour réduire le déficit de la balance commerciale ! Ne tendait-il pas, et de plus en plus, à faire de la pensée marxiste un produit d'importation ?...

Simple bouc émissaire, Perez Herrero ? Probablement non.

Dans la foulée de son limogeage, et après inventaire des lieux, une mesure radicale a été prise : l'institution clé qu'était le *« Département d'éducation politique du comité central »* a été dissoute, supprimée.

El les premiers résultats sont là, indéniables. La vie culturelle, la création, l'expression artistique connaissent un réel renouveau. Les plus récentes productions audiovisuelles, la place faite aux jeunes romanciers et poètes dans les programmes de publication, l'explosion d'une nouvelle génération de peintres en sont, parmi d'autres, le vivant témoignage.

Un gros point noir, toutefois : la presse toujours aussi morne, compassée, vide.

Quant à l'activité idéologique — au sens strict de l'élaboration et de l'éducation au sein du PCC — il y a, pour l'instant, peu à dire.

En attendant les indications que ne manquera pas de fournir le déroulement du prochain congrès, citons l'un de ceux qui ont été chargés de liquider l'héritage de Perez Herrero :

« Les vérités qui ne se discutent pas, les certitudes asénées avec morgue, les dogmes imposés et quelques autres des attributs des bureaucrates de l'idéologie et de la culture sont plus dangereux qu'on ne le croit pour une révolution (...). Ils sont incompatibles avec l'élan révolutionnaire et la mobilisation d'un peuple. »

J-P.R

COMBAT POUR UN CONTINENT

Pour Castro, le premier des « combats de l'heure » est celui que l'Amérique latine doit engager contre la dette.

27 ANS APRES...

« Il nous faut, ici, accomplir une authentique révolution par rapport à nos conceptions précédentes. (...) Il nous faut, en Amérique latine, mener le combat pour la véritable indépendance... » **Deux objectifs, deux « impératifs » pour Cuba socialiste réaffirmés par Fidel Castro lors des récentes cérémonies anniversaires de la victoire révolutionnaire...**

La victoire, c'était voilà vingt-sept ans, aux premières heures de l'année 1959. A l'issue d'une longue marche héroïque et triomphale, les guérilleros de la Sierra Maestra faisaient leur entrée dans La Havane. Une grève générale insurrectionnelle avait précipité la chute déjà inéluctable de la dictature de Batista.

L'enthousiasme et le bonheur d'un peuple enfin libre d'écrire son histoire noyaient rues et avenues de la capitale caraïbe.

Cette année, alors que la révolution puise toujours force et élan dans une indiscutable adhésion populaire, les questions économiques prennent le pas sur toutes les autres. Elles seront traitées prioritairement lors du prochain congrès du Parti communiste (PCC), le troisième depuis sa fondation au milieu des années soixante-dix.

C'est essentiellement d'elles dont il s'agit lorsque Fidel Castro parle *« d'authentique révolution à accomplir »* : une nouvelle génération de cadres et de dirigeants n'est-elle pas chargée d'élaborer et de mettre en œuvre une réorganisation, une réorientation, de l'économie ?

Quant à la *« véritable indépendance »* de l'Amérique latine et du tiers monde, elle est, pour le dirigeant cubain, à conquérir au plan économique. D'où ses multiples initiatives en faveur de l'unité et du combat des peuples victimes de la dette, ce *« véritable crime contre l'humanité »*.

J.-P. R.

Tout au long de l'année 1985, Fidel Castro s'est exprimé avec le talent d'orateur qu'on lui connaît sur la tragédie que vivent, en ce dernier quart de siècle, les peuples d'Amérique latine et du tiers monde, en général.

Entre le pessimisme raisonné de l'analyse et l'élan des perspectives qu'il trace pour les peuples écrasés perce parfois une vraie angoisse : et si la barbarie triomphait ? La question, à l'évidence, est souvent sous-jacente.

L'ampleur des problèmes, l'immensité des tâches l'ont amené à deux conclusions fondamentales : *« deux, trois, quatre, dix révolutions »* limitées aux seuls pays du tiers monde ne sauraient les résoudre. Concernant plus particulièrement l'Amérique latine, il précise : *« Je suis socialiste et il est vrai que je pense que le socialisme offre bien plus de possibilités que le capitalisme, que c'est une société beaucoup plus juste et beaucoup plus humaine, mais le socialisme à lui seul ne suffirait pas à franchir cet abîme de problèmes sociaux qui se sont accumulés dans notre hémisphère et à subvenir aux besoins de nos quatre cents millions d'habitants. »*

« Rectifier profondément un style, des idées que nous avons partagé. »

Crime contre l'humanité

Le fonctionnement des économies latino-américaines est désormais entièrement déterminé par la dette. Ces nations doivent reverser, aux pays du « Nord », l'essentiel de leurs exportations. Ils ne peuvent donc investir chez eux. En voie de sous-développement et de paupérisation rapide, ils connaissent une situation sociale dramatique, se dégradant chaque jour un peu plus.

Dans ces conditions, le paiement de la dette peut être assimilé, selon Fidel Castro, à *« un crime contre l'humanité »*.

Il n'y a pas d'autre issue selon le dirigeant cubain, que dans la solidarité de tous les débiteurs — quelles que soient, par ailleurs, leurs options politiques. Car il leur faut imposer aux pays du « Nord » l'acceptation du non-paiement de la dette.

Mais, ce faisant, il faut aussi éviter une faillite des banques créditrices et un effondrement du système financier international qui ne pourrait qu'avoir des effets dramatiques sur la classe ouvrière des pays industrialisés. D'où la proposition que les Etats développés du Nord versent l'équivalent de 12 % de leur budget militaire annuel aux banques, au titre du paiement de la dette.

En même temps, devraient être jetées les bases d'un nouvel ordre économique dans les rapports « Nord-Sud », afin que les pays du Sud ne soient pas entraînés dans une nouvelle spirale de l'endettement. Et pour l'Amérique latine, l'intégration économique continentale devrait être amorcée.

Non-paiement de la dette, nouvel ordre économique, intégration latino-américaine : pour le révolutionnaire cubain, ce sont trois préalables indispensables à un combat victorieux contre la paupérisation croissante du continent et son sous-développement. La libération économique, la *« véritable indépendance »* de l'Amérique latine : le combat engagé est de longue haleine.

Avant-garde

Déjà l'impact, l'audience, sont considérables dans de nombreux pays du continent. De multiples initiatives organisées sur la base des propositions l'attestent. Du 15 au 18 juillet dernier avait lieu, à La Havane même, une conférence syndicale des travailleurs d'Amérique latine et de la Caraïbe sur la dette extérieure. Les représentants de cent quatre-vingt-dix-sept organisations syndicales de vingt-neuf pays s'y sont engagés à lutter *« pour l'annulation, le moratoire, la suspension immédiate des paiements ou l'ajournement indéfini de la dette extérieure, y compris les intérêts ; pour l'établissement du nouvel ordre économique international et pour l'unité latino-américaine et caraïbe (...) »*.

Une fois encore, les révolutionnaires cubains ont su répondre aux défis de l'histoire. N'est-il pas à tous égards significatif que la première révolution socialiste de l'hémisphère ait pris l'initiative et soit à l'avant-garde du combat continental contre la faim, la misère et l'asservissement des peuples. Le « combat de l'heure »« dont aucun révolutionnaire, au Sud et au Nord, ne saurait être absent.

Jean-Pierre Riel

« Les certitudes assénées avec morgue, les dogmes imposés sont plus dangereux qu'on ne le croit pour une révolution. »

Dans ces conditions, la dette extérieure en devises convertibles contractée auprès des banques capitalistes et des organismes financiers internationaux s'est accrue. Elle est actuellement de 3,5 milliards de dollars. Et le paiement du service de cette dette s'est considérablement gonflé, vu l'augmentation générale des taux d'intérêt. Résultat : une chute dramatique des réserves en devises du pays.

Le gouvernement cubain a sollicité (et obtenu) par deux fois un rééchelonnement de la dette, inexorablement augmentée de ses intérêts. Mais, à terme, il est structurellement incapable de rembourser.

Dans ce contexte, l'aide massive de l'Union soviétique demeure plus que jamais indispensable. Mais pour briser la spirale infernale dans laquelle son économie est engagée, Cuba doit nécessairement réduire sa dépendance par rapport à la production et l'exportation de sucre. Donc remettre en question cette prétendue « division socialiste du travail » qui a jusqu'alors contribué à privilégier la production sucrière.

La contradiction n'est pas nouvelle pour la révolution cubaine. Mais elle a été aggravée ces dernières années par le poids que la crise capitaliste a fait peser sur l'ensemble des économies du tiers monde.

La maîtriser et la dépasser, tel est l'essentiel du contenu, ambitieux et lourd d'implications, de *« l'authentique révolution par rapport aux anciennes conceptions »* annoncée par Fidel Castro.

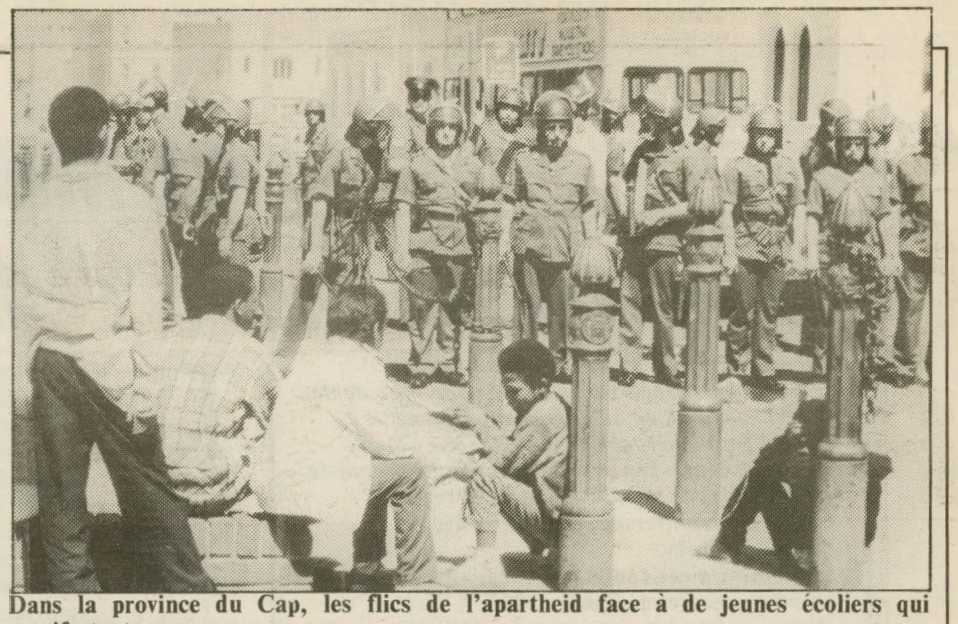
Jean-Pierre Riel

Les premiers choix de la nouvelle équipe touchent à l'essentiel

AFRIQUE DU SUD

BOYCOTT SCOLAIRE OR NOT BOYCOTT ?

Depuis un an, les élèves boycottent l'école de l'apartheid. Faut-il continuer ? Au risque d'une « génération perdue » ?



Dans la province du Cap, les flics de l'apartheid face à de jeunes écoliers qui manifestent.

Moins spectaculaire que les émeutes, apparemment moins stratégique que l'action syndicale, le boycott scolaire en Afrique du Sud n'en est pas moins une question dont l'importance n'a cessé de grandir. A partir du rejet du système éducatif raciste, des débats d'orientation sur la stratégie face au régime sont apparus.

L'importance de cette question tient d'abord au nombre d'élèves concernés : près de six millions de Noirs sont des écoliers ou des lycéens. Il y aura dix ans, le 16 juin, ce sont les élèves qui sont descendus dans les rues de Soweto, le grand ghetto noir, près de Johannesburg pour crier leur refus de l'éducation raciale, de l'enseignement en afrikaans, la langue des maîtres boers.

Depuis, ce sont d'autres écoliers et lycéens qui ont pris le relais, malgré les six cents morts de 1976, malgré les émeutes qui ont débuté à la fin de l'année 1984 et qui ont fait au moins mille cents morts. Bien souvent, ce sont eux qui sont tombés sous les coups et les balles des flics de l'apartheid. Ce sont eux qui étaient au premier rang des émeutes dans les townships, les ghettos noirs à travers tout le pays.

Depuis une année, les élèves observaient un boycott des cours. Dans ce combat, ils n'étaient pas seuls. Les associations de parents, d'enseignants se sont mobilisées. Le gouvernement a fait occuper les écoles par l'armée dont les exactions, loin de stopper le mouvement, l'a radicalisé.

En décembre dernier, s'est tenue une conférence réunissant deux cents organisations de jeunes, de parents, qui a décidé la suspension du boycott scolaire en donnant trois mois à Botha pour lever l'état d'urgence décrété le 21 juillet dernier, faire évacuer les troupes des townships et libérer les étudiants détenus. Cette conférence a ainsi débattu de la rentrée scolaire prévue officiellement pour le 7 janvier.

Plusieurs éléments entraient en ligne de compte. Tout d'abord, la nature et la qualité du système éducatif réservé aux Noirs. Des différences existent même au sein de la population noire dont l'apartheid cherche la division. Métis et Indiens sont un peu moins mal lotis que les enfants classés dans la catégorie « Africains ». Pour ceux-ci, l'écart avec les dépenses éducatives pour les enfants blancs atteint le rapport 1 à 13 (1 à 6 pour les Métis et Indiens). Dix élèves sur cent passent leur bac, 5 % échouent et 1 % accède à l'université. Le taux d'échec atteint ainsi 76 %.

C'est en s'appuyant sur le caractère discriminatoire de cette éducation que les associations proches du Front démocratique uni jugent nécessaire de poursuivre le boycott. Les élèves lutteraient ainsi avec leur arme jusqu'à l'élimination de l'apartheid. Ce point de vue a été battu à la conférence de décembre par les associations qui, si elles portent le même jugement sur le système éducatif, considéraient néanmoins que la lutte est une lutte à long terme et que l'écroulement de l'apartheid n'est pas au coin de la rue. En conséquence, ces militants refusent de poursuivre indéfiniment une forme d'action qui ne fera que renforcer l'analphabétisme qui frappe déjà six millions de Noirs.

« Nous devons retourner en classe pour acquérir la connaissance nécessaire à notre survie, même avec l'apartheid et surtout parce que nous en aurons besoin pour nous organiser et apprendre à lutter. » En choisissant de ne pas sacrifier inutilement des années — débat qui se retrouve dans toutes les actions de boycott en Afrique du Sud — les délégués majoritaires ont refusé d'avoir une « génération perdue ». Pour eux, elle sera beaucoup plus utile dans la lutte.

Jean-Jacques Laredo.

Cinq jours après la précédente photo, trois des jeunes écoliers assassinés par les flics sont enterrés.

ETATS-UNIS

TAPIS ROUGE POUR L'UNITA

Soutien politique officiel, soutien financier officieux, le leader de la « contra » en Angola a été accueilli comme un chef d'Etat à Washington.

Jonas Savimbi a terminé jeudi un séjour de dix jours aux Etats-Unis. Le leader de l'UNITA[1], l'équivalent en Angola de la contra nicaraguayenne, a été reçu avec tous les honneurs. Habituel. Depuis dix ans qu'il mène la lutte contre le régime de Luanda, Savimbi a toujours été soutenu par Pretoria et Washington.

Mais, cette fois, le Département d'Etat américain n'a pas lésiné sur le protocole. Tapis rouge, limousine, entrée par la grande porte à la Maison-Blanche, un cérémonial en général réservé aux seuls chefs d'Etat et de gouvernement. Dès son arrivée la semaine dernière, Savimbi a pu s'entretenir plus d'une heure avec Georges Schultz. Deux jours plus tard, il rendait visite à Ronald Reagan qui lui a rappelé sa *« solidarité avec tous les combattants de la liberté de par le monde »*.

Cette inflation de courtoisie n'est pas neutre. Savimbi, qui venait chercher un soutien financier, aurait très bien pu être reçu en catamini et repartir tout aussi discrètement les poches bourrées de dollars. En l'accueillant avec tant d'égards, les Etats-Unis renouvellent leur dénonciation du régime angolais. Un coup d'éclat politique qui vise à accélérer les négociations en cours depuis deux ans en Afrique australe.

L'Angola indépendant a toujours été une épine dans le flanc de l'Afrique du Sud, un empêcheur de tourner en rond puisqu'il a toujours exigé l'indépendance pour son voisin du sud, la Namibie, et dénoncé l'occupation sud-africaine dans ce pays. Cela a valu aux Angolais d'être envahis en permanence par l'armée de Botha. Depuis deux ans maintenant, Pretoria, Washington et Luanda ont entamé des négociations. Mais celles-ci piétinent, les premiers refusant de se retirer d'Angola tant que les soldats cubains ne seront pas partis. Les seconds répondant, *« Nous renoncerons à l'aide cubaine si vous vous retirez et reconaissez l'indépendance de la Namibie. »*

C'est pour briser ce cercle vicieux que les Etats-Unis reçoivent aujourd'hui le second couteau de Botha. La guérilla de Savimbi, qui dispose d'une implantation réelle dans un tiers du pays, est un fléau pour l'économie. Le nombre de personnes déplacées, affamées et démunies de tout à cause des combats atteindrait six cent mille selon l'ONU, soit près de 10 % de la population. L'UNITA a cependant subi quelques revers militaires l'amenant à chercher un soutien accru.

Il est peu probable pourtant qu'elle obtienne une enveloppe officielle des Etats-Unis. Le Congrès qui s'est vu soumettre une demande de budget de 1,5 million de dollars hésite. Le département d'Etat américain a cependant prévu ses arrières et organisé pour Savimbi une série de rencontres avec des fondations privées susceptibles de générosité, comme l'Institut de l'entreprise américaine, la fondation conservatrice de l'héritage ou le Conservative Caucus. Enfin, Savimbi n'est pas la seule carte.

Le gouvernement fédéral tente aussi de faire pression sur la compagnie pétrolière Chevron pour qu'elle cesse les activités de sa filiale en Angola, la Gulf. Celle-ci reverse chaque année au gouvenement de Luanda six cents millions de dollars, sous forme de royalties et de taxes. *« Si elle se retirait,* a expliqué le porte-parole de la Maison Blanche, *ce serait autant de moins pour acheter les armes soviétiques et payer les Cubains.»* Le hic, c'est que Chevron n'a guère envie d'obtempérer. Elle fait remarquer à l'administration qu'après son retrait une autre multinationale fera le même boulot. Rien n'est joué cependant car ce lobby hyper-conservateur et influent qu'est le Conservative Caucus continue de mener bataille dans les couloirs du Congrès et de la Maison Blanche pour le retrait de la Chevron. Les Angolais n'ont pas fini de voir jouer ce film dramatique.

Flora Chénetier

1. Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.

HAITI

QUITTE OU DOUBLE POUR DUVALIER

Manifestation de soutien au peuple haïtien Dimanche 9 février à 15 heures M ° Courcelles

Le dictateur s'accroche à son trône. Washington envisage une opération militaire. Et Paris continue à faire les yeux doux au dictateur.

Les manifestations qui agitent les villes d'Haïti depuis deux mois ont déferlé sur le trône de Jean-Claude Duvalier comme des vagues de plus en plus puissantes et de plus en plus menaçantes. Au cours des semaines, le mouvement de protestation, composé au départ d'écoliers, s'est étendu à toutes les couches de la population urbaine.

Les différentes villes se sont relayées pour demander le départ de Duvalier. Dans certaines, le quartier général des « tontons macoutes » a été incendié. Le mouvement s'est interrompu à plusieurs reprises pour reprendre son souffle. Mais c'était pour passer à un stade plus élevé. Et, jusqu'à présent, la répression, qui se fait aussi de plus en plus vigoureuse, n'a pas réussi à briser la révolte. Elle n'a fait que l'attiser.

Le 29 janvier, c'est la moitié des habitants de Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, qui sont descendus dans la rue après la mort de trois manifestants.

Outre les comités de jeunes chrétiens, deux forces au moins conjuguent leurs efforts pour abattre Duvalier. Il s'agit, d'une part, des petits partis clandestins de gauche. Les plus connus sont l'IFOPADA (Union des forces patriotiques et démocratiques d'Haïti), qui essaye d'être reconnue par la social-démocratie et veut *« favoriser l'émergence d'une bourgeoisie nationale »*, l'organisation d'origine maoïste « en avant » et le PUCH (Parti unifié des communistes haïtiens), lié à Moscou, qui fut décimé par la répression après avoir lancé un mouvement de guérilla en 1969. Tous les partis de gauche ont une faible implantation. Mais ils peuvent jouer un rôle important pour coordonner le mouvement entre les différentes villes et lancer des initiatives.

Une autre force active est constituée des « bann », « sosyete » et autres « eskwad », organisations populaires à demi secrètes qui prennent leur origine dans l'époque de l'esclavage. Souvent organisées autour des houngans, les « prêtres » du vaudou, elles ont longtemps soutenu les Duvalier. Depuis quelques années, elles se sont tournées contre le régime. Elles disposent de forces considérables dans les bidonvilles.

A Saint-Marc, en Haïti, les manifestants proclament : « A bas Jean-Claude ! Vive l'armée d'Haïti ! Nous avons besoin de liberté ! »

L'aigle et la queue du singe

Si Duvalier est isolé, il possède cependant un atout majeur : les forces armées. Face aux mitraillettes israéliennes Uzi, les manifestants ne disposent que de pavés, d'essence et, dans le meilleur des cas, comme aux Gonaïves, de sarbacanes et de poudre empoisonnée. Or, jusqu'à présent, Duvalier a réussi à maintenir la cohésion de l'armée et des « tontons macoutes ». Même si un tract a révélé l'existence d'un « Mouvement des soldats de l'armée d'Haïti », qui *« félicite les soldats qui n'ont pas accepté de tirer sur le peuple »*.

Par ailleurs, le mouvement populaire est encore trop faiblement organisé pour se porter candidat au pouvoir. C'est pourquoi de nombreuses couches de la population appellent de leurs vœux un coup d'Etat militaire. Mais, pour l'instant, l'armée soutient Duvalier. C'est cette situation contradictoire qui lui a permis d'affirmer : *« Je suis fort comme la queue d'un singe »*, alors que les Etats-Unis venaient d'annoncer, avec soulagement, son départ.

Que Duvalier ait décidé de s'accrocher, après avoir, semble-t-il, déclaré à l'ambassadeur nord-américain qu'il acceptait de quitter le pouvoir... voilà qui embarrasse fort les Etats-Unis. Non point tant parce que la Maison-Blanche s'est trouvée ridiculisée dans l'affaire. Mais parce que, par son obstination, Duvalier risque de créer une situation irréversible et de plus en plus explosive. Plus longtemps durera la crise, même si elle passe par des hauts et des bas, et plus le mouvement populaire va s'organiser, se radicaliser et acquérir de l'expérience. C'est pourquoi, Washington est fortement tenté par une opération militaire pour mettre fin à cette situation.

La France, qui est le second bailleur de fonds du régime haïtien (l'aide française est passée de 60 à 178 millions de francs entre 1982 et 1985), joue une autre carte : celle de la cohabitation avec Duvalier. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne et rapporteur du budget de la Coopération, est allé visiter Duvalier en janvier. A son retour, il a déclaré au journal *la Croix : « Je crois pouvoir dire que la coopération avec Haïti est exemplaire. »* Et il a ajouté que Duvalier est *« entouré d'une cour qui cherche à lui cacher la réalité »*. Le pauvre homme ! Mitterrand a-t-il suivi l'exemple de Giscard d'Estaing, qui en 1977, avait chargé son représentant, Poniatowski, *« d'un message non seulement d'amitié, mais encore d'encouragement pour son excellence, le Président à vie de la République, monsieur Duvalier »* ?

Il est plus que temps qu'un terme soit mis au scandale de la coopération franco-haïtienne et que toute relation soit rompue avec la dictature ! La campagne électorale doit être l'occasion de poser ce problème.

Arthur Mahon

CHALLENGER

LA DEFAITE DE L'AMERICAN WARRIOR

L'explosion de Challenger ? Un sérieux coup porté à la confiance et au capitalisme nord-américain.

Héros, martyrs d'un nouveau type, les sept passagers de la navette Challenger avaient, aux yeux de la majorité de l'opinion américaine, mission de restaurer la confiances des Nords-Américains, autour de la conquête d'une « nouvelle frontière ». Vaincu au Vietnam, humilié en Iran, confronté un peu partout au terrorisme, l'*américan warrior* voulait montrer qu'il lui restait au moins un terrain privilégié, un terrain de supériorité, celui de la conquête spatiale. C'est raté.

La droite américaine et Ronald Reagan en particulier ne se sont pas mépris sur l'ampleur de la catastrophe. Reportant d'une semaine son discours sur l'état de l'Union — justement consacré à la gloire technologique des Etats-Unis —, le président s'est empressé de déclarer que le courage et le sacrifice des héros était le tribut à payer pour toute conquête. Un sondage a montré que sur mille cinq cents personnes interrogées, 73 % étaient d'accord avec le va-t-en-guerre de la Maison-Blanche. Les enfants des écoles se cotisent pour remplacer la navette et envoyer un autre professeur dans l'espace. N'empêche que le programme Challenger est maintenant en panne pour un bon bout de temps.

Une série de voyages prestigieux prévus pour cette année sont d'office reportés. La navette n'installera pas en mai la sonde européenne Ulysse qui devait analyser le soleil, ni la sonde américaine Galiléo chargée d'explorer Jupiter. Le téléscope géant, qui devait être mis sur orbite en août, ne partira pas non plus.

Mais au-delà de ces retards conjoncturels, c'est l'idée même d'une navette, d'un véhicule spatial réutilisable qui peut être momentanément remis en question. Déjà le Congrès avait rechigné à voter le programme. Aujourd'hui les parlementaires repartent à l'assaut. Ils estiment que l'utilisation commerciale, que la NASA a voulu faire de la navette, n'est pas compatible avec les nécessités de la sécurité. Même écho du côté du Pentagone. Les militaires, qui doivent confier plusieurs de leurs satellites, préféreraient que la mise sur orbite des armes de la guerre des étoiles soit confiée à des fusées traditionnelles toutes bêtes, mais tellement plus fiables. Et voilà Ariane et toutes les autres fusées qui pointent leur fuselage vers l'espace, prêtes à assumer la concurrence. En ce domaine, comme dans d'autres, le capitalisme américain risque de se voir battu en brèche par les entreprises européennes. Et du même coup, c'est tout le plan de redéploiement militaire dans l'espace qui perd de sa crédibilité.

Flora Chénetier

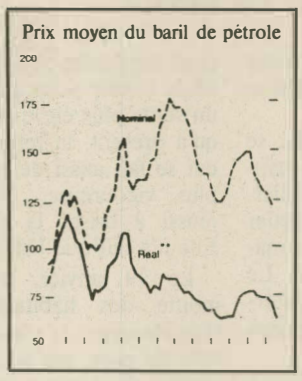
OPEP : LE « BOOM » A LA BAISSE

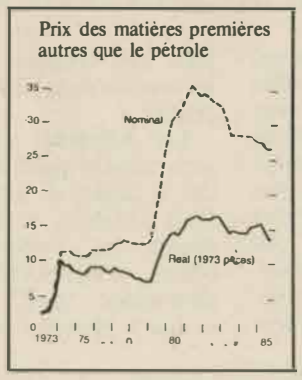
Si la baisse du prix du pétrole profite aux capitalistes des pays développés, elle a des conséquences dramatiques sur les pays du tiers monde.

Le prix du pétrole fait « boom »... à la baisse ! Et on parle de « choc pétrolier à rebours » pour, du côté des gouvernements des pays capitalistes, s'en réjouir. Mais les conséquences sont dramatiques pour les pays du tiers monde qui, comme le Mexique ou le Nigéria, ont besoin des devises que leur procure l'exportation du pétrole.

La chute des prix est très importante : de 37 dollars en 1981, le baril est passé à moins de 25 début décembre et 20 dollars le 21 janvier pour le baril de pétrole de la mer du Nord. Le graphique 1 ci-contre récapitule cette évolution : la première courbe retrace l'évolution des prix nominaux, la seconde l'évolution des prix réels (soit le prix nominal-l'inflation).

Les journaux parlent d'une « nouvelle stratégie de l'OPEP » qui porterait sur les prix. D'où provient la baisse des prix, concernant tous les prix des matières premières, sauf le café qui connaît une hausse spéculative ? Le graphique 2 ci-contre le montre.





Deux raisons peuvent expliquer la baisse du prix du baril.

D'une part, l'augmentation de la productivité, qui signifie la baisse du temps de travail socialement nécessaire pour extraire un baril de pétrole. Le prix est lié à la productivité : si elle augmente, le prix va avoir tendance à baisser. C'est ce qui s'est passé après 1973. La quadruplement du prix officiel du pétrole à incité les compagnies pétrolières à mettre en œuvre des investissements nouveaux qui se sont traduits par la hausse de la productivité du travail. Ces investissements vont être aussi à l'origine de surcapacités de production qui indiquent la tendance à la surproduction.

D'autre part, la production a eu tendance à augmenter, et la consommation à diminuer. Ce qui va renforcer la tendance à la surproduction. La production augmente sous l'effet de l'augmentation des prix décidée par l'OPEP en 1973 et qui rend rentables des puits anciens (notamment aux Etats-Unis) et a incité les pays, comme les capitalistes privés, à investir dans la recherche pétrolière. Des puits de pétrole ont surgi au Mexique, au Brésil... en Angleterre (le pétrole de la mer du Nord, dit « offshore »). Dans le même temps, la consommation a eu tendance à stagner, voire à diminuer, sous l'effet conjugué des programmes d'économie d'énergie et « des énergies de substitution », comme le nucléaire.

Le tableau et le graphique ci-contre résument le résultat de ces deux mouvements : les importations des pays capitalistes développés diminuent et la production des pays producteurs de pétrole augmente.

Cette tendance à la surproduction a été combattue par la politique volontariste de l'OPEP, sous l'impulsion de l'Arabie saoudite qui a limité sa production. Mais un certain nombre de pays membres de l'OPEP ne pouvaient pas suivre cette limitation. Le Nigéria, le Venezuela, l'Indonésie sont surendettés (et en quasi-faillite) et donc obligés d'augmenter leurs exportations pour faire face au service de leur dette (remboursement des emprunts venant à échéance auquel s'ajoute le paiement des intérêts). De ce fait, les quotas n'ont pas été respectés. Par ailleurs, les pays producteurs de pétrole non-membres de l'OPEP ont pris la place laissée libre, comme le montre le tableau ci-contre. C'est la preuve d'une exacerbation de la concurrence. Cet ensemble — baisse des cours, surcapacités de production, régression de la part des marchés de l'OPEP — devait conduire à une réaction des pays membres de cette organisation et du plus important d'entre eux, l'Arabie saoudite.

La tendance à surproduction que l'on constate dans le tableau ci-dessous a été combattue par la politique volontariste de l'OPEP. Une politique qui n'arrange pas les affaires de beaucoup de pays du tiers monde. L'exportation du pétrole est, dans bien des cas, la source de revenus essentielle.

Bilan énergétique
(mns b/j)

	1983	1984	1985 (e)	1986 (p)
Consommation mondiale	44,4	46,1	45,3	45,3
Offre				
● Production non-OPEP	24,2	25,4	26,3	26,-
● Exportations pays à économie planifiée	1,6	1,6	1,1	1,3
● Production OPEP	18,5	18,3	16,8	18,-
● Variations de stocks	- 0,1	- 0,8	- 1,1	0
Recettes pétrolières (mds $US)				
● Total OPEP	164,6	165,5	138,4	155,-
● Arabie,Saoudite	47,8	46,8	30,-	34,6
Prix moyen du baril ($/baril)				
● Arabian Light	29,31	28,47	26,6	24,-

Une nouvelle stratégie de l'OPEP ?

La tendance à la surproduction signifie que la baisse du prix du pétrole n'est pas un phénomène conjoncturel, mais structurel. Ce qui veut dire qu'elle est appelée à durer. L'Arabie saoudite ne pouvait pas rester les bras croisés devant cette « nouvelle donne ». En effet, *« le maintien du cartel* [lui] *coûte une vingtaine de milliards de dollars par an (depuis trois ans). A ce rythme, son stock d'actifs financiers publics sera épuisé en quatre ans*[1] *! »*

La décision prise lors de la réunion de l'OPEP du 7 décembre 1985, c'est le « chacun pour soi » : le retour à la concurrence ouverte sur les prix, sans quotas de production décidés en commun. La « nouvelle stratégie » en question n'est ni plus ni moins que la destruction de l'OPEP. En effet, le but de tout cartel est de se partager le marché, ce qui passe par un prix unique auquel sera vendu le produit (la marchandise). Désormais, faute d'accord sur le prix, c'est la lutte ouverte. Le prix du pétrole devrait donc continuer à baisser. Pour le plus grand profit des capitalistes des pays développés !

La baisse du prix du pétrole a des conséquences catastrophiques pour des pays qui, comme le Mexique, ont axé leur stratégie de développement sur cette branche d'industrie. La baisse signifie moins de rentrées de devises, donc une accentuation de la pauvreté liée à la montée de l'endettement et aux politiques d'austérité imposées par le FMI. Le Mexique, malgré ou à cause de la politique d'austérité, est de nouveau, comme en 1982, en quasi-faillite. La réaction des gouvernements de ces pays face à la baisse du prix des matières premières est connue : baisser encore et toujours le salaire minimum (qui a déjà chuté de 40 % en trois ans au Mexique !).

A qui vont les profits ?

Cette baisse profite aux capitalistes des pays développés. La diminution du capital nécessaire au paiement des matières premières leur permet d'augmenter leur taux de profit. On comprend pourquoi le gouvernement américain prévoit, avec jubilation, un baril de pétrole brut à vingt dollars ! Seules les compagnies pétrolières ne partagent pas l'allégresse générale : la surproduction fait aussi sentir ses effets sur les produits raffinés. En conséquence : elles restructurent en fermant des unités de production (Mobil ferme son usine de Frontignan) et suppriment des emplois. D'autant plus que ces compagnies voient leurs actifs diminuer (de par la baisse du prix du pétrole brut) et donc ne peuvent plus investir. Certaines sont menacées de faillite.

Quant aux travailleurs, ils n'ont rien à y gagner, sinon des licenciements, et donc l'aggravation du chômage. C'est vrai que le prix de l'essence a baissé. Mais les impôts indirects sur l'essence représentent 60 % du prix payé par le consommateur. A la première occasion cet impôt va augmenter. Ou les grandes compagnies pétrolières imposeront l'augmentation de prix dont, dans leur logique, elles ont besoin. On voit que cette baisse sera vraisemblablement temporaire. Elle ne profite pas aux travailleurs, ni en tant que producteurs, ni en tant que consommateurs.

Les conséquences en chaîne risquent d'être difficiles « à digérer » pour l'économie française : beaucoup de firmes françaises (comme Bouyghes et d'autres) avaient passé de « grands contrats » avec les pays de l'OPEP. C'est un marché qui se ferme... et qui va accentuer la surproduction existante dans les pays capitalistes développés.

Nicolas Maheu

1. Les informations, graphiques et tableaux sont extraits du bulletin de la Banque de Paris et des Pays-Bas de novembre 1985.

QU'EST-CE QUE L'OPEP ?

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, créée en 1960, réunit les pays propriétaires du sous-sol dans lequel les grandes compagnies pétrolières exploitent le pétrole. En 1973, l'OPEP a imposé aux sept grandes compagnies pétrolières qui se partageaient le marché le quadruplement du prix officiel du baril du pétrole. Prix qui ne cessait de baisser depuis 1961 !

C'était un nouveau partage du profit entre propriétaires du sous-sol et les « sept sœurs ». Ces dernières en ont profité pour augmenter le prix des dérivés du pétrole (essence...), ce qui a permis une augmentation énorme de leur taux de profit (près de 200 % pour Exxon, plus connu sous le nom d'Esso, en 1974-1975).

Depuis 1974, le marché s'est destructuré. Un marché « libre » s'est constitué à Rotterdam pour les pays producteurs de pétrole hors-OPEP et pour ceux qui avaient nationalisé leur industrie pétrolière. Ainsi cohabitent prix « officiel » (largement arbitraire) et prix du marché « libre ». En soulignant que le prix officiel a tendance à se rapprocher du prix du marché « libre ». Véronique Maurus note dans *le Monde* du 7 décembre 1985 : *« Aujourd'hui, le marché libre représente une bonne moitié des échanges, ce qui a donné naissance à des vraies Bourses du pétrole où la spéculation règne et où les transactions sur papier peuvent atteindre cinquante fois le volume réel du brut échangé. Le contrôle de ces marchés échappe largement aux compagnies. »*

Nationalisations, dénationalisations

Une véritable course au trésor, une chasse au capital est engagée aujourd'hui dans les couloirs du monde industriel et financier, en vue des dénationalisations. Des trésors de guerre sont déjà amassés dans les coffres afin de se porter acquéreurs dès les premières mises en vente sur le marché des sociétés nationalisées en 1982 ou en 1945...

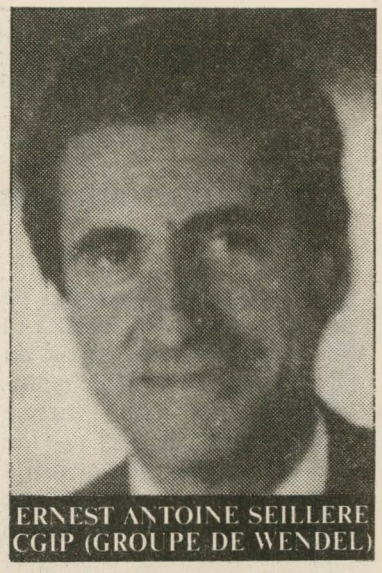
Parmi les principaux concurrents figurent des noms connus : les familles Schlumberger-Seydoux, Riboud, Gillet, regroupées au sein de la société des Chargeurs SA, la CGIP des De Wendel, la Compagnie industrielle des Dassault, Vernes, Mallet, les banques d'affaires familiales Lazard ou Worms, la holding belge Bruxelles-Lambert du financier Albert Frère... Il s'agit pour les participants d'acquérir de nouvelles ressources financières, ou de reconstituer des empires industriels, de remodeler éventuellement les alliances et possessions des principales fractions de la bourgeoisie française. Mais comment celle-ci a-t-elle donc « passé le cap » des nationalisations en 1982 pour se retrouver en si grande forme à l'heure des dénationalisations ? Quel a été l'impact industriel et bancaire réel de l'extension du secteur public ? Comment s'est concrétisée la politique de la gauche dans les groupes achetés par l'Etat en ce qui concerne la marche de leurs affaires, la vie de leurs salariés ? Nous examinons toutes ces questions dans les articles qui suivent. L'ensemble confirme le vieux dicton selon lequel, toujours, tous comptes faits, « c'est à la bourgeoisie que les nationalisations de la gauche profitent ». Mais la démonstration vaut, une fois de plus, la peine d'être faite.

François Duval
Michel Morel

JEAN PEYRELEVADE
PDG DE SUEZ

PHILIPPE MALLET
FINANCIER

FRANCIS BOUYGUES
LE REQUIN DU BTP


ERNEST ANTOINE SEILLERE
CGIP (GROUPE DE WENDEL)

ANTOINE RIBOUD
PDG DE BSN

La bourgeoisie française a bien passé le cap des nationalisations. Un peu de pif, de grosses indemnisations, certains égards particuliers du gouvernement et en route pour les dénationalisations !

Les chasseurs de capitaux

DAVID DAUTRESME
BANQUE LAZARD

JEROME SEYDOUX
SCHLUMBERGER

SERGE DASSAULT
FILS DE MARCEL

JEAN-MARC VERNES
BANQUE DU MARAIS

DAVID DE ROTSCHILD
BANQUE PARIS-ORLEANS

Certains avaient, plus ou moins, vu le coup venir. La famille Gillet, qui contrôlait Rhône-Poulenc, s'était, peu à peu, dégagée de ce groupe, à la fin des années soixante-dix. Elle avait regroupé ses fonds, en alliance avec les Schlumberger-Seydoux et les Riboud (BSN...) au sein des Chargeurs SA (textile transports)... et 5e chaîne, aujourd'hui. Ils se constituaient, du même coup, une position de « repli » — avec l'aide de la banque Lazard — en cas de nationalisation de la banque Paribas, dont ils tenaient en partie les rênes. La famille De Wendel, elle, avait profité de la prise en charge progressive des frais de la sidérurgie par l'Etat, depuis 1978, pour réorienter son groupe industriel et financier (la CGIP, Compagnie générale d'industrie et de participation) vers des secteurs plus « modernes » (informatique, entre autres). La valeur de son capital a triplé dans le même temps selon les propres dires de son chef de famille, E.-A. Seillère.

Dassault et ses compères, les familles Vernes, Mallet..., avaient regroupé leurs forces au sein de la Compagnie industrielle, liée au groupe Suez, afin d'échapper à tout contrôle envahissant de celle-ci en cas de nationalisation. Aujourd'hui, ils se préparent à faire la démarche inverse en se portant acquéreur de Suez dénationalisée. La famille Worms avait soigneusement délimité les frontières entre sa banque de dépôt, figurant dans la liste des nationalisables, ses activités financières et ses participations dans bon nombre de secteurs industriels (agro-alimentaire, papier carton...) regroupées au sein de la société Pechelbronn, restée privée.

Certains ont certes failli rater la marche. La branche des Rotschild, propriétaire de la banque du même nom, avait bêtement lié directement son empire minier (Imetal) à la banque susdite. Celle-ci nationalisée, les mines passaient illico sous le contrôle de l'Etat à demi-consentant. Relevons, cela dit, qu'Imetal n'a jamais été intégré par l'Etat dans le secteur public. Notons que son P-DG, Bernard de Villemejane, est resté à sa place à la grande joie du baron Guy de Rotschild. Signalons pour finir, que la branche Rotschild en question a été autorisée, par Jacques Delors soi-même, à recréer une banque privée. Elle s'appelle PO-banque, du nom de Paris-Orléans, ligne de chemin de fer appartenant aux Rotschild avant sa nationalisation lors de la création de la SNCF. Quel passé et quel humour !

Tous accueillirent, avec le même intérêt, les indemnisations ▶

versées par l'Etat : environ cinquante milliards de francs. Celles-ci ont eu le temps, depuis, de fructifier à la Bourse de Paris. Elles leur permettent aujourd'hui de se porter éventuellement candidats au rachat de ce qui fut nationalisé en 1982 ! Le banquier Jean-Marc Vernes, lui-même, racontait avec un certain humour aux journalistes du *Nouvel Observateur* enquêtant sur « les Français et l'argent », comment les indemnisations de la nationalisation de la banque Vernes (fondée en 1821 !) , lui avaient permis de se racheter une banque privée et de spéculer en Bourse avec des résultats supérieurs à l'indice officiel... De quoi faire de nouvelles affaires !

Ces quelques exemples donnent une idée de la façon dont la bourgeoisie française a passé le cap des nationalisations : plutôt bien. Plus, elle a très bien encaissé le coup parce qu'elle organise, elle-même et en permanence depuis des décennies, la répartition de ses possessions et des pouvoirs au sein du capital financier et industriel de ce pays (groupes, maisons-mères, holdings et filiales, banques et réseaux bancaires...).

Une analyse soigneuse et systématique du personnel dirgeant démontre, notait Patrick Allard, lors d'un colloque organisé par l'Association pour le développement des études sur la firme et l'industrie[1], *« que le contrôle des groupes (y compris des groupes financiers) n'appartient pas à une technocratie, mais bien à une bourgeoisie, faite de familles présentes de longue date dans les affaires, qui ont su intégrer des familles de fortune plus récente mais qui ont dû, au cours des vingt-cinq dernières années, restructurer leurs entreprises, redéfinir leurs frontières, se regrouper tout en cherchant à maintenir leur autonomie, c'est-à-dire conserver leur propriété sur les moyens de production restructurés ».* Les ramifications sociales et familiales s'étendent, d'ailleurs, au personnel de l'Etat (haute administration) et au personnel politique.

On ne remet, évidemment pas en cause une classe dominante aussi solide avec des demi-mesures ou même des quarts de mesures, telles que celles prises par la gauche. Sinon la conséquence est simple : cinq ans après, on prend les mêmes, ou presque, et on recommence.

On ne retire pas le pouvoir des mains de la bourgeoisie sans l'affronter, de face. Une révolution, dites-vous ? La question en tout cas mérite d'être discutée. Sinon, les résultats, malheureusement, sont parlants !

1. ADEFI *Les restructurations industrielles en France.* Economica. 1980

Merci à Régis Franc pour sa BD *Tonton Marcel, roi de l'opposition*, parue aux éditions Casterman, dont ces bulles sont extraites. Le grand nom de Tonton Marcel, c'est Dassault.

Mini, mini

Entre les promesses de l'Union de la gauche dans l'opposition et l'arrivée à l'Elysée, les nationalisées ont perdu du poids...

Les nationalisations de 1982 (cf. tableau 1) ont porté la part du secteur public industriel — hors énergie (EDF, Charbonnages...) — de 6,4 % des effectifs de l'industrie à 18,3 % et de 8,9 % de ses ventes à 24,4 %[1]. Au même moment, 12,5 % des effectifs et 18 % des ventes de l'industrie française provenaient de filiales de sociétés étrangères, le reste (les deux tiers ou plus) restait au capital privé, petits actionnaires et grandes familles. *« Même si parmi les principaux pays capitalistes occidentaux, la France est devenu celui où le poids de l'Etat dans le capital industriel et bancaire apparaît le plus fort,* note Michel Durand dans *la Bourse*[2], *le capital privé d'origine familial ou étranger demeure majoritaire dans le capital des cent cinquante premières entreprises »* (là où se concentrent les sociétés nationalisée et les capitaux privés les plus importants).

Dans une étude fort détaillée *la Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations*[3], l'économiste François Morin évaluait pourtant à 53 % environ les possibilités de contrôle de l'Etat dans le capital des cinq cents plus grandes entreprises industrielles. Il appliquait, simplement, au sens strict, toutes les conséquences du chapitre « nationalisations » du Programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche. La différence entre une majorité du capital privé (familiale ou étranger) et une majorité du capital public n'est pas une babiole ! Elle illustre simplement la rupture entre les promesses du Parti socialiste, avant d'arriver au gouvernement et ses actes une fois installé à l'Elysée et à Matignon. Rappelons rapidement les principaux facteurs qui allaient contribuer à réduire considérablement le poids des nationalisations.

● Plusieurs grands groupes industriels furent d'abord exclus sous des prétextes divers du périmètre des nationalisées. Peugeot, Michelin, Empain-Schneider, par exemple. Le groupe Paribas nationalisé détenait, en 1982, 30 % du capital de ce dernier groupe. Le minisre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, négocia la réduction de cette participation — qui donnait à l'Etat de quoi contrôler l'ensemble Empain, Creusot-Loire compris — de 30 à 10 %. Simplement de quoi assister, en spectateur passif, à la débâcle de Creusot-Loire, trois ans plus tard !

● Les nationalisations, en 1982, ne concernaient plus les groupes, mais principalement les sociétés-mères. Citons quelques exemples. La CGE fut nationalisée, mais ses filiales Alsthom ou Alcatel restaient, elles, cotées en Bourse, donc ouvertes au capital privé. Saint-Gobain était nationalisée, mais Pont-à Mousson, qui lui est lié, ne l'était pas. Thomson-Brandt électronique (grand public) passait dans le secteur public, mais Thomson-CSF (armement) restait ouverte au capital privé et fait toujours la joie des boursiers. La Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux restaient privées, alors que les deux banques nationalisées Paribas et Suez y détiennent des participations significatives, sinon proportionnellement majoritaires ; leur fonction relève, de plus, tout de même d'un certain service public : la distribution de l'eau dans les communes... Le tableau 2 démontre l'ampleur du tour de passe-passe selon que l'on prenne en compte l'ensemble d'un groupe ou simplement ses sociétés-mères : l'effectif salarial varie de cent cinquante mille à neuf cent mille personnes. Une paille !

● Hors industrie, les nationalisations ne touchèrent ni au commerce ni aux services (transports, tourisme...), pas plus qu'aux secteurs de la presse, des médias, de la publicité. Les assurances — dont la nationalisation était pourtant envisagée au départ — furent également épargnées. Une masse de capitaux privés, de pouvoirs financiers et donc de grandes familles est pourtant concentrée dans ces secteurs.

● Les banques si elles furent nationalisées à 90 % furent, quant à elles, l'exemple parfait d'un service « public » mais au service d'une politique libérale (cf. article ci-contre) !

Les banques mutualistes (Crédit agricole) ont été épargnées par les nationalisations, ainsi que des banques d'affaires, telles que Lazard, Worms (seule la banque de dépôt du groupe Worms a été nationalisée), Neuflize-Schlumberger-Mallet, dont la taille est inversement proportionnelle à la place qu'elles occupent dans les opérations de fusions et de restructurations industrielles. On retrouve ainsi la trace de la banque Lazard, depuis la fusion Peugeot-Citroën, jusqu'au dernier rachat de Boussac en France en 1985, comme dans le rachat de RCA par General Electric aux Etats-Unis, ou dans la privatisation à petits pas de la première banque d'affaires italienne, Mediobanca.

1. Sources : Le secteur public dans l'industrie avant et après les nationalisations. Ministère de la Recherche et de l'Industrie.
2. Michel Durand. *La Bourse.* La Découverte-Maspero. Mars 1983.
3. François Morin. *La Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations.* Calmann-Lévy. Novembre 1977.

Tableau 2 : Le groupe comprend les différentes filiales rattachées à la maison-mère. Le champ des nationalisations est évidemment différent si l'on nationalise le groupe, ou simplement la maison-mère...

Le poids des groupes nationalisables : de 150 000 à 900 000 personnes
(Chiffres en millions de francs, au 1er janvier 1980)

		Effectifs			Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée	Investissement
		Groupe	Société mère	A l'étranger	Groupe	A l'étranger	Groupe	Groupe
Les onze groupes industriels	Dassault	15553	15553	—	7123	5851	2919	135
	Roussel-Uclaf	17041	6446	6444	4523	2800	2129	249
	ITT-France	15000	7700	—	4100	165	indéterm-	indéterm
	Thomson-Brandt	126300	9832	14000	30004	12289	13249	1266
	Honeywell-bull	19051	14423	4300	5129	2389	2800	967
	PUK	91900	375	21244	33854	17910	13292	1627
	SGPM	147808	237	85712	35527	23803	16644	2227
	CGE	119500	394	31000	35011	12000	10025	983
	Rhône-Poulenc	182000	19	31808	33181	18043	13582	2200
	Usinor-Sacilor	88341	56981	—	32016	10772	8617	1217
	Matra	20000	5836	—	7509	4000	2900	141
Nucléaire	Creusot-Loire	48441	24867	—	16500	13565	5971	387
Distribution des eaux	Lyonnaise des eaux	39200	4058	—	8471	—	3845	453
	Générale des eaux	23651	6631	—	19547	—	4114	397
Prise de participation	Peugeot	264 730	193	65900	72813	40261	26994	4828
	Totaux	1168519[1]	155505	260408	336899	163878	127081	17077

1. Dont 908111 en France.

Sources : rapport d'assemblée et documents DAFSA

Canada Dry public

Une apparence de privé, une gestion à la privé, le goût du privé et pourtant c'est du secteur public « nouvellement nationalisé ».

Mil neuf cent quatre-vingt-un : la première étape des nationalisations, étalée sur près d'un an, est déjà révélatrice des choix politiques faits par la majorité du 10 mai. Négociations, rencontres exploratoires avec les actionnaires et les dirigeants des groupes nationalisables, tentatives de conciliation se succèdent. Elles n'éviteront pas, pour autant, l'empoignade au Parlement, le camouflet du Conseil constitutionnel, le montant des indemnisations corrigé à la hausse.

Le patronat dispose, ainsi, d'un délai appréciable pour mettre en place un dispositif de repli : l'affaire des fuites de Paribas en est un exemple. Les entreprises à forte présence de capitaux étrangers échappent à la loi de nationalisation du 11 février 1982. L'Etat prend finalement le contrôle de Bull au prix fort — l'actionnaire américain Honeywell n'ayant souscrit à aucune augmentation de capital — mais la nationalisation de Roussel-Uclaf est abandonnée, devant l'opposition de son actionnaire principal, le groupe Hoechst.

La seconde étape devait être la mise en œuvre d'une « nouvelle politique industrielle », autour de grandes filières assurant la maîtrise de tous les stades de production des principaux secteurs industriels. L'exemple fleuron de cette orientation, le PAFE (Plan d'action filière électronique) prévoyait la création de quatre-vingt mille emplois et la reconquête de l'indépendance technologique grâce au contrôle des principales entreprises de la branche (CGE, Thomson, Bull, Matra, Dassault) et au financement public.

Las ! Sitôt annoncé par Jean-Pierre Chevènement, en 1982, le PAFE était enterré. La logique de la filière était abandonnée, Chevènement démissionné. L'« autonomie de gestion » des groupes nationalisés était confirmée. Un financement public fut certes dégagé, avec comme contrepartie l'exigence pour les groupes, lourdement endettés, d'atteindre par tous les moyens l'équilibre financier fin 1985. Les conséquences n'ont pas tardé : abandon de toute velléité de planification, concurrence entre les nationalisées, recherche par chaque groupe de partenaires privés (en général des multinationales), sacrifice des décisions à long terme pour présenter avant les élections un « bon bilan ».

Le projet de regroupement des banques en une banque nationale d'investissement, cher à certains socialistes, a été évoqué pour la dernière fois lors d'un colloque en 1983 (Nationalisations, la voie française), avant d'être enterré définitivement sous les sarcasmes de Jacques Delors et des banquiers. Exit la politique audacieuse de crédit !

Les travailleurs des entreprises nationalisées, quant à eux, ont subi, comme les autres, les effets de la politique d'austérité : baisse du pouvoir d'achat, flexibilisation des horaires, transferts géographiques, compressions d'effectifs et licenciements. Certaines nationalisées ont même servi pour des expériences pilotes de désindexation des salaires. De quoi faire regretter les anciennes directions privées !

Les sacrifices imposés n'ont eu aucune contrepartie ; le changement des rapports sociaux dans l'entreprise a été oublié, contrairement aux chimères des dirigeants de la CFDT toujours prêts à sacrifier le « quantitatif » (les revendications matérielles) au « qualitatif ». Bien avant la fin de l'« état de grâce », la hiérarchie, jalousement préservée par les nouvelles directions, a repris toutes ses prérogatives. Les lois Auroux ? Il n'y a, en réalité, aucune différence significative avec le privé. Groupes d'expression et conseils d'atelier se heurtent aux mêmes obstacles : soit les participants se découragent, car les problèmes importants n'avancent pas du fait de la politique sociale ; soit ces groupes sont transformés en vulgaires réunions de service.

La grande innovation pour le secteur nationalisé fut l'élection de représentants des salariés au conseil d'administration. Mais ce ne sont pas, pour autant, des administrateurs à part entière. Minoritaires (un tiers du conseil), divisés, sélectionnés par les bureaucrates syndicaux, ils n'assistent qu'à des simulacres de réunion. Les véritables décisions sont prises ailleurs, entre PDG et ministères de tutelle.

Depuis 1982, les travailleurs des nationalisées ont été confrontés à des dirigeants dont l'arrogance et le mépris n'avaient rien à envier aux dirigeants d'avant 1981. La réputation de patron de choc de Gomez, PDG de Thomson, fondateur du CERES, n'est plus à faire. Celle d'un Peylevade (Suez) ou d'un Le Floch-Prigent, tous deux tenus pour membres ou proches du PS, est en hausse, à droite. Ils ouvrent déjà, ou s'apprêtent à ouvrir le capital de « leurs » nationalisées, au privé.

Cela a conduit sur le plan industriel à des accords où les nationalisées sont en état de dépendance. L'accord Thomson-JVC sonne le glas de la hi-fi française. L'accord CGE-ATT imposé par Pébereau, PDG de la CGE, au gouvernement livre 15 % du marché des télécommunications au groupe américain Bull, multiplie les « coopérations » avec Honeywell, NEC, Ridge...

Chaque direction prétend agir afin de tenir compte des contraintes financières (investissements lourds) et de se consacrer à la fameuse politique des créneaux de la droite, sous Pompidou et Giscard. Celle-ci s'accompagne de restructurations importantes — surtout dans la téléphonie — avec leur cortège de compressions d'effectifs. Chaque année, le personnel d'Alcatel a droit aux déplacements d'effectifs. Les nationalisées et l'Etat ont fait une croix sur le bassin d'emploi du Trégor, en Bretagne, dans une région déjà sérieusement frappée par le chômage.

Cette politique, évidemment, est à l'opposé de la création des quatre-vingt mille emplois promis. Le PAFE a fait plouf ! Ce véritable mécano industriel a permis, par contre, de diminuer les effectifs, d'assainir en surface la situation financière, de franchir un pas dans l'internationalisation des groupes... On peut parler aujourd'hui de multinationales publiques.

En ce qui concerne les banques, *« les nouveaux dirigeants viennent du sérail »*, commentait *le Monde* en examinant la liste des PDG des nationalisées. Ils ont logiquement conduit une politique remarquable de continuité avec celle d'avant 1981. Ils ne se font jamais faute de rappeler qu'ils appliquent à la lettre les impératifs de toute gestion bancaire : liquidité, profitabilité, solvabilité. En bon français : on ne prête qu'aux riches ! Inutile donc de chercher la moindre politique de crédit au service d'une politique industrielle « novatrice », d'ailleurs non définie, puisque laissée à la seule appréciation des PDG des groupes industriels nationalisés *« en toute autonomie de gestion »*.

Sociétés nationalisées en 1982

Sociétés industrielles	Part de l'Etat (%)	Actif net (millions de F)	Valeur théorique de privatisation* (millions de F)	Résultats nets 84 capitalisés 12 fois (millions de F)
CGE	73,98	6 985	10 300	9 600
Péchiney	80,05	8 350	13 350	6 600
Rhône-Poulenc	75,53	9 920	14 940	23 088
Saint-Gobain	69,51	10 764	7 470	6 166
Thomson	78,05	2 815	4 390	(1)

* Valeur théorique de privatisation : part de l'Etat dans la situation nette, capitalisée 2 fois.
1. Perte de 50 millions de francs.

Compagnies financières	Part de l'Etat (%)	Actif net (millions de F)	Valeur théorique de privatisation* (millions de F)	Résultats nets 84 capitalisés 12 fois (millions de F)
Paribas	100,	9 846	14,7	14,16
Suez	66,67	11 070	11,	8,46

* Valeur théorique de privatisation, part de l'Etat dans l'actif net, capitalisée 1,5 fois.

Tableau 1 : Les valeurs théoriques de privatisation sont évidemment sujettes à caution. La privatisation peut être effectuée en vendant sur le marché boursier les actions que détient l'Etat, ou en émettant de nouvelles actions, vendues au privé, qui réduiront d'autant la proportion du capital détenue par le public. Les trois premières banques du tableau de droite ont été nationalisées en 1947.

Banques

	Participation de l'Etat (%)	Valeur privatisation (en millions de F)
Banque nationale de Paris	100	21 300
Crédit lyonnais	100	13 000
Société générale	100	15 000
Crédit commercial de France	100	2 800
Crédit industriel et commercial	61,05	2 040
Crédit du Nord	49,72	570
Banque Hervet	100	300
Banque parisienne de crédit	100	300
Sofinco-La Hénin	100	300
La Hénin	100	200
Société marseillaise de crédit	100	200
Banque de Bretagne	100	100
Banque cap. du bât. et TP	100	100
Banque ind. et mob. privée	92,59	90
Banque Chaix	100	100
Union de banques à Paris	100	200
Total		56 600

Estimation faite par « Homme et société », club de réflexion proche de l'opposition.

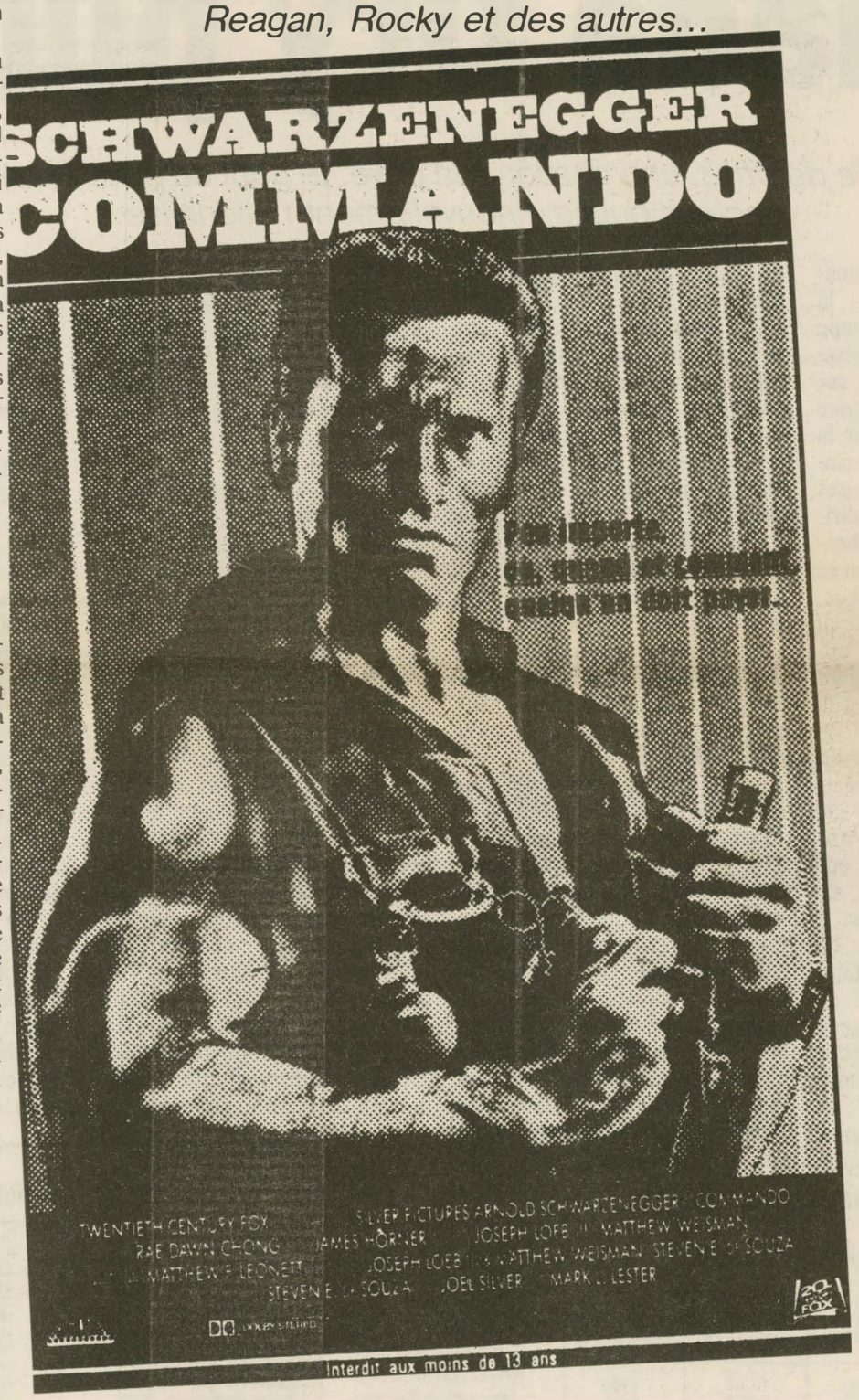
La valorisation des banques résulte de trois approches :
a) valeur de rendement basée sur la capitalisation des résultats, présents et prévisibles ;
b) addition de l'actif net comptable et du good will financier calculé par rapport au rendement des oblifations de première catégorie ;
c) comparaison de certaines grandeurs caractéristiques propres à chaque banque, aux critères ressortant d'un échantillon de cessions récentes dans le domaine international.

LES NOUVEAUX CROISES DE L'OCCIDENT

Les muscles de Stallone, c'est comme les fusées Pershing de Reagan, il faut les montrer. Je cogne, donc je suis. Voilà le nouveau credo des Rambo, Reagan, Rocky et des autres...

Après la série des *Rambo I* et Rambo II, une nouvelle cascade du même type nous est aujourd'hui proposée avec *Rocky IV* (encore avec Sylvester Stallone), *American Warriors*, *Invasion USA* (avec Chuck Norris déjà vu dans *Portés disparus*). La suite demain avec *Commando* (avec Arnold Schwarzenegger, celui de *Terminator*). A lui seul, *Rambo II* pulvérise les entrées (plus d'un million deux cent mille sur la région parisienne) et *Rocky IV* semble bien parti pour en faire de même.

Aussi, avant de crier au secours et de se demander pourquoi une telle invasion, une telle rambomania, il faut s'interroger sur le succès de ces films. De quoi parlent-ils ? Un ancien de la CIA, en lutte contre des terroristes (*Invasion USA*), un repris de justice dans la jungle vietnamienne à la recherche de ses anciens compagnons d'armes prisonniers des communistes (*Rambo II*), un boxeur américain, David-Rambo, contre un boxeur soviétique, genre Goliath du Kremlin (*Rocky*).



Un point commun : la violence

Mais, au-delà de l'histoire qui peut varier, tous ces films ont un point commun : la violence. La fascination pure de la violence. Chez Rambo-Rocky, on ne fait pas dans la dentelle. Il y a de la viande sur les murs comme on dit. Bien sûr, le cinéma a toujours produit des films de guerre, à commencer par les westerns. Mais la violence n'y était pas considérée comme un but, seulement comme un moyen au service des valeurs de l'american way of life. On exterminait les Indiens, mais en tenant la bible dans les mains.

Au contraire, dans tous ces films récents, ce qui frappe — c'est le cas de le dire — c'est que la violence est devenue une fin en soi. Un spectacle. Rambo et Rocky n'ont pas d'autres valeurs que leurs poings et leurs armes. Et cette violence qui s'exprime ici est directement, sans masque, mise au service d'un ordre politique et moral, celui de l'Amérique de Reagan. Ainsi, à la fin de *Rocky IV*, le discours de Stallone, après qu'il eut complètement écrabouillé son adversaire, est un curieux appel à Reagan et un hymne à la coexistence pacifique. Fini le temps de la mauvaise conscience, des incertitudes et des doutes sur le rôle de la politique américaine dans le monde. La plaie douloureuse de la guerre du Vietnam est aujourd'hui refermée. Elle est devenue un décor de films et plus, comme par exemple dans le très beau film d'Elia Kazan, *les Visiteurs*, une interrogation sur la société américaine.

Rambo, Rocky, c'est l'Amérique des vainqueurs, des gagnants et des cogneurs. C'est la revanche de Reagan contre Carter. L'Amérique aujourd'hui est en guerre, menacée de tous les côtés. Par qui ? Par tous : les terroristes anonymes d'*Invasion USA* où le monsieur Dupont américain pourra reconnaître les Lybiens ou des Russes, les jaunes de *Rambo II*, les vilains rouges de *Rocky IV* et pourquoi pas, demain, les petits hommes verts. Un peu comme dans les années cinquante, où le cinéma américain, à travers certains films de science-fiction ou anticommunistes, reflétait le climat de la guerre froide et les craintes profondes de la société américaine.

Mais pourquoi, aujourd'hui, un tel succès ? L'impérialisme américain est aussi un impérialisme culturel ; il impose ses modèles et ses images. Rambo, Rocky sont célèbres dans le monde entier, en particulier dans le tiers monde. N'a-t-on pas vu récemment à la télévision, un milicien chrétien de Beyrouth-est déguisé en Rambo et faisant le coup de feu avec son bazooka ? Rambo, c'est Zorro et Superman réunis. Cette identification au personnage de Rambo-Rocky, notamment parmi la jeunesse n'est pas neutre. A travers elle, c'est en fait une identification avec les buts avoués de la politique de Reagan qui est recherchée. Le paradoxe est que ces films — profondément racistes par le refus de l'autre, de ce qui est différent — trouvent précisément leur public auprès de ceux qui en sont victimes.

Ne pas penser. Agir

Le cinéma, plus que tout autre art, reflète et exprime l'inconscient des sociétés. Celui des Etats-Unis n'est pas très propre, encombré de ses Rambo-Rocky, messieurs Propre de l'hémoglobine, de ses tueurs fascistes à la Schwarzenneger, de ses Chuck Norris auprès duquel Clint Eastwood lui-même pourrait passer pour un parfait gentleman. Les personnages sont des héros de bandes dessinées. Rambo, Rocky ne pensent pas, ils agissent, c'est tout. Ils n'ont pas d'état d'âme. Comme Tintin, les femmes sont complètement absentes de leur univers.

L'Amérique a beaucoup souffert, elle a pris des coups. Comme Rambo-Rocky qui a le corps plein de cicatrices, mais qui finit par gagner. Rambo-Rocky, c'est la rédemption de l'Amérique. Ils sont courageux, ils sont forts, ils ont des muscles. Les muscles de Stallone, c'est comme les fusées Pershing de Reagan, il faut les montrer. Je cogne, donc je suis. Voilà le nouveau credo des Rambo-Rocky. Lorsque le rêve américain ne s'incarne plus que dans des robots gonflés aux anabolisants à la Stallone et compagnie, c'est qu'il n'a plus rien à apporter et à dire : c'est aussi cela la leçon qui se dégage de tous ces films. Ceux-ci sont autrement dangereux que les macistes et autres Kung-Fu parce qu'ils sont politiques au premier degré. Il n'y a pas besoin de faire une savante analyse de ce que nous disent Rambo et Rocky. Comme Reagan, ils affirment : nous allons gagner parce que nous sommes les plus forts. Ce sont des films de guerre et de mort qui nous rappellent le cri de ralliement des fascistes de toujours : *« Viva la muerte ! »*. Ou vive cette violence, c'est pareil.

Jean-Michel Masson

Invasion USA, Rambo II, Rocky IV, American Warriors, déjà sortis. *Commando*, le 5 février.

DEUX PIERRES DANS LE JARDIN DU RACISME

La Goutte d'or, de Michel Tournier et le Désert de Le Clézio

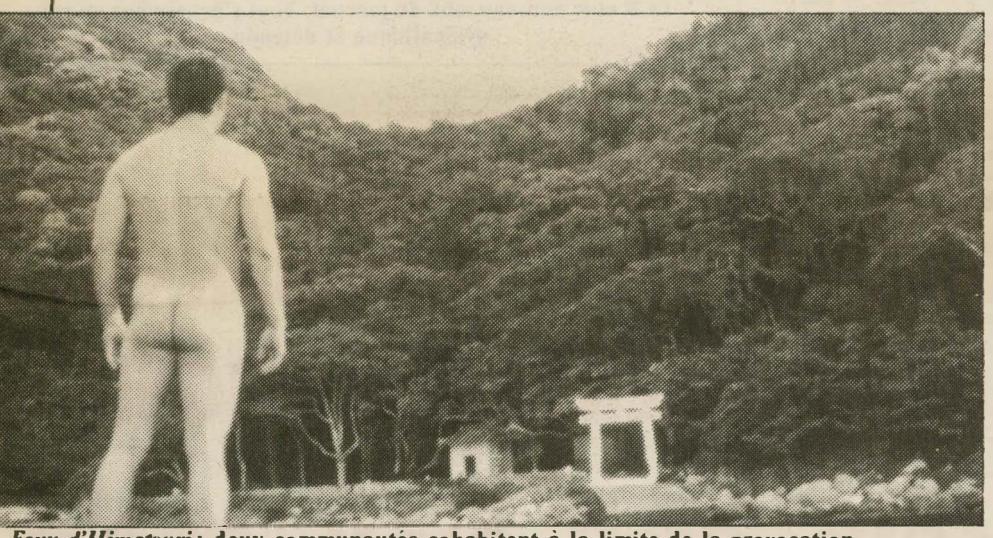
Dans la littérature contemporaine, les romans qui mettent en scène les immigrés sont suffisamment rares pour qu'on s'y arrête. Surtout aujourd'hui, surtout quand on nous rabat les oreilles à longueur de temps avec le « seuil de tolérance ». Saluons donc le livre de Michel Tournier *la Goutte d'or* et celui de Le Clézio, *le Désert*[1].

A travers deux manières d'écrire différentes, Michel Tournier et Le Clézio racontent au fond la même histoire : celle du déracinement de ces hommes et de ces femmes qui se trouvent soudainement, violemment plongés dans cette société, dans ce grouillement de solitude et d'exploitations. Jetés un jour, sur un quai de Marseille ou de la gare de Lyon.

Idriss, héros du livre de Michel Tournier, est un jeune berger berbère qui garde ses moutons aux confins du désert. Lalla, le personnage de Le Clézio, elle aussi, a pour ancêtres les lointains hommes bleus, ceux qu'on appelle les Touaregs, les guerriers du désert. Idriss et Lalla sont deux immigrés. Ils seront ouvrier du bâtiment, femme de ménage, prostituée, etc. mais ils ne perdront jamais leur liberté. Tous les deux, pourtant, vont faire un voyage quasiment initiatique. Ils vont subir l'apprentissage de la violence quotidienne, du racisme présent dans la société. Et nous découvrons, un peu stupéfaits, quand même, que si Idriss et Lalla, à travers ces deux livres, nous semblent si proches, c'est qu'ils incarnent aussi chacun de nous, chacun de nos rêves. La littérature peut être aussi une arme redoutable contre l'intolérance, la bêtise, le racisme. Nous ne savons pas si Le Pen sait lire, mais qu'il sache au moins que ces deux beaux romans sont deux pierres dans le jardin nauséabond du racisme.

Jean-Michel Masson

1. *La Goutte d'or*, de Michel Tournier, paru chez Gallimard (95 francs). *Désert*, dans la collection Folio (30 francs).



Feux d'Himatsuri : deux communautés cohabitent à la limite de la provocation.

CINEMA

☐ ***LES FEUX D'HIMATSURI de M. Yanagimachi.*** Un village japonais entre montagne et océan est habité par deux communautés qui cohabitent à la limite de la provocation permanente : pêcheurs et bûcherons. Ce conflit est intégré à d'autres contradictions, modernisation et tradition, prosaïque et sacré. La vie quotidienne va, cahin-caha, sous la domination de la déesse de la Montagne et du Poisson sacré. Nature souveraine qui, peu à peu, doit reculer devant les « temps modernes ». Ces conflits sont filmés du double point de vue de la communauté et du personnage central, « amant » de la déesse qui, victime désignée et peut-être consentante, va être broyée par ces contradictions. Un film important sur le Japon provincial d'aujourd'hui, et le Japon tout court.

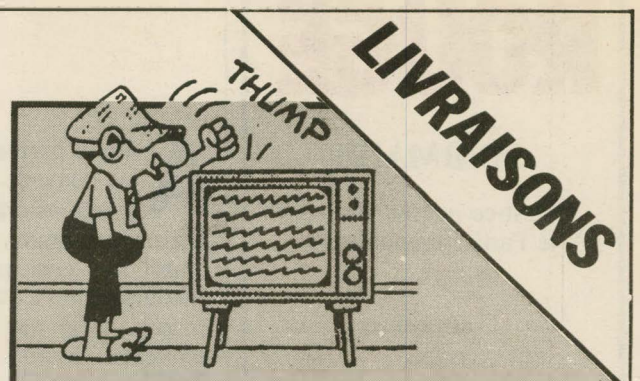
☐ ***LES VISITEURS de Elia Kazan.*** C'est un film qui vient de très loin dans l'œuvre et dans la vie de Kazan qui fut l'un des délateurs les plus zélés du maccarthysme, mais qui est aussi un grand cinéaste. La guerre du Vietnam, par la confrontation de trois soldats restés au pays (deux salauds et un « mou » qui les a dénoncés), lui donne l'occasion en 1972, d'un film clé sur sa propre conscience, celle du public et sur la relativité des attitudes morales. Magistral exercice de mise en scène filmant au plus près, au plus étouffant, au plus impitoyable des personnages livrés au regard quasi judiciaire du public. Kazan nous conduit là où il veut nous mener, vers un certain renversement de la culpabilité, vers la confusion des valeurs et l'indifférenciation de la violence. Là, nous calons.

☐ ***REPRISE.*** Toujours à l'affiche, *The shop around the corner*, de Lubitsch aura été la divine surprise du trimestre. Tout a été dit et cent fois répété sur l'humour du maître, son intelligence de la situation comique, sa science du quiproquo. Et le style. La fameuse « Lubitsch touch » est également, dans le genre macabre, un sommet de la comédie américaine passée à un vernis très britannique. Une fausse créature de Frankenstein et tout un gang de fêlés et fêlées concertant pour une vraie fête. *Johnny Guitar* de Nicholas Ray suscite toujours le même enthousiasme. Ce grand flamboiement du western qui s'écarte des « règles » du genre pour aller dans le bouleversement des passions et de la nature reste, intact, inchangé, un chef-d'œuvre.

LIVRES

☐ ***LE PASSE DEFINI de Jean Cocteau.*** Picasso et Genêt sont ses amis. Il souffre atrocement des reins et Staline vient de mourir, on est en 1953. Cocteau raconte tout cela dans son journal, dont le second tome, inédit, vient d'être publié. Il parle de la même façon du tremblement de terre en Grèce que de Sartre ou des pivoines des jardins de Barbizon. Douleur et humour toujours entremêlés : *« Encore un miracle* dit-il, *par suite des grèves, le grand pélerinage de Lourdes n'aura pas lieu. »* (18 août 1953).
Le Passé défini, Gallimard, (140 francs).

☐ ***L'EMPIRE D'UN HOMME de Ramon Sender.*** C'est le récit d'une erreur judiciaire sous Franco, dans la campagne espagnole. Un vrai roman avec des personnages auxquels on croit, des fusils, des jardins secs qu'il faut irriguer, des pères qui ne montrent pas leur tendresse, des juges et des curés qui bénissent les champs. Il est temps de découvrir l'œuvre de Sender, mort en exil en 1981, à soixante-dix-neuf ans. Commençons donc par ce petit volume, traduit ici par Claude Bleton.
L'Empire d'un homme, Acte-Sud, (79 francs).



LIVRAISONS

● **Samedi** 22 h 15 (TF1) « Droit de réponse » : les casinos...

● **Dimanche** 20 h 35 (TF1) *le Coup de Sirocco* d'A. Arcady avec R. Hanin. Folklore pied-noir, Bab-el-Oued, la place des trois horloges, anisette et poh poh poh garantis (aucun intérêt !).

22 h 30 (FR3) *Un carnet de bal* de J. Duvivier avec M. Bell, Raimu, L. Jouvet, Fernandel... Une femme retrouve, un à un, les cavaliers qui l'avaient fait danser une dizaine d'années plus tôt. Leurs destins auront connu des chemins tragiques et surprenants. L'un des grands succès de Duvivier.

● **Lundi** 14 h 45 (TF1) *le Gaucher* d'A. Penn avec P. Newman. Le mythe westernien décortiqué avec talent et passion à la sauce psychanalytique. Des lourdeurs de style mais des fulgurances dans l'interprétation. Les relations ludiques (et fortement teintées d'homosexualité !) des membres de la bande de *Billy the Kid* permettent une approche moins conventionnelle du personnage.

16 h 07 (FR3) *les Cents fusils* de T. Gries avec J. Brown, R. Welch et B. Reynolds. Courageux et tonique western antiraciste qui fit d'un Noir, d'une femme, d'un métis, les héros d'une ballade aux côtés des Indiens mexicains opprimés.

20 h 35 (TF1) *le Pigeon* de M. Monicelli ; impérissable classique de « la comédie italienne » (qui a sans doute pris un sacré coup de vieux !).

22 h 10 (TF1) « Etoiles et toiles » spécial Marilyn Monroe.

22 h 15 (A2) « Les jours de notre vie » propose une grande enquête sur la contraception ce soir, premier volet : la contraception au présent.

● **Mardi** 20 h 35 le choix entre le film de M. Allégret avec L. Jouvet *(Entrée des artistes* sur Antenne 2) tournant autour du métier de comédien et un western d'A. Mac Laglen, *les Géants de l'Ouest*, avec J. Wayne et R. Hudson (sur FR3) qui s'essaie désespérément à ressembler à un western de John Ford !

● **Jeudi** 20 h 35 (A2) Seconde et dernière partie de *l'Eté 36*, qu'Yves Robert a adapté d'après le roman de B. Poirot-Delpech. (Un avis rapide : le livre est aussi moyen que le film...)

● **Vendredi** 23 h 00 (A2). Dans le cadre du cinquantième anniversaire de la Cinémathèque française, le ciné-club d'Antenne 2 va projeter trois films rares, qu'Henri Langlois avait contribué à révéler au public français. Ce soir, *le Voleur de Bagdad*, première (et inégalée) version muette, réalisée en 1924 par Raoul Walsh avec D. Fairbanks d'après *les Mille et une nuits...* Un chef d'œuvre d'invention et de féerie !

Michel Laszlo

LES AVENTURES DE PINOCCHIO

☐ Durant tous ces congés scolaires de février, vos enfants (et vous) allez découvrir la version intégrale tournée pour la télévision italienne (la RAI, pas la chaîne Berlusconi...) des *Aventures de Pinocchio*. Adapté du célèbre conte de Collodi par S. Cecchi d'Amico et lui-même, Luigi Comencini a réalisé là un des plus magnifiques films pour enfants jamais tourné avec des acteurs (parmi lesquels G. Lollobridgida, N. Manfredi...). Tous les jours à partir du lundi 10 février, à 17 h 25 sur TF1, risquez vous à une plongée dans un monde où l'onirisme et le merveilleux ont été admirablement restitués par une mise en scène d'une grande pudeur. Pour Comencini (comme pour Collodi d'ailleurs !), Pinocchio incarne une enfance dont la part de rêve est à conquérir, notamment par l'acquisition du savoir, qui éveille la conscience et reste un facteur d'émancipation et de liberté. Pourtant le film de Comencini est aux antipodes des doctes discours, c'est une petite merveille de poésie et d'intelligence, portée par des images magnifiques.

(Premier épisode lundi 10 – 6e et dernier, lundi 17 à 17 h 25 sur TF1).

ROUGE

SOMMAIRE

Qu'est-ce qui fait tourner le Parti communiste ?
pages 2, 3, 4

C'est à dire
page 5

Dans les Vosges : l'optimisme est de rigueur
page 6

Les rouges au pays de Guignol
page 7

Souscription
page 8

Après Greenpeace, que fait donc le 11e de choc à Conakry ?
page 9

Des chômeurs se prennent par la main
page 10

Des requins et des hommes
page 11

Courts mètrages
pages 12, 13

Le nouveau défi cubain
pages 14, 15

Afrique du Sud
Boycott scolaire or not boycott ?
page 16

Quitte ou double pour Duvalier
page 17

OPEP
Le « boom » à la baisse
page 18

Nationalisations et dénationalisations
Les chasseurs de capitaux
pages 19, 20, 21

Culture
Les nouveaux croisés de l'Occident
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

ROUGE FAIT MOUCHE

Après le premier numéro de la nouvelle formule, les réactions ont commencé à arriver au comité de rédaction. Plutôt très positives, ce qui est encourageant. Ce qui est mieux encore, c'est que nos lecteurs écrivent au journal, en apportant leurs critiques : nous ne pouvions rêver mieux, car nous lançons désormais une nouvelle rubrique dans *Rouge* un courrier des lecteurs. Alors, à vos plumes !

De Saint-Etienne, Pierre écrit *« Tout d'abord bravo pour la nouvelle formule du journal, c'est vraiment la première fois que je le trouve bon ! Quelques remarques cependant : j'aimerais voir aborder des sujets qu'on ne trouve pas dans les journaux d'extrême gauche ou bien que l'on traite bovinement" comme le sport. Pourquoi pas un article sur un sport qui fait parler de lui, le football (je suis un fan de foot et un fan des Verts). Pas un article style* l'Equipe, *mais un truc sur le foot et l'argent ou le foot et les médias* (...). » Hélène de Paris est satisfaite de la maquette, des titres, photos et dessins et du choix des articles et des sujets de dossiers. Mais elle trouve le contenu des articles décevant pour certains. *« Les brèves de la page centrale restent trop classiques", avec un style lourd, peu en rapport avec la présentation. La table-ronde sur le tiers monde est dure à suivre (entrée directe de Ziegler contre Lacoste, sans préambule, frustration à l'issue du débat, car trop bref et trop peu d'arguments, pas d'encadrés sur les chiffres concernant le tiers monde.) »*

Par contre, Jacques, depuis la Lorraine, nous donne *« un bon point pour la table ronde »* et trouve que la double de brèves est *« très bien, très agréable à lire »* Mais il demande dans la rubrique culture une place plus grande aux livres. *Milena* aurait demandé un article plus long. *« Je crois qu'on peut faire une page en plus chaque semaine, dans la mesure où on en a vingt-quatre ! »* Francis, de Montpellier, pense que le bloc-notes page cinq *« est une bonne idée, mais il ne faut pas lui faire jouer le rôle de couverture de l'actualité politique, ce qui nécessite des articles politiques en tant que tels. C'est plutôt un rôle incisif, caustique, sous forme de billet d'humeur, donc couvrant plus de trois jours (plutôt cinq ou six, avec des billets plus cours). Quant à la page en tête" (p. 11), c'est une bonne idée là encore, mais l'article n'est pas satisfaisant, car il n'identifie pas ce dont il parle. Il aurait fallu appuyer cela sur des ouvrages, des auteurs récents et représentatifs ».*

Jean François à Paris écrit *« Le nouveau* Rouge *est bon, très bon. Et très prometteur* (...). *Ce* Rouge-*là, non seulement j'ai envie de le lire, mais j'ai envie de le vendre, de le prêter, de faire savoir qu'il existe. Ca fait du bien, là ou ça commençait à devenir salement angoissant. »*

Les copains de Paris nous ont d'ailleurs fait savoir que le nouveau *Rouge* se vendait bien. Du marché du Poteau au métro Pernety, c'est tout juste si on ne se l'arrachait pas dimanche dernier... !

Le 30 janvier, la rédaction présentait la nouvelle formule à la presse. Les journalistes interrogèrent notamment nos camarades Alain Krivine et Christian Picquet sur le rapport entre la campagne de la LCR et le nouveau look du journal. Tout s'acheva par un pot sympathique et détendu.

OFFRE SPECIALE POUR LES NOUVEAUX ABONNES

UN ABONNEMENT PROMOTIONNEL

3 MOIS : 60 F 1 AN : 200 F

ILS EN ONT PARLE

La télé, les radios n'ont pas manqué de saluer la nouvelle formule.

Françoise Gaujour, dans sa revue de presse de France-Inter, le 31 janvier : *« Une nouvelle formule de* Rouge, *l'hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire. On se souvient d'Alain Krivine et de ce journal qui existe depuis 1968.* Rouge *continuera bien sûr à défendre le monde du travail, mais, écrit son rédacteur en chef, Christian Picquet, "par les temps qui courent, c'est un vrai pari que de publier un journal révolutionnaire".»*

Yves Mourousi, le 31 janvier, au journal de treize heures sur TF 1 : *« La Ligue communiste révolutionnaire publie* Rouge. *C'était déjà le cas depuis 1968. Mais voici un nouveau look, une formule in de la presse hebdomadaire. "Une autre voix pour mars 86", c'est ainsi qu'il se définit. Il traite également des élections législatives prochaines.»*

Coluche, sur Canal-Plus, le 31 janvier : *« Nous allons passer à l'excellent journal* Rouge *– enfoirés – qui vient de paraître. Une question est posée : "A quand le coup de cœur pour l'emploi ?" Il s'agit ici de mécontents professionnels, qui sont donc des extrémistes de gauche – c'est à vous dégoûter de l'être – qui gueulent. Enfin, ils n'ont pas oublié de faire la couverture sur les restaurants du cœur parce qu'ils savent que ça fait vendre. C'est un journal qui coûte 6,50 F. C'est exactement le prix d'un repas des restaurants du cœur. Envoyez-nous plutôt le pognon à nous qu'à eux. Car nous, on n'exploite pas les chômeurs, on les nourrit ! »*

Jean-Jacques Peyraud, sur « Soir 3 », le 31 janvier : *« De nouvelles parutions. D'abord, la nouvelle formule de* Rouge, *l'organe hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire. Le journal existe depuis 1968. Il sort sous un nouveau format, qui comporte aussi davantage de dossiers, d'enquêtes et de reportages. La ligne générale reste la même. Elle s'annonce clairement – comme son titre l'indique anticapitaliste et révolutionnaire. »*

Florence Schaal, dans la revue de presse de « Bonjour la France », sur TF 1, le 1er février : *« Vingt-quatre pages et un nouveau format, le nouveau* Rouge *(ce n'est pas un nouveau Beaujolais) est arrivé, plus aéré, plus moderne.* Rouge, *qui se veut un antidote de choc face à l'impérialisme Hersant et qui conserve son credo révolutionnaire, anticapitaliste et antiraciste.* Rouge, *cette semaine, applaudit les restaurants du cœur de Coluche. Mais cela ne suffit pas, dit-il. »*

A noter encore des commentaires sur Antenne 2 et Europe 1.